

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS : DES DICTATURES NUMÉRIQUES ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JULIEN BAROIN

SEPTEMBRE 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout d'abord monsieur Ting-Sheng Lin pour avoir dirigé ce mémoire. Je remercie également le personnel ainsi que le corps professoral du département de science politique de l'UQAM. Puis, je tenais à remercier AECSSPD, Association étudiante des cycles supérieurs de science politique et droit de l'UQAM, qui par le biais de modestes bourses m'ont permis de continuer mes études. Enfin, un grand merci à ma famille et mes amis pour leur soutien inconditionnel lors de la reprise de mes études qui s'est avérée parfois très compliquée.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLES DES MATIERES	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	iv
RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
UN REGARD SUR L'EMPIRE DU MILIEU ET L'HEGEMON AMÉRICAIN	13
1.1. Une Introduction Théorique de l'Identité	13
1.2. Construction de la Nation Chinoise	15
1.3. Le Nationalisme Chinois	17
1.4. La Légitimité du Parti Unique	19
1.5. Population Chinoise : Entre Contestation et Demande d'Indépendance.....	23
1.5.1. Le Choc Tiananmen	23
1.5.2. Les Organisations Sociales	25
1.6. La Construction de la Nation Américaine	26
1.7. Le Tournant Identitaire de la Nation Américaine	28
CHAPITRE II	
LA PROPAGANDE, UNE ÉVIDENCE POUR LES GRANDES PUISSANCES ?.....	31
2.1. Une Utilisation Différente de la Propagande	31
2.1.1. Le Département Central de la Propagande (DCP).....	31
2.1.2. Le Département d'État Américain	33
2.2 Conceptualisation Théorique	35
2.2.1. Les Propagandes d'Ellul	35
2.2.2. Propagande : Ellul Face aux Autres	40
2.2.3. Une Vision Critique des Recherches sur la Propagande....	43
2.3. Le Rêve Chinois	49
2.4. Le Rêve Américain	50

2.5. Une Propagande de Poche	51
CHAPITRE III	
DU PANOPTIQUE À LA SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE	53
3.1. Société de discipline	53
3.2. Société de Contrôle	56
3.3. Société de Surveillance	62
CHAPITRE IV	
UNE SURVEILLANCE DE MASSE, DES MASSES	67
4.1. Conceptualisation Théorique	67
4.2. Un Capitalisme de surveillance	69
4.3. Un Monde Ultra-connecté	74
4.4. La Surveillance des Citoyens par les citoyens	77
CHAPITRE V	
INSTRUMENTALISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	80
5.1. Big Data	80
5.2. L'ère d'Internet	82
5.3. Les Réseaux Sociaux, une nécessité ?	88
5.4. Internet Coupable Idéal ?	93
5.5. L'Évolution d'Internet en Chine	96
5.6. L'Évolution d'Internet aux États-Unis	98
CHAPITRE VI	
OUTILS ET DISPOSITIFS MIS EN PLACE À DES FINS DE SURVEILLANCE	101
6.1. Une Reconnaissance Sans Limites ?	101
6.1.1. L'Intelligence Artificielle	101
6.1.2. Reconnaissance Faciale : Sous les Yeux de la Caméra ...	104
6.1.3. Un Cache-Cache Perdu d'avance ?	107
6.1.4. Après la Tête, la Voix puis l'ADN	109
6.1.5. Les Dispositifs Américains pour une Surveillance Accrue de sa Population	110
6.2. Score de Crédit Social	112

CHAPITRE VII	
VERS UN FAÇONNEMENT SOCIAL ?	117
7.1. Effets de la surveillance	117
7.1.1. La Conscience de la Surveillance de Masse Conduit-Elle à l'Auto-Censure ?	117
7.1.2. Modification Comportementale ?	118
7.2. De l'Habitude à l'Adoption de Nouvelles Normes ?	122
7.2.1. Banalisation de la Surveillance	122
7.2.2. Une Aliénation Technologique ?	128
CONCLUSION.....	135
BIBLIOGRAPHIE.....	140

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AAMO	Centre pour les politiques Africaines, Asiatiques et du Moyen-Orient
ACLU	American Civil Liberties Union
BATHX	Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei et Xiaomi
BP	Bureau Politique
CEFC	Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine
DCP	Département Central de Propagande
GAFAM	Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft
GAFA	Google, Apple, Facebook, Amazon
GCISII	Groupe Central d'Information sur la Sécurité et l'Informatisation de l'Internet
IA	Intelligence Artificielle
IEP	Institut d'Études Politiques
MIT	Massachusetts Institute of Technology
MITI	Ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'Information
NDC	National Digital Council
NSA	US National Security Agency
PCC	Parti Communiste Chinois
SCS	Système de Crédit Social
USAGM	U.S Agency For Global Media
VPN	Virtual Private Network

RÉSUMÉ

La Chine est l'unique pays qui a émergé de la crise financière de 2008 plus fort, faisant du régime autoritaire le gouvernement national le mieux doté en ressources sur toute la planète. Disposant des moyens nécessaires, la Chine a grandement investi dans les nouvelles technologies. L'innovation est considérée comme une force d'avenir par le gouvernement chinois et il y voit une manière d'augmenter son pouvoir, notamment sur sa population par le biais de la surveillance. Les innovations telles qu'Internet, Big Data ou l'Intelligence Artificielle ont grandement contribué à la modification des rapports sociaux entre individus mais aussi entre la société et le pouvoir central. Le contrôle de la Chine sur sa population ne devrait pas être pris à la légère, car chaque aspect est considéré par le « leader » Xi Jinping pour maintenir sa position de pouvoir. C'est dans ce contexte que nous nous interrogeons sur les implications qu'une telle surveillance de masse à la pointe de la technologie peut avoir sur la société de l'empire du Milieu. La Chine est soumise à une propagande omniprésente voulue par les dirigeants politiques et celle-ci devient de plus en plus incisive avec le support technologique. Les effets de la propagande ont été identifiés par de nombreuses recherches qui nous permettront de mettre en perspective ceux créés par la surveillance. De disciplinées à contrôlées puis surveillées, ces sociétés chinoises sont dirigées dans un but commun : une élaboration d'un comportement prédéfini des citoyens qui les composent.

Face à cette montée en puissance de la Chine, les États-Unis tentent de maintenir l'écart dans cette guerre technologique. En effet, les États-Unis constituent une grande nation très avancée sur le plan technologique. L'immense pouvoir technologique de ce pays s'affirme notamment dans le domaine économique et dans les technologies de l'information et de la communication. Toutefois, un paradoxe se matérialise suite à l'étendue de la surveillance. En effet, les États-Unis sont de fervents défenseurs de la liberté d'expression en ligne, cependant, cette surveillance empiète sur la vie privée et les libertés individuelles. Les États-Unis ont été un pilier du lancement de la technologie mais aujourd'hui ces derniers sont en train de se faire concurrencer voire même dépasser par les autres puissances mondiales, dont notamment la Chine.

MOTS CLÉS / KEY WORDS : Chine, China, États-Unis, United-States of America, Xi Jinping, surveillance de masse, mass surveillance, propagande, propaganda, nouvelles technologies, new technologies, contrôle chinois, chinese's control, Internet, sociétés de contrôle, societies of control, sociétés de surveillance, surveillance societies, capitalisme de surveillance, surveillance capitalism.

ABSTRACT

China is the only country that emerged from the 2008 financial crisis stronger, making the authoritarian regime the most resource-rich national government on the planet. With the necessary means, China has invested heavily in new technologies. Innovation is seen as a force for the future by the Chinese government and sees it as a way to increase its power, especially over its people, through surveillance. Innovations such as the Internet and artificial intelligence have greatly contributed to the modification of social relationships between individuals but also between society and central government. China's control over its people should not be taken lightly, as every aspect is considered by the « leader » Xi Jinping to maintain his position of power. It is in this context that we question the implications that such state of mass surveillance can have on the society of the Middle Kingdom. China is subject to ubiquitous propaganda wanted by political leaders and it becomes more and more incisive with technological support. The effects of propaganda have been identified by numerous studies which will allow us to put into perspective those created by surveillance. From disciplined to controlled and then supervised, these Chinese societies are run with a common goal: developing a predefined behavior for the citizens who compose them. Facing the growing power of China, the United States is trying to maintain the gap in this technological war. Indeed, the United States constitutes a great nation very advanced on the technological plan. The immense technological power of this country is true, particularly in the economic field and in information and communication technologies. However, a paradox materializes with the extent of the surveillance. Indeed, the United States is a staunch defender of freedom of expression online, however, this surveillance encroaches on privacy and individual freedoms. The United States was a pillar in the launch of the technology but today it is in the process of being overtaken by other world powers, like China.

INTRODUCTION

En avril 2017, le film « The Circle » est sorti en salle. Ce thriller dresse le portrait de la mort de la vie privée à l'ère du numérique. Il montre que cette culture axée sur la technologie apporte à tous avec l'aide de tous. Autrement dit, chaque individu contribue en utilisant par exemple les réseaux sociaux au dévoilement d'informations importantes sur eux-mêmes ainsi que sur leur entourage. Le « Cercle » stocke des quantités massives de données (financières, médicales, sociales, personnelles) de ses titulaires de compte. Ce film montre aux spectateurs que lorsque des personnes partagent autant d'informations personnelles, il ne leur reste finalement plus grand chose de personnel.

Propos liminaires. Depuis plus d'un an, les deux puissances économiques mondiales – la Chine et les États-Unis - s'affrontent pour dominer l'économie planétaire. Il s'agit également d'une guerre technologique acharnée, sur fond d'accusations, de pillage intellectuel et d'espionnage. Cette guerre technologique et commerciale touche les marchés traditionnels de l'économie, comme l'acier ou l'automobile. Elle touche également un secteur important pour l'avenir qui est celui de la technologie, tels que les réseaux d'informations et l'intelligence artificielle. Après la bataille sur la 5G et sur la propriété intellectuelle, d'autres sources conflictuelles sont à déplorer telles que l'industrie des puces ou encore l'industrie des câbles sous-marins de fibre optique. Toutefois, pour les Américains comme pour les Chinois, sur le terrain technologique, le premier enjeu est de conserver une indépendance stratégique, et de combattre les tentatives d'espionnage et de pillage des données.

À contrario de cette indépendance souhaitée par les deux puissances, un vent de surveillance et de contrôle souffle sur leur population. En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président chinois Xi Jinping¹ entend reprendre d'une main

¹Président de la Commission militaire centrale du Parti communiste chinois. Ce président est présenté comme un président autoritaire et intraitable.

de fer l'Internet, contrairement à son prédécesseur Hu Jintao. Il entend ainsi installer un contrôle totalisant, visible et légitimisé par une idéologie héritée de la pensée maoïste². Pour parvenir à son objectif, la Chine investit dans le Big Data et l'intelligence artificielle, faisant de l'omni-surveillance une réalité. Ainsi, dans cette Chine contemporaine, l'utilisation récurrente des nouvelles technologies permet au gouvernement chinois d'assurer sa position de contrôle sur la population.

Sur le plan mondial, la Chine apparaît comme un pays au régime politique autoritaire. La République populaire chinoise assure la légitimité du pouvoir par le recours à la technologie et, en définitive, construit sur ce mode la société de demain. La Chine veut façonner sa société future et a au cours des dernières décennies énormément évolué et s'impose de plus en plus sur la scène internationale. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne considère plus la Chine comme un pays en développement. En effet, son développement économique fulgurant des dernières décennies la place désormais parmi les pays développés. Quant à leur rival, les États-Unis sont une puissance hégémonique, notamment dans le domaine de la technologie, toutefois cette puissance est au fil des années de plus en plus remise en cause. Les États-Unis sont un empire politique, technologique et indépendant. La deuxième plus grande force de ce pays est la technologie militaire notamment celle tenant aux systèmes de défense et parfois d'espionnage. De plus, les États-Unis reposent une partie de leur empire sur la recherche, formant ainsi une part considérable de leur budget. Cette force technologique permet aux États-Unis de développer leur potentiel scientifique et économique mais aussi de continuer à dominer certains domaines³.

Cependant, aujourd'hui de nombreuses autres puissances viennent les concurrencer, dont notamment l'Union Européenne⁴ mais également la Chine. Ainsi, les États-

²Le Maoïsme est un courant du communisme développé au XX e siècle par Mao Zedong, chef du Parti communiste chinois, qui arrive au pouvoir en Chine en 1949.

³Les États-Unis décrochent deux tiers des prix Nobel en sciences économiques depuis 1969.

⁴L'union Européenne est une union politico-économique de vingt-sept États européens qui délèguent ou transmettent par traité l'exercice de certaines compétences à des organes

Unis ont été un pilier du lancement de la technologie mais aujourd'hui ils se font concurrencer et parfois même dépasser par les autres puissances.

Ainsi, dans quelle mesure les gouvernements chinois et américain instrumentalisent les nouvelles technologies afin de contrôler voire façonner leur société ?

Le cadre général étant posé, des développements plus approfondis des termes du sujet apparaissent désormais nécessaires.

Nouvelles technologies. Les nouvelles technologies désignent les moyens matériels et des organisations structurelles qui mettent en œuvre les découvertes et les applications scientifiques les plus récentes. Elles peuvent être capables de rendre plus accessibles les rapports entre hommes et l'Homme avec les machines. Le problème dans les « nouvelles technologies » pour Jean-Daniel Reynaud⁵, « *c'est moins leurs spécificités que l'importance et la fréquence des changements qu'elles entraînent, moins leurs caractéristiques proprement technologiques que l'étendue de leurs conséquences.* » (J-D. REYNAUD, 1988, p.5). La nouvelle technologie n'est pas un phénomène marginalisé, elle fait partie intégrante de la mondialisation économique et politique. L'ensemble des interactions et organisations sociales est impacté de près ou de loin par la mondialisation, et donc par les nouvelles technologies. Elles ont un potentiel énorme pour catalyser la valeur économique et le progrès social, des soins de santé personnalisés aux villes durables. Les technologies évoluent à grande vitesse, l'intelligence artificielle par exemple, dont l'utilisation ne cesse de s'étendre. Elles constituent un nouveau tournant, un défi pour l'humanité. Néanmoins, il est possible de se questionner sur l'impact futur qu'elles pourraient avoir sur les fonctionnements sociaux, où elles pourraient notamment mener à une société automatisée avec des caractéristiques totalitaires. Dans le pire des cas, une intelligence artificielle centralisée contrôlerait les savoirs,

communautaires.

⁵Professeur de sociologie du travail au conservatoire national des arts et métiers (1959-1994), et directeur de la Revue française de sociologie (1985-1993).

les pensées et les agissements de la population.

De plus, les nouvelles technologies ne modifient pas un régime politique en tant que telles, elles engendrent toutefois un décalage grandissant entre l'espace et le temps. Ce décalage peut être représenté par une administration (un espace) qui doit adopter de nouvelles mesures et le temps nécessaire pour l'appliquer. Elles innoveraient rapidement provoquant la nécessité de nouvelles mesures, demandant encore du temps pour leurs applications. De ce fait, certaines mesures sont déjà obsolètes au moment de leur application. Afin de rattraper ce décalage, les décisions politiques se doivent d'être plus rapides ce qui peut engendrer un durcissement du pouvoir, pouvant questionner les régimes démocratiques avides de nouvelles technologies. Ainsi, ne risquent-ils pas de tendre vers des dictatures numériques ? Le régime chinois ainsi que les États-Unis maîtrisent l'application des nouvelles technologies qui leur assurent un certain contrôle.

Société. Trois types de sociétés existeraient : la société de discipline, la société de contrôle et la société de surveillance. La société de contrôle a été élaborée par Gilles Deleuze⁶, et correspond à une société dans laquelle un contrôle continu est effectué de telle manière que les individus intègrent les normes sociales dictées par le pouvoir en place. Elle succède aux sociétés de disciplines qui cloisonnaient la vie sociale des individus dans différents espaces tels que l'école ou encore la prison pour y dicter ses normes. La société de surveillance est la société qui souhaite prévenir le crime, selon Clément De Maillard⁷. Ainsi, elle doit mettre au point une surveillance effective des espaces de libertés afin que ceux-ci soient préservés. Toutefois, une tentative d'anticipation est vouée à l'échec ; elle se caractérise par un paradoxe, c'est à dire l'institution d'une liberté totale et la destruction de cette même liberté par la volonté d'établir une protection totale. David Lyon⁸ définit la

⁶Philosophe et professeur de philosophie renommé et soutient également activement le mouvement de mai 68. Il s'engage avec un autre philosophe Michel Foucault dans le Groupe d'Information sur les Prisons et sur des réflexions autour de la discipline et du contrôle.

⁷Docteur en criminologie de l'école des Sciences Criminelles à l'Université de Lausanne, et désormais chargé de mission à l'agence française anticorruption.

⁸Sociologue de la société de surveillance.

surveillance moderne classique comme « *la collection et le traitement des données personnelles identifiables ou non, visant à influencer ou gérer ceux dont les données ont été recueillies* » (D. LYON, 2001, p.2). Ainsi, les passages d'une société à une autre sont influencés par ces avancements technologiques qui accélèrent les échanges économiques, d'informations etc... Il est possible d'imaginer que la société évoluera plus rapidement, du moins, par les décisions politiques engendrées pour être à la pointe de la technologie. Les recherches préliminaires sur le sujet semblent unanimes quant au rôle catalyseur des nouvelles technologies. Toutes semblent indiquer que ces dernières amplifieraient l'évolution de la société, et seraient un support de choix pour le gouvernement. Les moyens mis en place le démontrent, comme le Système de Crédit Social⁹.

Propagande. Jacques Ellul¹⁰ définit la propagande comme :

« L'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action une masse d'individus psychologiquement unifiées par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation. » (J. ELLUL. « *Propagande* », 1990.).

D'après Ellul¹¹, le but essentiel de la propagande serait d'obtenir une orthopraxie (passer à l'action) et pas seulement une orthodoxie (une opinion). Le travail de persuasion s'effectue au moyen d'une certaine unification psychologique. Elle l'intègre à une certaine vie collective et lui fait partager un langage commun (J. ELLUL, « *Propagande* », 1990). Quand l'individu ne peut être atteint par la propagande qu'au sein de la masse, la surveillance elle, cible l'individu dans la masse. Le département de la propagande chinois, créé en 1921, a pour but de

⁹Il s'agit d'un système de notation se basant sur le comportement des citoyens chinois instauré en 2018. La récolte des données personnelles est faite de manière centralisée pour contrôler les comportements de manière totalitaire.

¹⁰Juriste, historien et sociologue

¹¹Théoricien par excellence de la propagande et de ses effets, notamment dans son livre « *Propagande* », publié en 1990.

légitimiser le pouvoir mais également de faire participer la population dans cette entreprise. La propagande sociologique est identifiée par Ellul, comme étant un type de propagande plus vaste, diffus et spontané. La surveillance et la propagande sociologique s'infiltrent dans le mode de pensée des individus qui vont jusqu'à s'auto-censurer pour répondre aux exigences dictées par les autorités chinoises. Le risque étant un conditionnement social poussé de telle façon que les individus agissent de manière automatisée sans remettre en question le PCC.

Il a été possible de remarquer que certains types de propagandes fonctionnaient mieux en fonction de la classe sociale des personnes. Les différentes catégories de propagande s'adressent chacune d'elles à un public visé, par exemple la propagande d'intégration cible les intellectuels. La propagande sociologique appréhende, ainsi, directement la classe moyenne de la population. Cela est appuyé par la théorie d'Ellul, selon laquelle une distinction existe entre la propagande de classe : il y a en effet une distinction opérée entre la classe aisée et la classe moyenne. L'outil s'adapte donc aux personnes mais les personnes peuvent elles aussi influencer le type d'outils utilisés. L'individu joue un rôle dans la réussite de la propagande ou dans son application. Ellul met également en avant le fait que la propagande n'est pas juste passive et qu'elle est complice. L'individu n'adhère pas seulement aux messages mais passe à l'action (J. ELLUL, 1990). Autant la société américaine que la société chinoise ont ce besoin d'unité, d'unification psychologique, comme nous le verrons dans le chapitre I qui précise la construction identitaire des deux nations. Dans ce sens, l'analyse d'Ellul nous semble pertinente puisque, bien que basée sur une culture occidentale, la société chinoise n'est pas exemptée des mécanismes dont Ellul fait l'exposition dans sa théorisation de la propagande. Nous notons toutefois les limites sociales et environnementales de son analyse ainsi que le fait que tout n'est pas propagande dans l'organisation de ces deux nations. L'utilisation de la propagande reste néanmoins intensive et variée et a un impact certain, ce que nous allons essayer de mettre en avant, et ne doit pas être marginalisée. Nous confronterons par ailleurs cette idée par la suite, notamment par le biais d'apports critiques de nombreux auteurs experts sur le sujet.

Surveillance. David Lyon définit la surveillance comme « *une attention ciblée, systématique et suivant une certaine routine, portée sur des informations à caractère personnel, dans un but d'influence, de gestion, de protection ou de direction.* ». La surveillance est donc une composante nécessaire au maintien d'une société moderne puisqu'elle permet de différencier les citoyens et les non-citoyens, les malades et les personnes en bonne santé etc.. Il est essentiel de veiller à ne pas s'écarter du cadre de l'étude, étant donné que la surveillance peut s'étendre à d'autres domaines que celui du contrôle. Toutefois, David Lyon remarque que la surveillance n'est absolument pas effectuée de façon ciblée ou systématique, notamment dans le cas de la surveillance générale de données où l'on enregistre des informations issues des communications numériques de tout un chacun, et ce, sans aucune preuve d'efficacité. Il apparaît aujourd'hui que la surveillance se trouve au cœur de la stratégie de sécurité de nombreux États-nations et du modèle économique des principales entreprises dans les secteurs de l'Internet, des cartes de crédit et de la publicité. Une réalité est toutefois à constater sur la surveillance et le contrôle de la population par les nouvelles technologies : l'empiètement sur les libertés individuelles. Par exemple, l'affaire Snowden¹² montre qu'au sein de pays, présentés comme fondamentalement démocratiques et libéraux, la liberté des individus peut se voir compromise. Ainsi, il convient de s'interroger sur le niveau des restrictions aux libertés dans les pays non démocratiques.

L'intérêt de cette étude pour les sciences politiques est multiple puisqu'il permet d'appliquer les théories de société de contrôle, de surveillance et de propagande, puis d'observer l'implication des nouvelles technologies dans les décisions gouvernementales et ses conséquences sur les régimes politiques. La surveillance peut démontrer d'un pouvoir dans le conditionnement social et vient compléter les différents types de propagandes déployées par les états. Par ailleurs, il sera nécessaire de distinguer les contextes d'utilisation de ces nouvelles technologies et

¹²Edward Snowden est un ancien agent de la CIA (Central Intelligence Agency) et analyste de la NSA (National Security Agency) qui se présente comme un lanceur d'alerte lors de la publication de documents démontrant d'une surveillance mondiale d'Internet, des téléphones portables et autres moyens de communications, par la NSA.

de déterminer à quelles fins elles sont utilisées. L'étude des dispositifs et des mesures mis en place par le gouvernement chinois et le gouvernement américain permettra de mesurer leur instrumentalisation des nouvelles technologies.

Les nouvelles technologies sont présentes dans le développement économique, politique, et façonnent les relations humaines. Toutefois, posséder un département de la propagande en dit long sur les intentions d'un gouvernement, comme c'est le cas en Chine. Le contrôle du gouvernement a ainsi des répercussions sur l'attitude des citoyens qui réagissent aux mesures mises en place, et permet alors au gouvernement de façonner sa population¹³. Le contrôle a un but, qui est de maintenir l'ordre social. Le pouvoir est perpétuellement en quête de légitimité. Les nouvelles technologies sont omniprésentes dans le quotidien de la population mondiale, et ce de manière plus marquée pour les Chinois inter-connectés ; se pencher sur le cas d'un gouvernement qui en a pris toute la mesure peut alors s'avérer pertinent. En effet, comme le mentionne Laurence Burgorgue-Larsen¹⁴ : « *les nouvelles technologies ont envahi la vie personnelle des individus, transformé leur manière de vivre, de penser, de chercher, de s'informer, de communiquer, d'échanger, de travailler, et même de consommer* » (L. BURGORGUE-LARSEN, 2009, p.2). Les omnipotences des États-Unis se sont également renforcées par deux éléments qui sont d'une part l'ambition de la Chine. En effet, les États-Unis rêvaient d'exploiter le potentiel économique chinois et de former un G2 avec le Géant Asiatique. Toutefois, les États-Unis ne voient plus dans la Chine un partenaire disposé à ouvrir son marché intérieur, mais un concurrent également en quête de puissance. D'autre part, le développement des nouvelles technologies est perçu comme une auxiliaire puissante d'influence et de contrôle.

En Chine, les nouvelles technologies ont permis l'amélioration et une plus grande intégration du message gouvernemental au sein de la population. Les dispositifs

¹³Façonner : désigner l'action de modifier de manière insidieuse le comportement de la société.

¹⁴Professeure des Universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et membre de l'Institut de Recherche en Droit International et Européen de la Sorbonne (IREDIÉS).

existants pour protéger les citoyens ne suffisent pas à les prémunir entièrement d'éventuelles dérives du pouvoir. Le principal obstacle à la mise en œuvre de la surveillance de l'État réside principalement dans les aspects techniques plutôt que juridiques. L'évolution du cadre juridique de la Chine en matière de protection de la vie privée et les mesures prises semblent se ranger du côté du gouvernement. En vue des mesures politiques qui ont été prises récemment en Chine, la surveillance semble ne jamais avoir été autant décomplexée. Dans une société qui comporte plus d'un milliard d'individus, il s'agit indéniablement d'une surveillance de masse. Concernant l'utilisation d'Internet et des réseaux téléphoniques, une surveillance de masse est également exercée par les États-Unis, et cela constituant ainsi un affront pour l'opinion publique mondiale. Les technologies donnent aujourd'hui un pouvoir sans précédent aux gouvernements pour leur permettre une surveillance accrue sur Internet, en rognant sur la protection à la vie privée.

La population chinoise toujours grandissante en matière de démographie veut profiter de l'essor économique, et a accès à des divers outils tel qu'Internet. Ainsi, la surveillance de pointe permet au gouvernement d'être proactif sur l'évolution du comportement social de sa population afin d'endiguer les futures remises en question. La surveillance et la propagande modulent conjointement les actions des membres de la société. Ainsi, les réactions des individus face à la surveillance de masse sont déjà en partie intégrées et composent de nouvelles normes d'interactions sociales. Les réseaux sociaux figurent comme exemple type de l'intégration de ces nouvelles normes sociales. Ellul mentionnait déjà au moment de son écriture la Chine comme précurseuse et puissante dans le domaine. La propagande en est d'autant plus renforcée aujourd'hui par l'insertion de nouvelles normes sociales dictées par le PCC, notamment par le biais du Département Central de Propagande et par ses actions de plus en plus précises jusqu'aux écrans de téléphone des citoyens chinois, qui utilisent des applications toujours plus ludiques avec un système de récompense. De cette manière, le DCP, l'application gouvernementale disponible sur smartphone, la présence gouvernementale sur Internet (contrôle et censure) ou encore la publication de messages sur Internet désignent des formes

d'expression de la propagande. Par ailleurs, le score de crédit social, la vidéo-surveillance, la reconnaissance faciale et vocale, la collecte de données sont tout un ensemble de dispositifs mis en place par le gouvernement afin d'élaborer sa surveillance.

Il convient de ce fait d'analyser les mesures et les moyens mis en place par le gouvernement dans l'application d'une propagande et d'une surveillance numérisée très présente. Les théories sur la propagande permettent de mieux appréhender le phénomène et de l'appliquer au cas chinois et américain, ainsi que les théories de société de surveillance et la surveillance elle-même, permettant une approche concrète de la conjoncture chinoise et américaine actuelle.

Le pilier de l'étude reposera sur l'assertion selon laquelle l'investissement massif de la Chine dans les nouvelles technologies a été motivé par la possibilité de contrôler sa population. Les États-Unis, quant à eux, tentent de garder leur avance en investissant de manière importante dans ce domaine. Toutefois, si leur emploi des nouvelles technologies demeure différent, leur degré d'utilisation reste comparable. Une analyse davantage détaillée permettra dans un second temps de caractériser les actions du gouvernement, définissant si elles sont au service de la propagande ou de la surveillance des individus. L'enjeu sera donc d'opérationnaliser ces théories et concepts au cas chinois et américain. Comme c'est le cas pour de nombreuses théories, le contexte joue un rôle important et lors de recherches préliminaires, une remarque est à noter, celle de l'évolution constante de la société qui rend la cristallisation d'une approche spécifique difficile. Un point qui semble ressortir des théories étudiées est la puissance grandissante de la nouvelle technologie et son implication permanente. De plus, l'évaluation de l'étendue de l'impact de la surveillance de masse se fera au travers de recherches sur des principes de comportement sociaux, tel que l'auto-censure et l'automatisation des individus à la pointe de la technologie. Afin d'évaluer l'ampleur du contrôle des gouvernements sur leur société, les deux phénomènes centraux, la propagande et la surveillance, doivent être développés. Ainsi, il est possible de considérer que les mesures mises en place par le gouvernement peuvent être des manifestations observables de ces phénomènes. D'autre part, les gouvernements chinois et américain ont pris de

nombreuses mesures, notamment liées au numérique. Il pourrait donc exister une dichotomie entre la visée d'une mesure et ses résultats. De plus, réside la difficulté d'estimer que la propagande et la surveillance jouent véritablement un rôle dans la survenue des faits observés. En effet, il ne convient que de suggérer leur influence, sans retracer avec assurance leur impact.

Toutefois, la tendance est claire : le PCC prend les devants dans le contrôle de la technologie afin d'en sortir plus fort. Le pays a tout pour être le gagnant de l'avenir technologique. Il est essentiel de comprendre les implications et les enjeux de cette surveillance accrue par les nouvelles technologies. Cette étude permettra de rendre compte de l'étendue de la surveillance de pointe, et de ses effets sur les citoyens. Par ailleurs, l'étude d'une période contemporaine pourrait indiquer des éléments essentiels pour appréhender le futur, notamment des sociétés occidentales. Au travers de politiques déjà mises en place par le gouvernement il est possible de faire ressortir des conclusions importantes, pouvant par la suite être confrontées aux théories précédentes.

De plus, l'utilisation des nouvelles technologies est également présente dans de nombreuses autres sphères sociales, telles que la médecine, l'agro-alimentaire, le domaine militaire, ou encore l'administratif. Par ailleurs, se basant sur des comptes-rendus de méthodes qualitatives, ces recherches peuvent comporter des lacunes. Au sein des travaux existants, les auteurs se trouvent confrontés à plusieurs biais, notamment ceux concernant la véracité des informations. En effet, il est possible de douter de la validité des sources, plus précisément des données récoltées. De même, la difficulté à obtenir des ouvrages traduits sur ce sujet constitue un biais puisque la plupart des analyses publiées par des auteurs occidentaux ont par essence une vision différente de la réalité ou de la construction identitaire de la société chinoise. Les ressources académiques chinoises non traduites auraient pu contenir des informations précieuses à ce sujet. Le corpus de textes choisis constitue donc une limite en tant que telle, puisque tous rédigés en anglais ou en français. Une analyse qualitative possède un biais inhérent à n'importe quelle étude en science sociale,

celui de la neutralité. Cette étude qualitative sera basée sur des données secondaires. Les bases seront mises sur des analyses et des récoltes de données effectuées par des tiers, celles-ci contenant leurs propres biais. La méthode qualitative reste néanmoins pertinente car ayant un cadre théorique complet et détaillé, il est alors possible d'opérationnaliser avec recul certains des résultats obtenus. Les théories utilisées sont discutées, débattues et reprises par un consensus d'auteurs nombreux et compétents. Le résultat de ces analyses fondera cette thèse pour mieux appréhender l'aspect contextuel et ainsi améliorer la qualité des résultats.

De ce fait, l'intérêt de cette recherche est multiple. Elle permet d'avoir une idée plus précise du fonctionnement d'un pays qui ne cesse d'être de plus en plus présent sur la scène internationale. Ainsi, il s'agit de savoir comment ces deux grandes puissances contrôlent les aspects sociaux de leur population. Cette recherche pourra également donner des informations précieuses sur les conséquences d'une politique de surveillance de masse de pointe. Par l'analyse des résultats de cette étude, il sera possible non seulement d'émettre des conclusions mais aussi questionner la nature même des régimes politiques. Plusieurs auteurs travaillant sur la question de l'intelligence artificielle soulèvent la nécessité pour l'Occident de s'alléger de la lenteur des processus démocratiques pour être en capacité de rivaliser avec leurs homologues chinois. Par ailleurs, les États-Unis collaborent avec d'autres pays et vendent leur technologie sans se soucier de l'utilisation que ces derniers en feront, tant que cela ne nuira pas à leurs intérêts. Ainsi, plusieurs pays qualifiés comme des dictatures ou des régimes autoritaires se retrouvent en possession de technologies de surveillance fournies par les entreprises américaines ou occidentales. Les États-Unis, fervents défenseurs de la liberté d'expression, protègent la neutralité d'Internet et préconisent les avantages économiques d'un Internet mondial reliant les marchés et les sociétés. Toutefois, il revient au gouvernement américain de mettre à jour sa stratégie d'exportation des technologies de surveillance pour stopper la montée de l'autoritarisme numérique dans le monde¹⁵.

¹⁵L'autoritarisme numérique coupe les économies nationales du réseau mondial, et permet aux États de censurer et de ralentir l'accès au contenu d'Internet qu'ils jugent indésirable.

CHAPITRE I : UN REGARD SUR L'EMPIRE DU MILIEU ET L'HEGEMON AMERICAIN

Officiellement, le Parti continue de se proclamer du marxisme et de la pensée de Mao Zedong. Jean-Pierre Cabestan¹⁶ avance qu'en réalité, la Chine prospère aujourd'hui grâce à une économie socialiste de marché et veille à la prospérité du pays ainsi qu'à son harmonie sociale. Le marxisme s'est substitué au nationalisme afin de promettre un rêve chinois exceptionnaliste plutôt qu'universaliste (J-P. CABESTAN, 2014, p.43). Cette substitution résulte d'un travail de propagande adéquat et d'une construction identitaire particulière.

D'un point de vue international, une question se pose : à partir de quel moment les États-Unis atteignent la taille critique qui leur permet de modifier, de changer, de contrôler les règles du système-monde. Ces éléments objectifs sont irréfutables. Pourtant, sur le plan subjectif, il est évident que le messianisme, l'hégémonisme sont sans doute l'une des maladies les plus communes de l'humanité. Si leurs manifestations sont particulières, leur mode de fonctionnement, fondé sur la pensée analogique et hiérarchique, est un invariant. Dans le cas des États-Unis, l'exceptionnel est précisément leur capacité à se dire exceptionnels face à toutes les contradictions et preuves du contraire. Cette force de profération a une valeur persuasive qui va s'intensifiant tout au long du siècle et prépare les États-Unis à devenir un acteur essentiel. Est significative ici l'évolution d'une politique étrangère subie à une politique étrangère voulue qui inaugure une phase nouvelle, plus volontariste, plus active d'affirmation de la puissance américaine et de sa volonté de compter dans le jeu international.

1.1. Une Introduction Théorique de l'Identité

Il y a beaucoup de débats autour de la définition de la notion d'identité en relations

¹⁶Sinologue spécialiste du droit et des institutions chinoises contemporaines et de Taiwan.

internationales, notamment depuis la guerre froide et la montée de la mondialisation. Il y a une tension entre le fait que l'identité est essentielle, unitaire et immuable et le fait que les identités sont construites à travers l'histoire. Alexander Wendt, scientifique politique et auteur important de la théorie constructiviste précise que l'identité d'un groupe dépend largement des pratiques discursives et des éléments géographiques, sociétaux, politiques etc. qu'il utilise lui-même pour sa propre définition (A. WENDT, 1992, p.398). Ainsi, comme remarque Jutta Weldes¹⁷, « *une identité peut être territoriale ou encore politiquement définie dans des termes comme ceux de civilisation, de nation, de tribu...* » (J. WELDES, 1999, p.6). En d'autres mots, la création de l'identité repose sur la définition du soi et de l'autre en répondant aux questions « qui sommes-nous ? » et « qui sont-ils ? ».

Ces croyances, attitudes et opinions comprennent, entre autres, les valeurs, les normes, la culture et la perception des rôles que son état joue dans la politique internationale et du statut que celui-ci prétend occuper parmi les autres états. Jutta Weldes et Alexander Wendt s'accordent sur le fait que les identités sont la base des intérêts des États (J. WELDES, 1999, p.6). Dans le but de rendre la notion d'identité nationale plus pertinente à la discipline des relations internationales, différents auteurs proposent une séparation entre deux dimensions de cette identité, une interne et l'autre externe. Il est cependant difficile d'y établir une distinction nette, puisqu'elles sont intimement liées. L'identité interne ne peut être définie sans prendre en compte les conceptions que les membres d'un État ont de l'environnement extérieur.

Toute définition de l'identité externe s'inspire forcément de sources à l'intérieur de l'État. Essayer de définir une identité externe sans aucun rapport avec les valeurs et normes profondément ancrées dans la société n'est pas envisageable, du moins dans les sociétés les moins démocratiques (A. MACLEOD et al., 2004, p.20), comme c'est le cas pour la Chine. C'est donc dans ce sens qu'il faut comprendre l'identité

¹⁷Professeure et spécialiste en étude des politiques internationales

pour la lier avec la politique étrangère d'un état et la politique domestique. La formation d'identité est notamment constituée par l'altérité. Les identités d'États émergent de leurs interactions avec différents environnements sociaux intérieurs et extérieurs, précise Peter Katzenstein¹⁸ (KATZEINSTEIN et al., 1996, p.24). Les facteurs culturels dans leur ensemble sont perçus comme influençant directement ou indirectement les intérêts de sécurité des États. Wendt soutient que ces perceptions sont en interaction constante avec celles élaborées par les autres États. Dès lors, identités et intérêts sont considérés comme des variables endogènes à l'intérieur d'un système d'interactions entre États.

Un composant de l'identité est évidemment le langage et l'action de celui-ci. Les actes de langage ont une importance toute particulière pour comprendre comment le monde est structuré. Comme l'avance Jutta Weldes, nul n'est égal dans la formulation des intérêts nationaux ou encore dans la (re)production de la sécurité à travers les actes de langage. En effet, ceux qui sont membres des appareils d'État ont une position privilégiée, ce qui implique qu'ils auront un pouvoir de formulation plus grand, sans pour autant rejeter la capacité des autres acteurs nationaux de formuler des actes de langage. Cette position privilégiée s'exprime notamment dans la construction d'une identité nationale.

1.2. Construction de la Nation Chinoise

Dans le compte-rendu, rédigé en 2018, par Nathanaël Gaye et Camille Chiang Denizot¹⁹ : « *La construction de l'identité nationale chinoise au tournant du XIXème-XXème siècle - une quête identitaire entre tradition et modernité* ». Ce tournant du 19ème est caractérisé par le passage de la Chine d'un empire à une nation. Ce sont deux structures et logiques politiques différentes qui s'appuient sur une légitimité historique, culturelle non fondée. Les auteurs posent la question : En quoi ces éléments du discours identitaire nationaliste en Chine sont-ils

¹⁸Professeur en études internationales à la Cornell University (KATZEINSTEIN et Al, 1996. p.46).

¹⁹Étudiantes de l'Institut des Sciences Sociales du Politique de l'Université Paris Nanterre.

contradictoires avec la réalité historique (selon une approche moderniste) et constitutifs d'une « communauté imaginée », la communauté nationale chinoise ?

Sous la Chine de Mao Zedong, les outils politiques et économiques sont mis au service du maintien de l'identité nationale chinoise, mais également à sa généralisation à l'ensemble du pays (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.5). C'est dans cette optique que Mao instaura le Parti unique ainsi que sa politique de projet national consistant principalement en une restructuration économique du pays : nationalisation des terres et des moyens de productions. Le nouveau régime politique autoritaire de la Chine des années 50 vise une nation dénuée de classes sociales. Pour ce faire, il prive ses membres de propriétés privées. Toute activité financière individuelle ou privée est alors strictement interdite, en faveur d'une action collective nationalisée (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.17).

La Chine connaît comme n'importe quel autre pays des périodes de crise et de tension sociale, notamment à la moitié du 20ème siècle. En 1952, la productivité du pays est en baisse suite aux réformes politiques et économiques. Le peuple en ressort profondément divisé. Les réformes communistes leur promettent un avenir plus clément, avec un meilleur niveau de vie (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.17). Les élites intellectuelles forment le « Mouvement des Cent Fleurs » et se hissent contre l'autorité absolue. Incitant le peuple à se soulever, ce mouvement fut violemment réprimé par le Parti²⁰ (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.17). Pour contrer l'échec des précédentes réformes, Mao lance la campagne du « Grand Bond en Avant » en 1958. Il s'agit d'une tentative de reprise de contrôle sur la situation. Ainsi, il rompt avec l'URSS dans l'objectif d'un progrès économique. Par ailleurs, ses réformes s'intensifient afin de faire de la Chine un réel système communiste (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.17). La propagande et la coercition sont amplement mobilisées afin de générer une hausse de la production agricole et industrielle. Néanmoins, cela se solde une nouvelle fois par un échec :

²⁰Il fut réprimé notamment par des emprisonnements, des exils, ou des exécutions des opposants.

chute de l'économie, grande famine, opposition à Mao et au Parti (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.18). Mao mobilise les Gardes rouges et la jeunesse afin de raffermir son pouvoir. On assiste à un essor absolu du culte de la personnalité à travers la propagande. Cette propagande montre un gouvernement unifié, et s'effectue par le biais d'affiches, de slogans, et du Livre Rouge. Le peuple chinois s'unit et se rassemble. Le « Petit Livre Rouge » devient un symbole révolutionnaire dans les années 1960/70, et est brandi par des millions de militants lors des manifestations de masse. Dès lors, les liens sociaux sont reconstitués et le peuple uni grâce à des référents identitaires communs. On appelle cela le processus d'homogénéisation culturelle ; ici conduit par l'État. « *Le nationalisme devient le principe politique qui permet de lier l'unité politique et l'unité nationale.* » (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.18).

1.3. Le Nationalisme Chinois

Werner Meissner²¹ met en avant dans son texte « *Réflexion sur la quête d'une identité nationale et culturelle en Chine [du XIXe siècle à aujourd'hui]* » publié en 2006, que les discours sur l'identité nationale sont renforcés en période de crise comme pendant la guerre sino-japonaise de 1930-40, mais qu'une augmentation notable d'écrits académiques consacrés au nationalisme chinois s'opère à partir des années 90²². De ces écrits, Meissner distingue deux définitions du nationalisme : une occidentale libérale et l'autre ethnique et culturelle. Le nationalisme émergeant découle de l'Occident ce qui met automatiquement en opposition les autres populations dès lors qu'elles développent leur nationalisme qui vient en distinction avec la vision libérale et impérialiste de l'Occident.

C'est dans ce contexte que le nationalisme chinois se développe, avec une identité ethnique fondée sur la lutte de l'impérialisme. « *La race jaune devait s'unir contre*

²¹Ancien professeur à la tête du département des études gouvernementales et internationales de l'Université Baptiste de HONG KONG (HKBU).

²²W. MEISSNER, « *Réflexion sur la quête d'une identité nationale et culturelle en Chine* », 2006, p.55.

les envahisseurs blancs »²³. L'auteur avance que le nationalisme se base donc également sur la race (lien de sang), comparable au nationalisme allemand, avec des éléments comme la langue, la religion et le style de vie.

Aujourd'hui, Xi Jinping a su devenir le leader incarné du renouveau d'un nationalisme fort. Les projets chinois les emmènent au cœur de l'Afrique, et aux portes de l'Europe avec « *la nouvelle route de la soie* ». La population soutient ces avancées ainsi que le géant Huawei contre les coups de Donald Trump en étant fier d'être Chinois. Après la Révolution culturelle des années 1980, le PCC réintroduit la culture chinoise qui avait été évincée ainsi que l'idéologie confucéenne et des aspects ethniques. Le concept de « modernité chinoise » vient s'opposer à celle occidentale. Les dégradations des relations avec le Japon et les États-Unis vont catalyser le sentiment d'appartenance de la population à ce nationalisme. De plus, en quête de légitimité, le Parti va fusionner avec l'État et en faire des éléments indissociables ; dans le but de créer une croyance commune de la supériorité de l'identité nationale chinoise²⁴. L'auteur met en avant que le Parti doit en réalité faire face à une fragmentation de l'identité qu'il tente de maintenir sous le « *socialisme aux couleurs de la Chine* »²⁵. En effet, les nationalismes tibétain et ouïgour, religieux, sont réprimés par le gouvernement chinois. Le nationalisme taïwanais, fort et profitant d'une séparation géographique, politique et culturelle et se proclamant indépendant, est lui aussi sujet à la répression mais dans une moindre mesure.

Enfin, l'auteur pointe que depuis les années 1980, suite à un travail de traduction des études sur la pensée occidentale, la Chine a ouvert un nouveau chapitre à son histoire intellectuelle. Si le marxisme-léninisme et le maoïsme restent prédominants, d'autres systèmes de pensées commencent à exercer une influence. Les chercheurs chinois ont désormais l'opportunité de jouir d'une tradition philosophique qu'ils

²³Ibid.

²⁴Ibid, p.56.

²⁵Ibid, p.57.

comparent à l'Occident afin de créer des nouvelles identités culturelles en quête de modernité²⁶. Le discours nationaliste et la volonté de créer une identité collective menacent les groupes ethniques et culturels minoritaires. Les actions à l'encontre des ouïgours en sont la preuve.

Sébastien Falletti, journaliste et correspondant pour le Figaro en Chine, soulève que Kerry Brown, sinologue au King's College à Londres, témoigne de son inquiétude : Xi est en réalité prisonnier de ce sentiment nationaliste populaire. Si le mythe de la Grande Chine s'effondre, la légitimité du système s'écroule. Donc, ils ne peuvent arrêter de nourrir cet appétit nationaliste et cela devient problématique pour l'ordre international (S. FALLETI, 2019, p.17).

1.4. La Légitimité du Parti Unique

Dans son article publié en 2010, pour le site *SinoPolis*, Paul Charon²⁷ analyse plusieurs ouvrages autour de la question de la légitimité du gouvernement chinois. Ses travaux portent sur la Chine²⁸ et les méthodes d'analyse du renseignement et d'anticipation des surprises stratégiques. Charon fait l'état des lieux de la longévité et de la légitimité sans cesse renouvelée du gouvernement chinois. Il fait un bilan assez complet par une approche systématique : le gouvernement entreprend des réformes politiques, législatives et électorales afin de montrer qu'il avance doucement vers un régime moins autoritaire. Il transpose le fait qu'au sein du Parti il y a un encouragement pour des visions différentes qui travaillent rationnellement et harmonieusement à l'unité du Parti. Les membres travaillent à la réalisation de réformes politiques en vue de la construction des institutions, de la théorie et de la culture politique. Aucun aspect n'est mis de côté, aussi bien judiciaire, législatif,

²⁶Ibid, p.58.

²⁷Directeur adjoint du domaine « pensée stratégique » de l'IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire) et responsable du programme « analyse et anticipation ». Il enseigne également à Science Po Paris ainsi qu'au sein du Master Relations Internationales de l'Université Panthéon-Assas.

²⁸Plus exactement sur les stratégies d'influence, les pensées stratégiques et les politiques de défense.

que médiatique²⁹. La politique étrangère chinoise est un autre élément essentiel qui compose la légitimité du gouvernement central. Il cherche à savoir s'il est possible pour l'Empire du Milieu de se montrer comme une puissance pacifique, coopérative, tolérante, confiante et responsable dans les conditions domestiques et internationales existantes.

Dans un pays au parti unique, la légitimité du système est indissociable à la survie du régime, qui fait ainsi tout ce qui est possible pour garder le monopole du pouvoir. Sous Mao, cette légitimité existait au travers de l'idéologie marxiste, du nationalisme et de la tradition, le tout renforcé par une propagande bien orchestrée. Le Parti a su réagir avec Deng Xiaoping, qui renouvelle la légitimité du pouvoir en augmentant le revenu économique individuel, améliorant ainsi les conditions de vie relayant l'idéologie au second plan³⁰. Ainsi toute réforme économique qui profite à la croissance est qualifiée de socialiste. De plus, d'autres aspects ne peuvent être négligés notamment la corruption, sujet récurrent en Chine, sur lequel Xi Jinping a bâti sa réputation lors de son accès au pouvoir. En 2013, Xi Jinping avait fait condamner plus de 100 000 cadres de corruption, et éliminé ses adversaires politiques (S. FALLETI, 2019, p.14). Le pouvoir a néanmoins perdu le prolétariat qu'il était supposé protéger, ce dernier ayant brutalement subi les mesures économiques³¹.

C'est avec le maintien de la stabilité et de la sécurité que le régime assure une nouvelle légitimité. Cette stabilité qui s'impose comme une condition et non une conséquence de la croissance économique peut s'appuyer sur la peur de la population de voir leur pays encourir le même sort que les États post-communistes d'Europe de l'Est³². Le Parti éprouve des difficultés à lier réforme économique et décentralisation du pouvoir, et se retrouve ainsi souvent dans la réaction plutôt que

²⁹P. CHARON, 2010, *SinoPolis: « Comprendre la légitimité et la stabilité du régime chinois »*, « <http://sinopolis.hypotheses.org/248> » consulté le 20 décembre 2019.

³⁰Ibid.

³¹Ibid.

³²Ibid.

la prévention. Selon Guo Baogang mentionné par Charon, la légitimité du gouvernement vient surtout de sa capacité à obtenir une stabilité prolongée sans avoir recours à la force. Le gouvernement puise cette légitimité politique dans son système et accorde les confucéens et légistes sur le principe que les dirigeants se basent sur le profit et l'intérêt du peuple (S. FALLETI, 2019, p.13). Un leader juste et légitime doit dans ses décisions faire profiter le peuple plus que lui-même, de manière égalitaire. Le soutien de la population existante découle du respect consciencieux par le Parti de cette tradition de société harmonieuse, certainement influencé par la propagande. Falletti recense plusieurs témoignages d'étudiants en échanges internationaux. Le témoignage d'une étudiante recueilli fait transparaître un sentiment de fierté à l'égard du modèle chinois. Elle se plaint de la lenteur de tous les services grecques, de devoir transporter de l'argent liquide (habituee à payer avec son smartphone). Elle continue en critiquant le métro parisien, les pickpockets de Nice ou de Rome : elle se sent plus en sécurité en Chine. Les Chinois sont portés par le succès économique du pays et rêvent à de nouvelles aspirations alors que l'Occident se montre nostalgique d'un âge d'or (S. FALLETI, 2019, p.14).

La stabilité s'est néanmoins détériorée dans les zones rurales avec une croissance constante de mouvements collectifs enregistrés de 1993 à 2005, notamment à cause de la corruption. Or Charon nuance en mettant en avant le fait que si ce phénomène peut bien sûr démontrer une stabilité en berne, il peut également témoigner d'une société plus tolérante et plus transparente sur les chiffres (S. FALLETI, 2019, p.14). Sebastien Veg³³ a écrit plusieurs ouvrages sur la Chine, dont son Dernier « *La Chine sous contrôle. Tiananmen 1989-2019* » publié en 2019. Vraisemblablement le Parti Communiste Chinois a fait preuve d'une grande habileté dans l'après Tiananmen pour retrouver sa légitimité, notamment par ses succès économiques et par une décennie de détente politique après la mort de Deng (1997-2007)³⁴. Les efforts du

³³Journaliste qui relève des points mis en avant par François BOUGON, journaliste longtemps correspondant de l'Afp à Pekin avant de rejoindre Le Monde.

³⁴S. VEG, 2019, Dans Esprit Presse : « *La Chine sous contrôle de François Bougon* », <http://esprit.presse.fr/actualite-des-livres/sebastian-veg/la-chine-sous-contrôle-de-francoisbougon-42219> », consulté le 20 janvier 2020.

PCC ont payé puisque malgré la répression qui a commencé avec le tournant de 2008 (les Jeux Olympiques, la crise économique mondiale, le soulèvement de Lhassa), cela n'a pas profondément remis en question la légitimité du Parti.

Néanmoins, certains problèmes profonds qui ont mené à la crise de 1989 persistent³⁵. La corruption oblige le gouvernement à prendre des mesures profondes afin d'endiguer sa propagation, en créant des barrières institutionnelles, rajeunir la bureaucratie, et rendre moins opaque le système judiciaire et politique. C'est là où réside le vrai défi de la Chine face à ce problème et cette instabilité latente. Une des manières choisies par le gouvernement au point de vue local est de tester des pratiques démocratiques afin de répondre au mécontentement³⁶. Les réformes de décentralisation encouragent les gouvernements locaux à mieux informer le centre en perdant la possibilité de détourner des ressources publiques. Veg apporte des précisions aux propos de Charon sur la corruption. Xi Jinping s'est attaqué à celui-ci, or le problème de la succession au sommet de l'État, sensible en 1989, a été ravivé par la réforme constitutionnelle de 2018 et l'absence de successeur désigné pour Xi. De même, le problème des inégalités au sein de la société n'a fait que s'exacerber depuis 1989. Le régime chinois n'a pas su institutionnaliser les libertés publiques fondamentales.

Aujourd'hui, une forte demande de participation est émise par la société chinoise, notamment par les jeunes citoyens éduqués qui s'intéressent aux questions politiques et sociales. Or, sans l'existence de canaux officiels pour absorber et diriger l'expression et la participation citoyenne, Internet et les téléphones portables sont devenus des débouchés naturels³⁷. Pour l'auteur la seule solution est d'étendre officiellement la participation politique. Nous pouvons aussi y voir ici un moyen idéal pour le gouvernement de sonder l'opinion publique et d'anticiper sur les éventuels mécontentements grandissants.

³⁵Ibid.

³⁶P. CHARON, 2010, Op, Cit.

³⁷P. CHARON, 2010. Op, Cit.

Cabestan souligne les inégalités économiques et sociales entre les régions côtières et le reste du pays, remettant ainsi en cause l'harmonie de la société. Le risque d'instabilité politique s'accroît « si le système judiciaire ne parvient pas à montrer qu'il peut régler efficacement les problèmes sociaux et légaux affectant la société » (J-P. CABESTAN, 2005).

1.5. Population Chinoise : Entre Contestation et Demande d'Indépendance

1.5.1. Le Choc Tiananmen

Depuis les années 1970, l'armée a une place considérable dans la sphère publique chinoise. En effet, début juin 1989, alors que la place Tiananmen de Pékin était depuis sept semaines l'épicentre de manifestations jamais vues de la part d'étudiants et d'ouvriers qui « réclament des droits démocratiques contre les exigences du Parti communiste » et la fin de la corruption (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.18) : l'intervention de l'armée sur la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin causa 1800 morts (néanmoins difficile d'obtenir des chiffres) et des dizaines de milliers de blessés (C. CHIANG DENIZOT, N. GAYE, 2018, p.18).

Trente ans après, cette période de l'histoire de Chine reste taboue, mais les rares fois où les autorités évoquent l'événement, en particulier auprès de publics étrangers, elles justifient à chaque fois les décisions prises, comme cela a été le cas le 2 juin 2019³⁸. La répression sanglante des manifestations de la place suscite toujours de vives réactions contenues par le gouvernement Chinois. « *Cet incident était une turbulence politique et le gouvernement central a pris les mesures pour mettre un terme à ces turbulences, ce qui a été la décision correcte* » à prendre, a dit le général Wei Fenghe devant le forum de sécurité du Dialogue de Shangri-La,

³⁸Le Monde, 2019. « *Trente ans après le massacre de Tiananmen, Pékin dit avoir pris une décision « correcte »* », « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/02/trente-ansapres-le-massacre-de-tiananmen-pek-in-dit-avoir-pris-une-decisioncorrecte_5470441_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2rBEtk8SoP3rjtJyGibM0YzH3qK6dMAnVcG6SlieDC5J3ZYIDl6nRqc#Echobox=1559478426 » consulté le 3 juin 2019.

réuni à Singapour³⁹. Il a ajouté « *la Chine a joui de stabilité et de développement* »⁴⁰ depuis. En cette période du trentième anniversaire de l'écrasement du « Printemps de Pékin », de nombreux commentateurs et participants se souviennent. Plus qu'un anniversaire, c'est également un moment de l'histoire chinoise où une partie de la population s'est directement opposée au gouvernement. Une construction identitaire spécifique est alors commune aux membres de ces générations, construction que les autorités tentent de neutraliser au maximum.

En Chine, toute référence à la répression est expurgée d'Internet. Les discussions sur les manifestations et la répression sont interdites tandis que les autorités mettent en garde chaque année les militants, les avocats et les journalistes à la veille de l'anniversaire⁴¹. Cela n'a pas empêché pour la première fois en mai 2019, une quinzaine de participants et témoins directs des événements de se réunir à Taipei. Une grande partie d'entre eux étant des anciens dirigeants étudiants en exil à travers le monde aux côtés des principaux historiens et chercheurs sur le sujet, ainsi que des intellectuels ou militants chinois. Ils furent au terme de la conférence reçus par la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, un geste politique inédit⁴². Au cours de cette conférence, Feng Congde ancien étudiant, aujourd'hui en exil, fait part d'une question à laquelle il avait répondu à des étudiants de Chine : pourquoi, en 1989, lui et les autres animateurs de la contestation avaient si cruellement tué des soldats de l'armée populaire. Il les orienta sur son site, *64memo.com*, qui archive depuis des années des témoignages et des documents écrits, visuels ou sonores, sur le « Printemps de Pékin »⁴³. Les étudiants étaient furieux que la propagande leur ait menti, avant d'ajouter : « *Nous sommes engagés dans une bataille de la mémoire*

³⁹Ibid.

⁴⁰Ibid.

⁴¹Ibid.

⁴²Le Monde, 2019. « Trente ans après Tiananmen, la bataille de la mémoire fait rage », « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/01/trente-ans-apres-tiananmen-la-bataillede-la-memoire-faitrage_5470200_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR0Eol0fhsAGYQsdWxb2JJ0PKOkjcl1pvZLscl_EOPqbQH0VpbB25SIXEM#Echobox=1559504200 » consulté le 3 juin 2019.

⁴³Ibid.

avec le régime chinois, c'est une bataille qu'ils ont lancée, qu'ils mènent en Chine et étendent désormais au reste du monde »⁴⁴.

Le choc Tiananmen a certainement laissé des traces dans l'inconscient collectif, que cela soit du côté de la population que du gouvernement. La population s'efforce de garder en mémoire cet épisode douloureux de son histoire afin de tendre vers une meilleure position de la population face au gouvernement. Dans ce sens, non seulement le gouvernement limite le recours à la force, mais tolère l'expression de la population par d'autres moyens, notamment par le biais d'organisations sociales.

1.5.2. Les Organisations Sociales

Christoph Eberhard⁴⁵ s'intéresse aux organisations sociales chinoises et il avertit qu'elles ne peuvent être associées aux organisations non-gouvernementales occidentales. Depuis la fondation de la République Populaire de Chine les organisations sociales ont été vues comme un « pouvoir dissident » et ont été très strictement contrôlées par l'appareil étatique⁴⁶. C'est après la Réforme, que les organisations sociales deviennent de plus en plus nombreuses, avec des activités de plus en plus diversifiées, de plus en plus grandes, de plus en plus indépendantes et autonomes dans leur fonctionnement et leur gestion⁴⁷. Elles participent à la recomposition du paysage socio-politique et deviennent un enjeu de légitimité pour l'État chinois, puisqu'elles permettent la satisfaction d'une partie de la population. Même s'il s'agit pour certains d'un signe d'autonomie de la société chinoise par rapport à l'État, d'autres pensent que les organisations sociales sont juste une « strate intermédiaire » entre le gouvernement et la société, à travers lequel le

⁴⁴Ibid.

⁴⁵Anthropologue du Droit, discipline qu'il a enseignée dans diverses universités. Il s'intéresse aussi aux conditions de la rencontre et du dialogue entre des systèmes de savoirs différents (système de santé, arts traditionnels, traditions spirituelles), plus particulièrement dans un dialogue avec le monde asiatique (Inde et Chine).

⁴⁶C. EBERHARD, 2009. Dans DPH : « *Les organisations sociales en Chine comme enjeu de légitimité, Un défi de la transition socio-politique contemporaine* », « <http://base.d-ph.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-6090.html> » consulté le 23 janvier 2020.

⁴⁷Ibid.

gouvernement contrôle la société⁴⁸.

Deng Xiaoping a donné un nouveau tournant à la légitimité du Parti en rompant avec le matérialisme historique et au culte de la personnalité de l'ère Mao. C'est la réforme lancée en 1978 qui sonne l'ouverture économique de la société et introduit des réformes politiques et sociales pour la démocratie. L'ouverture au marché est une action éminemment politique en Chine, et Deng Xiaoping présentait que le développement économique était essentiel pour assurer la légitimité du régime du Parti communiste⁴⁹. Les dix années qui ont suivi ont vu naître un nombre important d'organisations sociales, assouplissant ainsi le système politique centralisé et prenant en charge les échecs du gouvernement, seul responsable jusqu'ici. Pour remédier aux défaillances de ce dernier, les organisations ne remettent pas en cause son action mais viennent au contraire la compléter. L'auteur souligne qu'elles contribuent au renforcement de la légitimité du gouvernement et de ses réformes⁵⁰. Le régime paraît toujours aussi rigide de l'extérieur mais flexible à l'intérieur.

Le gouvernement a intérêt à investir dans des moyens de supervision de l'espace numérique, que cela soit pour sonder l'opinion mais également pour investir dans de nouvelles débouchées économiques, comme le concept de capitalisme de surveillance. Les différentes décisions sont prises dans une optique d'assurer la légitimité du contrôle sur la population, s'inscrivant dans un cadre prédéfini régit par une propagande omniprésente.

1.6. La Construction de la Nation Américaine

La capacité de la société américaine d'intégrer une grande diversité de peuples aux origines variées depuis sa fondation doit beaucoup à la mise en œuvre, politique et symbolique, d'un certain nombre de valeurs incarnant un esprit spécifiquement

⁴⁸Ibid.

⁴⁹Ibid.

⁵⁰Ibid.

américain. Ces valeurs se sont ainsi progressivement mues en une véritable mythologie nationale : la nation américaine se renforçant et s'affirmant comme le phare universel de la liberté dans un monde encore « au cœur des ténèbres »⁵¹, en attirant à elle une multitude de peuples qui alimentent son dynamisme. L'image célèbre et convenue du « creuset », le fameux melting-pot⁵², pour désigner ce mode particulier d'intégration des individus qui est attaché à la société américaine n'est pas la seule disponible dans l'album des représentations américaines ; un idéal national a également été forgé de manière à donner corps au deuxième terme de la devise qui résume l'identité américaine « *E Pluribus Unum* », c'est-à-dire l'unité de la Nation – une unité à la fois territoriale bien sûr à travers l'histoire de la construction d'un État fédéral mais aussi une unité de la nation « imaginée », celle des cœurs et des têtes, à travers l'histoire de la fondation de la république américaine et d'une exception nationale dans sa construction même. Pourtant cette construction apparaît largement comme un mythe, ou plus exactement comme une construction réductionniste de l'identité américaine. Les États-Unis témoignent d'une expérience nationale radicalement nouvelle, sans identité nationale de référence préalable⁵³. Ils ne peuvent se rattacher à aucune référence nationale antérieure, notamment celle de l'Angleterre puisqu'ils rompent précisément avec elle. C'est précisément en raison de cette insistance sur la radicalité de la fondation de la nation que le problème de définition de l'identité nationale américaine a été crucial dès le début de l'existence même des États-Unis, entre aspiration à une unité aux accents universalistes et prise en considération de la diversité culturelle d'une société bâtie sur l'immigration, l'esclavage et la conquête de terres peuplées d'autochtones.

Les particularismes ethniques sont pourtant très nombreux et très marqués au

⁵¹L'expression est la traduction française du titre du célèbre roman de Joseph Conrad, *Heart of Darkness* [Au cœur des ténèbres] de 1899, (tr. fr., Gallimard).

⁵²La popularisation du terme vient du titre d'une pièce de théâtre écrite par un écrivain anglais d'origine juive russe, Israel Zangwill, jouée en 1908 à Washington. La pièce exalte le « chaudron américain » qui mêle les peuples de tous horizons, au-delà des différences, sous la protection de la liberté. Voir pour le texte de la pièce : I. Zangwill, *The Melting-Pot*, Macmillan, 1910.

⁵³S. M. LIPSET, *The First New Nation. The U.S. in Historical and Comparative Perspective*, New York, Basic Books, 1963.

moment même où se forge ce discours de l'unité nationale. L'idée d'un vice de fabrication initial dans la fondation de la république américaine peut être avancée. L'idée de nation a joué un triple rôle dans l'histoire américaine et dans la construction du modèle de société américain. D'une part, un rôle de justification et de légitimation a posteriori de l'Indépendance ; d'autre part, un rôle de création ; et enfin, un rôle de cadrage de l'histoire nationale.

Mais au-delà du discours sur l'unité nationale comme projet politique, il a fallu aux Pères Fondateurs américains et à leurs successeurs prendre en compte la dimension culturelle indispensable à l'idée même de nation, malgré les conditions exceptionnelles de leur expérience. Cette dimension apparaissant vite, comme dans les autres expériences modernes, comme le complément indispensable de l'aspect politico-institutionnel de la fondation nationale. Dès lors s'est posée la question de savoir quelle culture pourrait convenir à la nouvelle entité nationale. Ainsi, c'est donc bien la majorité dominante, démographiquement, économiquement et culturellement, de la société américaine de la fin du XVIIIe siècle qui a imposé sa langue, ses traditions politiques et sa religion comme les fondements essentiels de la « nation » américaine. Le processus politique d'institution de la liberté et du pluralisme apparaissant dès lors non plus comme la simple mise en œuvre pratique de principes abstraits et neutres mais bien de traditions « situées » culturellement, héritées et perçues comme la meilleure voie possible vers la construction d'un ordre politique radicalement nouveau.

1.7. Le Tournant Identitaire de la Nation Américaine

Les États-Unis ont connu, au tournant des années 1960-1970, une véritable révolution identitaire, ou du moins, une révolution dans la manière dont l'identité américaine est perçue et conçue. Ce tournant met en jeu de nombreuses dimensions politiques, sociologiques, juridiques de l'identité américaine. Il peut se lire comme la transformation du sens du pluralisme américain lui-même : d'un pluralisme synonyme de diversité à un pluralisme synonyme de différence, du pluralisme des

intérêts tel qu'il est décrit et mis en œuvre par les Pères fondateurs au XVIIIe siècle à un pluralisme des identités tel qu'il se donne à voir aujourd'hui. Cette transition d'un pluralisme à l'autre a été, et demeure largement, l'occasion d'une bataille culturelle engagée par des groupes sociaux longtemps opprimés, oubliés ou marginalisés dans l'histoire américaine : les « minorités »⁵⁴. Cette « révolution » de l'identité, dont les premiers signes se sont fait sentir dès les années 1950, met au premier plan les différences socioculturelles à l'œuvre dans la société américaine. Pratiquement, il s'agit davantage pour ces groupes de faire reconnaître positivement une identité qui les différencie de la majorité américaine – et donc de la conception majoritaire de l'identité américaine – que de se différencier à proprement parler, puisqu'ils l'étaient déjà, de manière négative, dans la société américaine – qu'ils aient été relégués à ses marges ou tout simplement oubliés dans le récit de son histoire nationale. Cette volonté de reconnaissance combine, de manière générale, deux aspects : la reconnaissance d'un rôle à part entière dans l'histoire nationale et la reconnaissance d'une spécificité méritant attention et respect de la part de la majorité.

Le statut initial de l'individu n'est en effet pas identique selon que l'on considère qu'il possède ou fait valoir un intérêt ou une identité. L'individu qui a un intérêt à faire valoir peut en changer plus facilement que celui qui a une identité à faire reconnaître. Or, cette distinction entre l'ordre du choix et celui de la prescription est précisément l'un des éléments-clefs du débat sur le pluralisme américain tel qu'il apparaît dans la question identitaire contemporaine⁵⁵.

⁵⁴Il s'agit des Noirs, des Amérindiens, des groupes ethniques immigrants récents (Latinos notamment), des femmes et des homosexuels principalement.

⁵⁵ L'évocation de la différence entre intérêt et identité renvoie notamment au lien entre « question identitaire » et « question sociale ». Prêter attention à ce lien permet d'éviter de tomber dans le piège d'une certaine « illusion identitaire », c'est-à-dire dans un faux-semblant dont on peut rapidement être victime : celui du « tout identitaire ». Au détriment d'un constat qui a force d'évidence : la « révolution de l'identité » n'efface pas la question sociale, elle la pose plutôt dans des termes nouveaux. La « révolution de l'identité », à travers le mouvement de différenciation et de complexification qu'elle imprime aux sociétés contemporaines, apparaît donc également comme une manière nouvelle de combiner des approches sociologiques qui se sont souvent définies en opposition. Voir en particulier le résumé que donne Pierre Bourdieu de sa compréhension de l'imbrication des deux dimensions sociale et identitaire qui anime son œuvre, dans *Raisons pratiques*. Sur la théorie de l'action, Paris, Seuil, 1994, chap. 1 « *Espace*

Le type de relation entre minorités et majorité n'est pas le même selon qu'il s'agit d'un pluralisme ou de l'autre. Dans le cas d'un intérêt et d'une association librement choisie pour le défendre, aucune majorité n'est assurée, et symétriquement, aucune minorité n'est figée. C'est la mécanique institutionnelle qui, comme c'est le cas dans la Constitution américaine, garantit en principe cette incertitude. Dans le cas du pluralisme de la différence, minorités et majorité sont figées, l'alternance devenant difficile voire inenvisageable. Ce qui change radicalement la manière de défendre une revendication puisqu'il ne s'agit plus tant de négocier des compromis avec d'autres intérêts pour atteindre une majorité que de faire reconnaître par la majorité, par des moyens qui peuvent aller jusqu'à la violence, une identité définie par un certain nombre de traits caractéristiques.

À travers le prisme du pluralisme américain, dans sa diversité et ses changements de signification, son rôle-clé permet de comprendre la société américaine et la conception de la nation qui en découle. Le pluralisme apparaît en effet comme un outil particulièrement utile pour aborder la question de l'identité. Pour les Pères Fondateurs, il ne s'agissait de rien de moins que de répondre définitivement à la question primordiale de l'articulation de l'un et du multiple, en créant la société politique idéale et la nation qui va avec. C'est tout le sens de l'exceptionnalisme américain qui a servi d'illustration à cette ambition. Pour les Américains d'aujourd'hui, il s'agit davantage de porter à son paroxysme la promesse d'émancipation du sujet moderne, en radicalisant les différences identitaires et en les gravant le plus profondément possible dans le marbre politique. Ainsi, entre, d'une part, l'élaboration d'une norme juridique et sociale, fruit de la démocratie et du souci d'assurer l'homogénéité de l'espace public, et, de l'autre, une préoccupation de justice vis-à-vis des différences, des particularités et des spécificités qui en font la richesse, se tient l'essentiel de l'effort identitaire américain contemporain et sans doute la définition de la nation américaine.

CHAPITRE II : LA PROPAGANDE, UNE ÉVIDENCE POUR LES GRANDES PUISSANCES ?

Le Parti Communiste Chinois (PCC) est décomposé en plusieurs organisations principales, notamment celle de la propagande et de la formation. Elle a pour but « d'éduquer » les membres et de « propager » les théories du Parti (J-P. CABESTAN, 2014, p.88). Ces organisations ont toutes un caractère de propagande car chaque membre doit posséder les connaissances professionnelles, scientifiques, juridiques nécessaires à la pratique de leur métier. Les membres sont également contrôlés, par la politique et un conseil de discipline, par un cadre légal et administratif composé d'un ensemble de règles strictes. De plus, le Parti est à l'écoute de la société pour se tenir toujours au courant des critiques ou observations à l'égard des membres du Parti pour défendre les droits légitimes des masses (J-P. CABESTAN, 2014, p.88).

De même, avec le retour de l'équipe Obama aux affaires après la victoire de Joe Biden, la propagande et la censure, armes de prédilection du Parti Démocrate américain, promettent de faire une progression fulgurante dans toute la zone dominée par les USA, dont bien sûr l'Europe de l'Ouest. A une différence près : cette fois, le terme « propagande » est assumé, et même revendiqué par le nouveau responsable de l'information de l'équipe de transition Biden, Richards Stengel.

2.1. Une Utilisation Différente de la Propagande

2.1.1. Le Département Central de la Propagande (DCP)

La Chine est un régime bureaucratique autoritaire qui assume le contrôle dont elle dispose sur les informations circulant sur son territoire. Au sein du système politique chinois, le Département Central de la Propagande (DCP) dirige une

« énorme machine qui conçoit et diffuse non seulement le discours public du Parti, mais aussi les vérités politiques officielles que doit dissiper l'ensemble de l'appareil d'État chinois » (J-P. CABESTAN, 2014, p. 174). Il exerce son contrôle et guide la censure sur l'ensemble des administrations, des services d'État ou entreprises qui contribuent au réseau du département, parmi lesquelles on peut mentionner les ministères de la Culture et de l'Éducation, les chaînes de télévision nationale ou encore l'agence de presse officielle. Ainsi du cinéma, à la radio en passant par Internet et la presse écrite le DPC a le contrôle.

Le DCP est aussi le principal instrument de l'action de la Commission centrale d'orientation de l'édification de la civilisation spirituelle et maintient d'étroites relations avec l'École centrale du Parti (J-P. CABESTAN, 2014, p. 175). Liu Yunshan présidait entre le 24 octobre 2002 et le 21 novembre 2012 cette école et ne s'occupait pas seulement de la propagande intérieure mais également extérieure de la Chine. Ce Département, rattaché au DCP, aussi connu sous le nom de Bureau d'Information du Gouvernement, a gagné en importance lorsque la Chine a décidé d'augmenter son « soft power ». Concept mis en lumière par Joseph Nye, le « soft power » renvoie à cette idée d'un pays en position de structurer une situation de telle sorte que les autres pays fassent des choix et définissent des intérêts qui s'accordent au sien (J. NYE, 2004, p.111). Ce concept dépend de la culture d'un État et fait donc référence à la cooptation, la persuasion et l'attrait (J. NYE, 2004, p.145). La définition de la culture selon Nye, ce sont les valeurs et idées politiques, les croyances et la culture populaire d'un pays sachant que celui-ci n'a pas de contrôle sur la culture de son pays (J. NYE, 2004, p.142). Dans ces termes, la Chine a eu un grand succès dans le développement de son soft power. Le développement de l'enseignement du chinois à l'étranger s'exprime notamment par la présence de centres d'apprentissage (Instituts Confucius) dans 81 pays en 2009 (J-P. CABESTAN, 2010, p.84). Un événement a aussi énormément eu d'impact sur l'image de la Chine : les Jeux Olympiques de 2008, où la Chine a obtenu plus de médailles d'or que les États-Unis et a ainsi pu le montrer aux yeux du monde (J-P. CABESTAN, 2010, p.83). Le soft power, concept utilisé dans les relations

internationales, pourrait être considéré comme une propagande extérieure.

Pour en revenir au DCP et aux autres organisations traitant de la propagande chinoise, il est important de souligner qu'un lien existe entre ces deux entités. Les dirigeants de ces structures circulent à leurs bons vouloir entre le DCP, le ministère de la culture et de l'éducation, les agences de presses officielles etc, qu'elles soient du Parti, d'établissements publics ou de l'État (J-P. CABESTAN, 2014, p.176). Le directeur du département est notamment un des principaux responsables du groupe dirigeant central chargé de l'information (J-P. CABESTAN, 2014, p.176). Le département est dirigé par un membre du Bureau Politique (BP) et du Secrétariat, lui-même supervisé par un membre du Comité permanent du BP. Comme l'a fait remarquer Cabestan, le département intervient dans de nombreux secteurs de la vie administrative (santé, science sociale, tourisme) et publique (ONG officielles).

Le DCP est l'institution du Parti la plus redoutée et la plus méprisée par la société chinoise, avec la Commission politique et judiciaire (J-P. CABESTAN, 2010, p.178). Ce département agit de manière déconcentrée, c'est-à-dire en fonction des régions et des actions menées dans celles-ci, mais peut lors de campagnes nationales se montrer centralisé et efficace. C'est ainsi que pour faire suite à la pensée de Xi Jinping l'ensemble des services de la propagande du pays ont relayé le thème du Rêve Chinois. Un terme qui résonne par son homologue américain célèbre.

2.1.2. Le Département d'État Américain

En novembre 2020, Richard Stengel a été nommé par Joe Biden au sein de son équipe de transition pour soutenir les efforts de transition en lien avec la *U.S. Agency for Global Media*. Richard Stengel représente l'escalade imminente de l'administration Biden dans la surveillance des médias en ligne qui sont considérés comme une menace pour les impératifs américains à l'étranger.

Richard Stengel, le principal représentant des médias d'État dans l'équipe de

transition du président américain élu Joe Biden, a défendu avec enthousiasme l'utilisation de la propagande contre les Américains. Ce dernier avait déclaré en 2018 : « Mon ancien poste au Département d'État, comme certains en plaisantaient, était celui de propagandiste en chef. Je ne suis pas contre la propagande. Chaque pays en fait, y compris sur sa propre population. Et je ne pense pas nécessairement que ce soit si terrible. »

Au Département d'État sous le président Barack Obama, Stengel s'est vanté d'avoir « créé la seule entité gouvernementale, non classifiée, qui lutte contre la désinformation russe. » Cette institution était connue sous le nom de *Global Engagement Center*, et elle représentait un moyen puissant pour faire avancer la propagande du gouvernement américain dans le monde. Croisé engagé dans ce qu'il décrit ouvertement comme une « guerre de l'information » mondiale, Stengel a fièrement proclamé son dévouement à la gestion minutieuse de l'accès du public à l'information.

Stengel est amené à diriger l'USAGM, qui est une organisation de propagande des médias d'État. Elle trouve son origine dans une « machine » de la Guerre froide créée par la CIA pour répandre la désinformation contre l'Union soviétique et la Chine communiste⁵⁶. L'USAGM déclare sur son site web que sa mission la plus importante est « d'être en accord avec les grands objectifs de la politique étrangère des États-Unis ». Un remaniement de l'agence cette année a révélé que l'USAGM avait fourni une assistance clandestine à des militants séparatistes lors des manifestations qui ont embrasé Hong Kong en 2019. Le programme prévoyait une aide en matière de communications sécurisées pour les manifestants et deux millions de dollars en « riposte rapide » pour les militants anti-Chine.

Lorsque Richard Stengel s'est présenté comme le « propagandiste en chef » du Département d'État, il a préconisé l'utilisation de la propagande contre le peuple

⁵⁶L'agence s'appelait auparavant le *Broadcasting Board of Governors*, ou BBG, jusqu'à ce qu'elle soit rebaptisée en 2018.

américain et a proposé de « repenser » le Premier amendement. Stengel a clairement indiqué que sa mission est de contrer les perspectives alternatives données par les plateformes médiatiques étrangères qui remettent en question le paysage médiatique dominé par les États-Unis.

2.2. Conceptualisation Théorique

De nombreux auteurs se sont intéressés à la propagande, et du fruit de ses analyses, Jacques Ellul a émis l'existence de plusieurs types de propagandes.

2.2.1. Les Propagandes d'Ellul

Jacques Ellul est spécialisé, en parallèle avec une histoire des institutions, dans l'étude de la technique et de la propagande, et des liens étroits qui les unissent. Il est une référence dans le domaine et accorde un rôle essentiel à la propagande dans la vie sociale, notamment avec la mise en évidence d'une propagande sociologique. La propagande pour cet auteur n'est pas nécessairement bonne ou mauvaise malgré son omniprésence. Ellul met aussi en avant le fait que la personne recevant le message de propagande n'est pas juste passive et qu'elle est complice de celui qui l'émet. Elle n'adhère pas seulement aux messages mais passe à l'action.

Dans son ouvrage écrit au début des années 60, Ellul fait de nombreuses fois référence à la Chine de cette époque tant le recours à la propagande y était monnaie courante. Tout d'abord, la propagande sociologique est plus délicate à analyser par son étendue car elle veut toucher le plus d'individus possible, et ce intentionnellement. Les propagandes sociologiques américaine et chinoise sont les plus performantes. La publicité et les styles de vie qu'elles imposent rentrent dans cette définition et elles peuvent aussi comporter des éléments politiques. Selon Ellul, c'est un phénomène difficile à saisir et rarement considéré alors qu'il touche le plus grand nombre. La propagande sociologique est unique à tous les autres types de propagandes qu'il identifie. On peut rappeler qu'elle cherche à faire passer une

idéologie pour qu'une audience accepte une politique et passe à l'action. Elle est utilisée pour s'infiltrer dans les habitudes des individus sans qu'ils ne s'en rendent compte. Ce n'est donc pas le résultat d'une action délibérée et tout individu devient propagandiste autant que propagandé. C'est une construction qui s'effectue en temps réel dans un contexte sociologique précis. Cette propagande sociologique, que l'on refuse de désigner sous ce terme dans les démocraties pluralistes, agit en douceur, par imprégnation. Elle s'exprime par la publicité, le cinéma commercial, les relations publiques, la technique en général, l'éducation scolaire. Selon l'auteur, elle est contrôlée par les gouvernements, les grandes compagnies capitalistes ou groupes de pression et agit de la même manière que toutes les autres catégories de propagande, mais son effet est d'autant plus fort. « À partir de ce moment, pour l'individu accaparé par cette propagande sociologique, celui qui vit de telle façon est dans le bien, l'autre est dans le mal ; celui qui a telle conception de la société est dans la vérité, l'autre est dans l'erreur. » (J. ELLUL, 1990, p.79).

Parfois la propagande de type sociologique rejoint celle de type politique, dans la mesure où elle est organisée : par exemple aux États-Unis de 1936 à 1955, des groupes « d'agitateurs » se chargeaient de démontrer la supériorité de l'American Way of Life. En effet, l'American way of life aux États-Unis veut unir la société sur une idée et une identité commune. Cette propagande permet une réaction à la publicité dans le but de provoquer une consommation de masse. C'est l'essence même du système économique américain. La propagande sociologique offre donc la possibilité à d'autres propagandes d'être employées.

Par ailleurs, la propagande d'intégration, autre catégorie mise en évidence par Ellul, est proche de la propagande sociologique. Pour Ellul, c'est une propagande moderne et de conformisation. L'individu doit se fondre dans le parti, la société ou la nation ; l'unanimité étant la condition de l'efficacité de l'action de la propagande. Cette propagande d'intégration est d'autant plus efficace lorsqu'elle s'adresse à un milieu plus aisé, plus cultivé, plus informé, les individus les plus informés étant aussi les plus susceptibles d'être manipulés. Le besoin de certitude les conduit d'un

totalitarisme à l'autre en fonction des changements d'orthodoxie. Peu importe le régime en place il sera soumis à une propagande à laquelle les intellectuels doivent s'identifier. Les intellectuels sont donc les premiers visés par cette propagande (J. ELLUL, 1990, p.85).

On peut donc considérer que le DPC fait de la propagande d'intégration quand il exerce une tutelle directe sur certains journaux comme le « *Guangming ribao* » destiné aux chinois instruits (J-P. CABESTAN, 2014, p.175). La société chinoise n'échappe pas à la propagande de socialisation, d'intégration, ni d'ailleurs aux autres types de propagandes identifiées par Ellul qui fait remarquer que la Chine des années 50 et 60 a réussi la transition et l'acceptation d'un régime vers un autre en entamant pendant la phase d'agitation de la révolution une propagande d'intégration. Ainsi, les révoltés de Mao sont disciplinés dans l'armée rouge et deviennent plus aptes à recevoir un message d'intégration, faisant partie d'un tout.

Une autre forme de propagande mise en lumière par Ellul est la propagande d'agitation qui est la plus visible et la plus massive. La Chine de Mao par exemple y a eu recours pour obtenir chez le peuple une excitation constante et opérer de grandes transformations rapides, des « bonds en avant » (J. ELLUL, 1990, p.86) alors que pour Mao « l'ennemi se trouvait à l'intérieur de chacun » (J. ELLUL, 1990, p.86). Le but de cette propagande est de maintenir l'énergie des citoyens en regard du projet révolutionnaire, pour leur faire accepter des sacrifices. Elle n'est pas habituelle, mais spontanée en vue d'un changement qui doit être atteint rapidement afin de garder l'engouement des gens envers le projet révolutionnaire.

En Chine la vision du monde, de la société et des mythes qui la parcourent sont bien différents de la vision occidentale. Pour Ellul, malgré toutes les manières de mettre en pratique la propagande, il reste chez le propagandé une émotion et le factuel est vite oublié. En définitive c'est l'émotion qui le ferait agir. La propagande peut être rationnelle mais l'effet reste irrationnel (J. ELLUL, 1990, p.100). La société chinoise privilégie l'ordre, la stabilité et la sécurité ainsi que le prestige à

l'international. C'est autour de ces éléments que le gouvernement provoque cette émotion et assure sa légitimité, son contrôle sur les messages véhiculés au sein de la société. Les leaders jouissent d'une docilité sans équivoque de la part de leur population, qui bénéficie de l'incroyable croissance économique de ces dernières années. Cet accroissement économique a permis à pratiquement l'ensemble de la société chinoise d'accéder au numérique de façon très rapide. Face à l'arrivée de cette nouvelle ère numérique et à partir des années 2000, le DPC s'est investi dans l'œuvre et le développement du contrôle d'Internet.

D'autre part, Ellul bénéficie d'une audience conséquente aux États-Unis, où d'une part les effets néfastes de la technique se sont manifestés plus tôt et plus intensément qu'en Europe et où, d'autre part, il est relativement accepté de prendre position sur des registres aussi différents que la sociologie et la théologie, sans passer pour un obscurantiste.

Ellul doit sa notoriété américaine au romancier Aldous Huxley⁵⁷. Ce dernier a consacré presque toute son œuvre à une analyse pessimiste du progrès technique, qu'il considère comme à l'origine de l'instauration d'un ordre totalitaire d'un type nouveau marqué par le contrôle social, la vidéosurveillance et d'une façon générale par la réduction drastique des libertés individuelles, ceci en raison de l'absence de toute réflexion éthique en parallèle à ce "progrès".

La propagande est nécessaire aux gouvernants. Elle répond à une volonté de participation politique. Mais l'opinion publique étant versatile par nature, les gouvernants ne peuvent la suivre. Or en démocratie, les gouvernants sont tenus d'informer les gouvernés. L'idéal consiste donc à prendre les décisions avec l'appui des masses a priori. Elle est également nécessaire aux gouvernés. L'homme dans la société technicienne a besoin d'être propagandé. Le contenu importe peu. Le propagandé est complice du propagandiste. Il veut avoir une opinion sur tous les événements. Il lui faut un schéma explicatif simple pour comprendre et participer.

⁵⁷Anglais établi aux États-Unis à partir des années 1930.

L'information étant de plus en plus abondante, la propagande vient ordonner cette « toile pointilliste ». D'autre part, les médias transmettent une vision catastrophiste et complexe du monde, la propagande rassure en simplifiant. Par ailleurs, la propagande aide à satisfaire certaines attentes psychologiques de l'homme moderne : désignation d'un bouc émissaire, fusion dans une communauté, activité compensatoire, valorisation individuelle, autojustification, élimination de l'angoisse existentielle....

Ellul étudie enfin le phénomène de la propagande sous quatre aspects : la mesure de ses effets, l'inefficacité de la propagande, son efficacité et ses limites. Les méthodes scientifiques initiées dès les années vingt aux États-Unis par des chercheurs comme Harold Lasswell⁵⁸ sont généralement inadaptées ou partiales. De nombreuses études ont tendu à démontrer l'inefficacité de la propagande. Les stéréotypes transmis par le milieu culturel et les attitudes préexistantes seraient imperméables à la propagande ? Or, on ne lutte plus contre les stéréotypes, on les utilise. Quant à la thèse de la fixité des attitudes, Ellul cite deux exemples historiques de virages brutaux parfaitement acceptés par les publics concernés : le pacte germano-soviétique qui a été approuvé par la plupart des militants communistes et l'assassinat en juin 1934 sur ordre d'Adolf Hitler, d'Ernst Röhm lors de la sanglante Nuit des longs couteaux.

Tous les leaders politiques sont persuadés de la nécessité et de l'efficacité de la propagande. Selon eux, une propagande n'est pas forcément efficace en soi mais renoncer à ce moyen équivaut à offrir la victoire à l'adversaire. Ellul rappelle l'analogie avec la publicité pour les chefs d'entreprise : « Ceux qui ne croient pas à la publicité aujourd'hui sont les mêmes qui ne croyaient pas hier au chemin de fer ». On justifie ainsi une technique par une autre ! La place accordée aux *spin doctors* aux conseillers en communication et autres spécialistes en marketing politique n'a fait que croître au fil des décennies.

⁵⁸Curieusement dans sa bibliographie, Jacques ELLUL ne mentionne pas l'un des livres les plus connus de Harold LASSWELL publié en 1927 : « Propaganda technique in World War ».

La propagande n'agit que dans le cadre des attitudes préexistantes. Elle doit utiliser les présuppositions sociologiques du milieu, concorder avec les faits, et durer. Hors du cadre national, son efficacité est limitée. D'autre part, indépendamment du talent du propagandiste, il reste chez l'individu une part incompressible d'imprévisibilité.

2.2.2. Propagande : Ellul Face aux Autres

Ellul déconstruit la propagande afin de mettre en évidence son étendue, comme un vaste faisceau de liens entremêlés dans tous les aspects de la vie sociale. En faisant cela il rend accessible l'analyse de chacune des catégories de propagande et de leurs imprégnations dans la sphère sociale. Pour l'auteur l'individu n'est pas réellement libre, il est soumis à une propagande constante, par une puissance sociale, ce qui conduit « à la dépossession de lui-même »⁵⁹. L'apport des travaux de Jacques Ellul est considérable par la mise en avant de plusieurs catégories de propagande et de leurs caractéristiques respectives, ainsi que par l'affirmation que le propagandé est complice et agit. Au contraire de nombreux auteurs ayant écrit sur le sujet, il ne se limite pas à l'étude de la propagande politique et va plus loin, notamment avec son approche novatrice sur la propagande de socialisation. Les différentes catégories de propagande s'adressent chacune d'elles à un public visé, par exemple la propagande d'intégration cible les intellectuels. De plus, la propagande sociologique appréhende directement la classe moyenne de la population. En faisant cela, Ellul distingue une propagande de classe : la classe aisée et la classe moyenne.

Ellul avance que le lecteur doit retenir l'image globale car il ne peut pas tout retenir ou analyser. Donc pour qu'il n'en retienne qu'une image globale, une idée centrale orchestrée par le gouvernement, compagnies à but commercial ou des groupes de pressions, on noie le lecteur sous un nombre important d'informations. Aujourd'hui c'est la formule qu'utilisent les médias de masse qui informent jour et nuit sans interruption. La propagande se mue avec l'avènement technologique des supports

⁵⁹Ibid, p.102.

de communication. Un point sur lequel insiste Ellul, c'est que l'information ne se laisse pas dissocier de la propagande. La propagande est diffusée au travers des informations et les informations comportent la propagande. La propagande sociologique serait ce que l'on appelle la communication.

Jacques Driencourt, historien, dans « La propagande nouvelle force politique » publié en 1950, a traité de la propagande de façon très vaste. Il rappelle que la propagande n'est rien d'autre qu'une technique mais il n'a pas fait un traité systémique, comme Serge Tchakhotine, sociologue, dans « Le viol des foules » publié en 1952. Il a effleuré les lois techniques de la propagande, c'est-à-dire la manière dont est appliquée une propagande, lesquelles ont été traitées de manière approfondie par Jean-Marie Domenach, écrivain, dans « La propagande politique » publié en 1950, et différenciées par Ellul. Driencourt s'est attelé à mettre en avant le développement de cette technique dans l'évolution générale des sociétés politiques. La propagande est donc pour lui un art élémentaire pratiqué « sans méthode rationnelle ni plan d'ensemble », dont l'utilisation devient de plus en plus systématique et dirigée à mesure que « les grandes découvertes mettent à son service les moyens matériels (...) qui élargissent à l'infini le domaine de propagande de l'opinion »⁶⁰. Le progrès des techniques matérielles n'est pas la seule explication à ce développement. Il y a une part liée aux bouleversements survenus dans la structure du pouvoir et des sociétés politiques. « La nation tout entière y est maintenant englobée ; la conséquence la plus évidente en est l'accroissement du nombre de ceux dont l'opinion a une signification politique » (J. DRIENCOURT, 1950, p.63). C'est donc un naufrage de l'individualisme à l'avantage de la masse. Les dirigeants veulent satisfaire ces dites masses en s'appuyant sur l'opinion publique. On rejoint cette idée de la dépossession de soi d'Ellul qui ajoute que les masses demandent et préfèrent être captivées. Pour sa part, Domenach affirme que l'usage de la propagande par un régime démocratique en réponse à une propagande agressive des régimes totalitaires est une nécessité. De plus, selon Domenach ou

⁶⁰DRIENCOURT, « *La propagande nouvelle force politique* », 1950, p.27.

Tchakhotine l'usage de cette technique n'affecterait en rien le sens profond de la démocratie, au contraire de ce que soutiennent Ellul et Driencourt. Ils s'accordent néanmoins sur l'idée que la propagande peut anesthésier la faculté de réflexion du plus grand nombre afin d'obtenir de sa part une soumission plus fidèle. Tchakhotine se veut un disciple de Pavlov, l'homme du réflexe conditionné. Une telle psychologie objective conduit à n'étudier qu'un des moyens de la propagande moderne : celui du réflexe du propagandé à agir en réponse à un message précis et momentané. Ellul montre au travers de ces catégories de propagande qu'il n'y aurait pas qu'un seul aspect mais une réalité plus complexe. Tchakhotine réduit le mythe aux symboles alors que pour Ellul le mythe est bien plus grand et élaboré qu'un simple symbole. Ellul et Tchakhotine se rejoignent sur le fait que les propagandes qui fonctionnent touchent aux affects. Ellul cherche à se distinguer de l'aspect psychologique mais ne peut y échapper.

La réflexion de Tchakhotine aurait du mal à s'appliquer à la propagande moderne. De plus, si l'Humain ne réagit qu'en fonction d'un réflexe conditionné, comment différencier une bonne propagande d'une mauvaise propagande, puisque dans les deux cas il y aurait un viol psychique ? Chaque doctrine prétend représenter le bien. Serge Tchakhotine pense qu'on peut faire également de la propagande dynamique au service de bonnes causes ou de la collectivité humaine, sans violer les principes moraux. Ainsi, propose-t-il de distinguer la propagande antidémocratique de la propagande utile. Toutefois, ce débat n'est pas encore clos comme le démontrent les points de vue nuancés d'Ellul et de Driencourt sur la question.

2.2.3. Une Vision Critique des Recherches sur la Propagande

Emmanuel Taïeb, maître de conférences en Science politique à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble, est interpellé par des études qui parlent d'un retour de la propagande, une notion remise au goût du jour pour renouveler une critique envers les médias, les mises en scène politiques et surtout la communication. La propagande a muté et son caractère péjoratif s'oppose à la légitimité allouée à la

communication. Dans son texte « La propagande revisitée » publié en 2010, il écrit pour mettre en lumière cette transition et les limites dont les travaux critiques sur la propagande sont pourvus dont le manque analytique qui ne permet pas une contribution scientifique. C'est une simple opinion sur le sujet pour lui.

L'auteur fait d'abord un retour historique, où il fait l'état des lieux des principaux experts sur le sujet, comme Ellul, Driencourt, Tchakhotine, Domenach, mentionnés précédemment. Dans cette revue de la littérature, il confronte plusieurs points de vue sur la question afin de mettre en avant la genèse des discordes sur les bienfaits ou l'utilité même de la propagande. Taïeb en vient à conclure que c'est rétrospectivement que la communication politique sera attribuée à un usage (de transmettre les messages des dirigeants politiques) par les démocraties et la propagande aux régimes totalitaires. L'auteur précise qu'il reste néanmoins difficile de savoir si les deux termes employés se recouvrent absolument. Il y a donc, selon lui, un épuisement de la notion de propagande au bénéfice de la communication gouvernementale, perçue comme un outil démocratique légitime. Il énonce que la communication n'est pas à l'abri de subir le même sort « tant c'est la chose plus que le mot qui reste objet de critiques »⁶¹. Afin de mieux percevoir ce changement de terminologie, l'auteur revient ensuite sur différentes définitions de la propagande et il remarque que son évolution définitionnelle est liée à l'augmentation considérable du pluralisme de l'information et des critiques historiques portées à la propagande. Taïeb souligne que l'évolution des sociétés démocratiques a éreinté la propagande dès lors qu'elle est perçue comme propagande. Il mentionne Hannah Arendt, politologue philosophe, pour justifier son propos, car la présence d'informations contradictoires viendrait, selon elle, empêcher les tentatives de l'État ou d'un groupe isolé d'avoir recours à la propagande ou à des informations erronées puisque la confrontation de la propagande à des informations contradictoires diminue ou annule l'effet escompté de la propagande ; notamment celui du passage à l'action et de l'assimilation du message.

⁶¹TAIEB, « *La propagande revisitée* », 2010, p.7.

Dans une seconde partie, Taïeb fait ressortir les limites ontologiques des études critiques récentes sur la propagande. Pour l'auteur, les faiblesses de ces études se trouvent dans leurs caractères normatifs qui ne proposent pas une analyse, mais une recommandation sur comment alerter les citoyens des effets et dérives de la propagande. De plus, il pointe du doigt l'effet inverse que peuvent avoir ces études en donnant de la matière aux propagandistes amateurs. Taïeb affirme que ces études peuvent rapidement tenir des propos conspirationnistes. Il cite des chercheurs qui empruntent cette voie tel qu'Edward Bernays, publicitaire et père considéré de la propagande moderne, ainsi que Noam Chomsky, professeur émérite de linguistique au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT). Il dénonce donc que ces chercheurs dépeignent la propagande non plus comme un objet de communication, mais comme l'outil ultime pour façonner et contrôler les masses au service d'un petit nombre d'individus.

Taïeb s'attaque et termine ensuite par l'aspect méthodique des approches proposées sur la nouvelle critique de la propagande. Il soulève les erreurs ou les raccourcis utilisés par ses pairs, notamment le lien entre la propagande et la réception du message, ainsi que les effets que celle-ci aurait, nécessitant d'être nuancés selon lui. L'auteur remet en doute les résultats des recherches effectuées qui ne sont aucunement démontrés ou prouvés, mais simplement affirmés. Il se méfie des croyances de certains comme Christian Salmon qui pense que la propagande ou la communication ont le pouvoir absolu de modeler nos vies et peuvent aller jusqu'à faire basculer une élection. Il souligne que c'est une confusion entre le pratique et l'analytique. Taïeb expose qu'aucune grille analytique n'est proposée par les travaux sur la propagande et que cette lacune :

« A pour effet - mais c'était sans doute son objectif - de dépeindre une propagande omniprésente, qui est de moins en moins dans les messages que dans les médias eux-mêmes, et dans la communication des hommes politiques et des entreprises. » (E. TAIEB, 2010, p.14).

Noam Chomsky et Edward S. Herman, l'un économiste et observateur des médias, l'autre professeur émérite de la finance de la Wharton School, dans l'ouvrage « La fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie » publié en 1988, mettent en avant au travers de ce texte le fait que les médias diffusent une propagande au service d'une élite politique et économique dominante. Ils avancent que la finalité tactique est que l'idée commune de leur pensée sortira du débat médiatique (N. CHOMSKY ET E. S. HERMAN, 2000, p.2). Ils mettent en évidence plusieurs filtres qui permettent à la classe dominante par le biais des médias de maintenir une idéologie pro capitaliste et de marginaliser les classes populaires. Des ressources financières importantes sont requises pour pouvoir posséder des médias, laissant les classes populaires dans l'impossibilité d'influencer ou d'avoir un impact sur les idées véhiculées. La propriété des grands médias est ainsi le monopole de gens très riches « dont le but est de faire des bénéfices » comme n'importe quelle entreprise dans un système capitaliste (N. CHOMSKY ET E. S. HERMAN, 2000, p.4). L'apparition de la publicité a contribué à l'évincement des idées populaires. Elle définit la prospérité des médias et ne peut remettre en cause les idées des grandes firmes si elle veut qu'elles s'y investissent (N. CHOMSKY ET E. S. HERMAN, 2000, p.11-14). Les sources d'information sont donc limitées par l'État et le monde des affaires. Cela permet aux médias d'être assurés de la fiabilité des sources sans dépenser des sommes importantes et du temps dans l'investigation. Ils utilisent des informations toutes faites et prêtes à être utilisées, au plaisir des élites. L'ironie toutefois soulignée est la participation financière du contribuable à cette propagande (N. CHOMSKY ET E. S. HERMAN, 2000, p.18). Tout ce contrôle :

« Se fait si naturellement que des journalistes généralement intègres et pleins de bonne volonté en arrivent à se persuader qu'ils choisissent et interprètent les nouvelles « objectivement », sur la base de leurs principes professionnels. Dans les limites de ce filtrage, ils sont souvent objectifs, mais les contraintes inhérentes au système sont si fortes que toute autre base de choix est à peine imaginable » (N. CHOMSKY ET E. S. HERMAN, 2000, p.2).

Il n'y a donc pas de censure à proprement parler ou de théorie du complot. Néanmoins les médias contribuent à créer un consensus autour des valeurs dominantes, et au maintien de la passivité de la population, déjà marginalisée par le système politique.

Le texte d'Emmanuel Taïeb a donc une visée critique quant à certains travaux sur la propagande, que cela soit sur leurs abords normatifs, conspirationnistes que sur leurs déficiences méthodologiques. L'auteur indique que la communication politique n'est pas un prolongement de la propagande propre aux démocraties et que les « médias n'apparaissent pas comme une instance collective capable de guider les comportements, de sanctionner les écarts à une norme implicite ou de manipuler d'indéfinissables masses » (E. TAIEB, 2010, p.14). Pour lui, les sociétés libérales reposent davantage sur une croyance partagée en une efficacité totale de la propagande, que sur la mesure de son poids réel.

L'auteur arbore son texte avec le plus de rigueur possible dans la critique qu'il fait des travaux sur la propagande. Il essaie de ne pas commettre les erreurs qu'il remarque. En ce sens, il a étudié ce qui avait été fait sur le sujet et nuance les apports qui en sont ressortis. Il opte pour un découpage en plusieurs parties et retrace historiquement la participation des auteurs que nous avons cités précédemment sur la propagande. Rien n'est laissé au hasard, des définitions aux différentes conclusions, car l'auteur recherche une précision analytique. Cette méthode permet au lecteur d'avoir une vue d'ensemble sur le sujet ainsi qu'une compréhension rapide sur ce que Taïeb cherche à montrer. Ce texte intervient plusieurs années après que les ouvrages de référence sur la propagande dont il traite aient été publiés. C'est donc avec ce recul et une richesse bibliographique que l'auteur émet ses critiques. Les principales contributions de son texte sont de soulever le manque de scientificité de nombreux chercheurs, que cela soit sur le plan ontologique, méthodologique ou encore le risque que ces interprétations servent à aider un propagandiste en herbe voire de tomber dans une vision conspirationniste de la propagande. Selon lui, le manque d'analyse des travaux accomplis ne permet pas une contribution scientifique significative et consiste en une simple opinion de ces

auteurs sur le sujet.

Taïeb cite à plusieurs reprises Ellul, et cherche à montrer les limites de certains de ses propos. Ainsi, lorsque Ellul affirme « une propagande inefficace n'est pas une propagande »⁶², Taïeb répond que le problème est justement que l'étude de la propagande se limite uniquement à ses succès à influencer l'opinion. Au-delà de « l'identification au sein de la complexité du monde social de comportements ou de discours qui seraient le fruit d'une propagande originelle précise, ces approches empêchent de penser la propagande hors de ses buts affichés » (E. TAIEB, 2010, p.8). Ellul a néanmoins développé une analyse démontrant l'omniprésence de la propagande et que celle-ci dépasse le cadre politique. Pour Taïeb, ce « tout est propagande » est problématique, car il repose sur une perceptive limitée qui conduit ses tenants à voir une relation médium-message presque partout. Cela aurait pour conséquences de dessiner un « paysage politique et médiatique ontologiquement clos et manipulateur » (E. TAIEB, 2010, p.8). De ce fait, il y a une confusion entre le médium et le message car tout support potentiel de propagande serait constamment considéré comme tel (E. TAIEB, 2010, p.9). L'auteur pointe d'ailleurs du doigt Ellul sur la rapidité dont il fait preuve en affirmant « passer rapidement sur le fait aisément constatable que les moyens de propagande sont les mêmes que ceux d'informations »⁶³. Taïeb n'y voit aucune démonstration.

En somme, l'auteur critique les études sur la propagande, mais ne démontre pas non plus que la propagande repose sur une croyance, il n'y a aucune analyse de sa part. Sa pensée s'inscrit en opposition des travaux effectués sur le sujet et représente donc aussi une prise de position sans fondement autre que son opinion. Taïeb ne parvient pas à se détacher de ses présuppositions et malgré une tentative rigoureuse d'analyse ses conclusions garde un caractère normatif. Il aborde néanmoins de façon très claire une des lacunes de la recherche sur la propagande et la communication qui consiste à ne pas analyser la question de l'émetteur et des

⁶²Ellul cité dans TAIEB, 2010, p.8.

⁶³Ellul cité dans TAIEB, 2010, p.16.

sources qui selon lui est centrale pour comprendre ces deux aspects notamment leurs similitudes et leurs différences. Cet axe devrait être davantage étudié pour apporter plus de précision sur ces questions primordiales.

Taïeb remet en question la qualité des recherches sur la propagande : devons-nous rejeter les conclusions apportées par ces thèses ? Il y a de la pertinence dans ses propos et il est facile de prendre le raccourci de croire que tout est manipulé lorsque l'on analyse un peu la propagande. Cela devient une chose fascinante qui peut être responsable de tous nos maux. Chacun peut y aller de son opinion sur le sujet et comme le souhaite l'auteur le but est d'être le plus scientifique possible pour mieux appréhender cette technique utilisée pour convaincre et faire passer à l'action. Généraliser la complexité sociale est toujours un enjeu pour mieux la comprendre or en faisant cela on se risque à la normativité et à des simplicités méthodologiques. On veut créer un cadre théorique pour mieux expliquer la réalité or le cadre devient par essence une réduction de celle-ci.

Enfin, certaines incohérences surviennent dans son texte. Lorsque l'auteur souligne que certaines études sur la propagande peuvent être utilisées comme un manuel pour propagandistes en herbe, il s'agit d'une conclusion trop hâtive de sa part. En effet, si l'on suit cette logique les études sur le terrorisme pourraient-elles aussi servir des terroristes en herbe ?

Au-delà de l'outil de propagande, qui comme nous l'avons vu peut s'avérer vaste et complexe, suscitant de nombreuses analyses afin de mieux aborder l'ampleur du phénomène ; plusieurs auteurs s'accordent ou débattent autour de ses effets. Les propagandistes se sont saisis de cet outil afin de faire passer un message dans leurs intérêts avec pour objectif une action du propagandé. Le développement exponentiel des nouvelles technologies perfectionne la propagande.

2.3. Le Rêve Chinois

Alice Béjà⁶⁴ s'interroge : le rêve chinois est-il simplement une copie du rêve américain, un espoir de richesse et de succès accordé aux citoyens de l'empire du Milieu ?⁶⁵ Béjà fait un retour historique sur la construction du rêve américain et conclut qu'il est à la fois « une construction historique, un outil de propagande politique, un pourvoyeur d'imaginaire et une formidable manière de créer du consensus et de faire taire les voix dissidentes ».⁶⁶ En face, le rêve chinois est récent. Il apparaît avec Xi Jinping en 2012, ce dernier faisant part de sa vision de la Chine dans laquelle le régime continue d'encourager l'enrichissement de ses citoyens, tout en associant ce rêve de réussite matérielle à un renforcement du sentiment nationaliste et à un durcissement de la répression envers les dissidents.⁶⁷ Alice Béjà rajoute que « de plus en plus de chinois aspirent à un mode de vie occidental (et les dirigeants du PCC envoient eux-mêmes leurs enfants étudier aux États-Unis) ».⁶⁸ Xi Jinping a proclamé que « le plus grand rêve chinois » est celui de « la renaissance de la nation chinoise », relève l'auteure, et c'est dans cette perspective que le message du gouvernement opère. La société contribue à ce rêve et pour y parvenir elle doit se fier à son « leader ». Ce rêve est un formidable outil de propagande, déjà utilisé par le pouvoir chinois, jusque dans les manuels scolaires, et placardé sur de grandes affiches dans les principales villes du pays, avec le slogan « Mon rêve, le rêve chinois »⁶⁹. D'autres déclinaisons existent précise l'auteure, dans le but de donner une dimension nationaliste collective au message. La réalité est plus complexe, car si ce rêve demeure très vague dans son contenu, ses limites politiques, elles, sont claires : il doit contribuer à la renaissance de la nation chinoise, et la

⁶⁴Maître de conférence à Sciences Po Lille, chercheuse au CERAPSCNRS, elle est spécialiste de l'histoire culturelle et politique des États-Unis et ancienne rédactrice en chef de la revue « Esprit » où elle a notamment publié en 2010 « Après le rêve américain, le rêve chinois? »

⁶⁵ A. BEJA, 2014, dans Esprit « Après le rêve américain, le rêve chinois? », « <http://esprit.presse.fr/article/alice-beja/apres-le-reve-americain-le-reve-chinois-38078> », consulté le 20 mai 2019.

⁶⁶Ibid.

⁶⁷Ibid.

⁶⁸Ibid.

⁶⁹Ibid.

démocratie en est exclue affirme Béja. Le gouvernement a tracé des limites politiques nettes et la société civile n'a pas attendu que Xi Jinping l'y autorise pour rêver à une autre Chine que celle qu'il lui promet.

De plus, pour la Chine, il ne s'agit pas de revendiquer l'exception, mais au contraire la règle, la normalité, avec en fond le communisme. L'empire du Milieu a toujours été le plus puissant pays du monde, il est donc logique, après une parenthèse⁷⁰ qu'il reprenne cette position hégémonique. Contrairement au rêve américain, le rêve chinois est tourné vers l'avenir⁷¹. Ce rêve chinois soulève également chez Béja la question du « soft power », car redevenir une puissance mondiale a évidemment des conséquences sur la scène internationale, notamment sur l'hégémonie en déclin des États-Unis. Notre regard se porte ainsi sur la propagande intérieure, comme mentionné précédemment, et la multitude d'outils utilisés pour que les propagandes du gouvernement chinois opèrent dans le cadre du rêve chinois (de créer cet engouement et cette identité chinoise) et de ce retour à la puissance.

2.4. Le Rêve Américain

Le rêve américain est l'idée selon laquelle n'importe quelle personne vivant aux États-Unis, par son travail, son courage et sa détermination, peut devenir prospère. La notion de cette possibilité pour n'importe quel immigrant de réussir à partir de rien, a été fortifiée par l'étendue territoriale, les ressources naturelles, et le libéralisme politique et économique qui caractérisent les États-Unis. Cette idée est aussi vieille que la découverte du continent américain, même si sa formulation a évolué. Ce rêve, selon Alice Béja, est une notion qui se construit sur une histoire, le fondement du récit national des États-Unis, nation du perpétuel recommencement où le succès est ouvert à tous, où chacun peut s'inventer, loin de tout déterminisme. Le mythe du rêve américain s'appuie sur la traversée des Pères pèlerins au XVIIe siècle, fuyant les persécutions pour créer une « cité sur la colline », nouvelle Jérusalem où la volonté de Dieu serait enfin faite, sur la fondation de la nation au

⁷⁰Cette parenthèse correspond à la prise de leadership par les États-Unis.

⁷¹Ibid.

XVIIIe siècle, proclamant les États-Unis comme une terre où les hommes naissent vraiment égaux et ont droit à « la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur ». Il est renouvelé au XIXe siècle par la conquête de l'Ouest et l'image du pionnier, indépendant et libre de créer sa propre vie sur une terre « vierge », et par la grande vague d'immigration de 1860-1920 qui étend le rêve américain au monde entier. Au XXe siècle, les guerres faisant des États-Unis la première puissance mondiale, l'*American way of life* s'exporte et le rêve devient un objet de consommation et de représentation, aussi bien à travers les succès de l'industrie automobile que du cinéma hollywoodien. Les hommes politiques y font de plus en plus référence, que ce soit pour mettre en avant la manière dont ils le font avancer (Lyndon Johnson promouvant sa Great Society) ou pour présenter l'Amérique comme une promesse toujours ouverte (l'« union plus parfaite » voulue par Barack Obama). Le rêve américain est donc à la fois une construction historique, un outil de propagande politique, un pourvoyeur d'imaginaire et une formidable manière de créer du consensus et de faire taire les voix dissidentes.

2.5. Une Propagande de Poche

Dans un article publié dans *Le Monde*, le 19 février 2019, on annonce le lancement d'une nouvelle application pour smartphones par le DCP, nommé « étudier pour rendre la Chine forte ». L'ensemble des membres du Parti ainsi que les fonctionnaires et salariés d'entreprises publiques sont explicitement invités à l'utiliser. Le pays ultra-connecté avait déjà enregistré plusieurs dizaines de millions de téléchargements peu après sa sortie. En ouvrant l'application on a accès à toute l'histoire officielle du pays ainsi qu'à des liens sur des informations relayées par le gouvernement sans oublier la « pensée » de Xi Jinping notamment inscrite dans la Constitution. Cet outil de propagande rencontre un grand succès grâce à la variable ludique de points et récompenses. Pour chaque article lu ou vidéo visionnée, un point est donné et si l'on répond correctement aux questions du quizz sur le leader, cela rapporte dix points. Il y a ainsi chez les usagers un engouement et même une motivation d'avoir le plus de points possibles. L'article pointe le fait que cette

propagande par le jeu peut créer un manque de productivité en créant une certaine addiction chez certains employés. C'était sans compter sur la réaction du gouvernement qui a ajouté un facteur de multiplication de points par deux si l'application est utilisée entre 6h30 et 8 heures, entre midi et 14h ou finalement entre 20h et 22h30, avec une limite d'usage de trente-deux minutes de lecture ou quarante minutes de vidéo par jour⁷². Cette application n'est pas confidentielle, elle accède aux contacts de l'utilisateur et chacun a accès au score des autres. Ainsi une pression sociale s'exerce car l'on souhaite avoir un bon score surtout vis-à-vis des différents utilisateurs.

La propagande s'invite donc jusque dans la poche des Chinois. La population s'habitue à ce type de propagande que nous avons identifié précédemment comme une propagande sociologique, et même d'intégration. Dans ce sens, l'avènement des réseaux sociaux dans la société américaine permet également à la propagande de s'y déployer.

⁷²Le Monde, 2019, « Xi Jinping s'invite dans le smartphone des Chinois », « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/19/xi-jinping-s-invite-dans-le-smartphonedeschinois_5425435_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2zl34FdjUicPm23StbqYRGMaNztVI-3z7k2GoehgR2txYVisKqy53Fuo#Echobox=1550606607 », consulté le 22 mai 2019.

CHAPITRE III : DU PANOPTIQUE À LA SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE

Les sociétés et la manière de les gérer évoluent. Lors de ces dernières décennies les changements se sont opérés rapidement pour passer de ce que l'on appelle la société de discipline à la société de surveillance.

3.1. Société de Discipline

Un des dispositifs emblématiques de la société de discipline est le Panoptique de Bentham. Le Panoptique est un célèbre type d'architecture carcérale dont l'un des buts est de voir sans être vu. Son premier effet est d'organiser des qualités de l'espace telles que la transparence et l'opacité. Le « lieu » du pouvoir est logé dans la tour centrale d'un édifice circulaire, occupée par des gardiens, où les cellules individuelles forment un anneau autour de ce point avec une ouverture orientée vers celui-ci. Cette tour est visible, mais il est cependant invérifiable de savoir si elle est occupée, dans la mesure où elle est munie de volets qui en masquent l'intérieur. Ici, le pouvoir est une sorte de présence absente, une virtualité, puisque les prisonniers ne peuvent jamais savoir s'ils sont effectivement sous la surveillance d'un garde. Ce modèle est cependant doté d'effets réels. En effet, les prisonniers évoluent dans un contexte de contrôle social normatif omniprésent, cela même lorsqu'il n'y a pas de réelle surveillance appliquée. Le Panoptisme est ainsi un modèle insidieux qui permet d'influencer le comportement des individus par la seule connaissance de l'éventualité d'être surveillé. Malgré l'incertitude du contrôle effectif de leurs actions, les individus vont se comporter perpétuellement comme s'ils étaient véritablement sous le regard d'un gardien.

Comme le souligne Didier Ottaviani⁷³ analyse les travaux de Foucault, le panoptisme peut être appliqué à de nombreux domaines permettant d'imposer une

⁷³Maître de conférence habilité à diriger des recherches à l'École Normale Supérieure de Lyon.

conduite à une multiplicité d'individus (D. OTTAVIANI, 2003, p.60). Michel Foucault, philosophe connu pour ses critiques des institutions sociales, notamment du système carcéral, se réapproprie ce concept. En effet, dans son ouvrage référence « Surveiller et Punir » paru en 1975, il part du panoptique pour mettre en exergue la société de discipline. La société soumet l'individu à son emprise par « l'organisation des grands milieux d'enfermements », comme le dit Gilles Deleuze en 1990, il s'engage avec ce dernier dans des réflexions autour de la discipline et du contrôle.

La société de discipline est ainsi segmentée en diverses structures d'enfermements tel que l'école, la prison ou l'hôpital, ayant chacune une fonction spécifique appelée « hétérotopie ». Ce sont des lieux hétérogènes aux autres, partiellement « ouverts » sur l'extérieur, puisque l'on peut y entrer et en sortir si l'on remplit certaines conditions (D. OTTAVIANI, 2003, p.60). L'individu passant tout au long de sa vie d'un univers clos à un autre, ces espaces réglementés forment un cadre de socialisation. On peut ainsi considérer des espaces où l'on place des individus qui sortent du cadre « normalisé » de la société disciplinaire, tel que les prisons, et des endroits où l'on forme les individus à ne pas sortir de ce cadre, comme les écoles par exemple. L'État met ainsi en place un quadrillage territorial, généralisé et subtil lui permettant d'exprimer universellement la souveraineté de sa loi, en maîtrisant les individus qui composent ces espaces ; à l'image d'un panoptique. En Chine, le système du Hukou explicite clairement cette volonté. En effet, le Hukou est un système de contrôle de la population instauré en 1958, regroupant les informations personnelles de chaque citoyen. Il interdit à l'origine toute mobilité sociale et spatiale, séparant strictement ruraux et urbains (C. FROISSART, 2008, p.3). Ces deux catégories se voient allouer des droits différents. C'est par ce quadrillage que la discipline s'exerce. Ce quadrillage va également fonctionner en interne attribuant des tâches spécifiques aux individus, maximisant ainsi la fonctionnalité de chacun des segments. La société est alors un large réseau de segments qui s'articulent entre eux. Il ne s'agit pas seulement d'interactions à l'intérieur des « hétérotopies », mais également des relations entre celles-ci. Le territoire devient à l'échelle de la société

le socle privilégié de l'exercice de la discipline. Quant aux lieux non disciplinaires, la police est présente afin d'exercer un contrôle permanent. Le gardien représente le maintien du pouvoir au sein d'un espace déterminé et la police à l'échelle de la société. Il y a donc une graduation d'une même technique de contrôle, ne créant pas de rupture entre les espaces segmentés mais les homogénéisant par le quadrillage permettant ainsi à la discipline d'être présente dans tous les espaces, même au sein des plus petits.

De plus, Ottaviani souligne dans les travaux de Foucault que la notion de discipline est étroitement liée à celle de pouvoir. Le pouvoir est défini par Foucault non pas comme une instance suprême, de type institutionnel ou l'État, mais plutôt comme un ensemble de rapport de pouvoirs, « qui se lient, se juxtaposent, se hiérarchisent, faisant de la société un archipel de pouvoirs différents » (D. OTTAVIANI, 2003, p.59). Le pouvoir est en ce sens un rapport de force dans les relations et non pas une instance d'interdictions. Dans un dispositif disciplinaire, le pouvoir se concentre sur l'individu en maîtrisant les outils de la contrainte des corps. Michel Foucault baptise ce dispositif la « biopolitique », et les mécanismes de sa mise en œuvre le « biopouvoir ». Les sociétés évoluent en exprimant ce pouvoir différemment, permettant le passage d'une société souveraine à une société disciplinaire. La discipline se distingue d'un pouvoir direct car elle ne se porte pas sur des faits mais sur des « virtualités ». Elle est destinée à encadrer l'individu et à orienter ses potentialités d'actions, dans le fait qu'elle incite ou oriente mais ne sanctionne pas directement. La discipline tend à homogénéiser un ensemble dans un espace et un temps afin que le mécanisme fonctionne de manière optimale, comme le système de points dont les citoyens chinois font l'objet. Ils sont exposés au même contenu ce qui tend à une homogénéisation d'un point de vue culturel et comme nous l'avons vu précédemment cela est non seulement adapté à la population mais également aux classes sociales.

Le quadrillage de l'espace est indissociable du temps. La gestion de ce dernier permet de structurer la fonctionnalité de chacun des segments, et ainsi de gérer les

actions des individus dans le temps (D. OTTAVIANI, 2003, p.59). La minute devient l'emphase de la précision avec laquelle le temps est géré. Il y a un temps pour effectuer les tâches données aux fonctions des individus à la recherche de la productivité, dû au modèle économique capitaliste, accentuant l'effet disciplinaire. Néanmoins, cette discipline est plus laxiste entre les segments hiérarchiques. En effet, un décalage s'effectue entre la désignation d'une tâche à effectuer et l'application de celle-ci. L'outil bureaucratique est par exemple toujours en retard par rapport à la décision, créant une crise de la société disciplinaire puisque le temps et l'espace se retrouvent déphasés (D. OTTAVIANI, 2003, p.61). C'est cette notion de temporalité primordiale au fonctionnement des sociétés disciplinaires qui l'affaiblit. De plus, ce décalage entre l'espace et le temps est amplifié par l'apparition des nouvelles technologies dans la société. En effet, la mondialisation a augmenté les échanges économiques entre des segments toujours plus grands (espace) avec des flux difficilement assignables, à des vitesses toujours plus rapides, voire instantanées (temps). Les nouvelles technologies ont donc contribué à l'évolution et à l'innovation des sociétés et viennent ainsi marquer la fin d'une homogénéisation strictement réglée dont a besoin la discipline pour s'imposer au préalable. Les espaces sont redéfinis et les liens sociaux interconnectés. Par ailleurs, de plus en plus d'individus échappent aux maillages, remettant ainsi en question le modèle disciplinaire sur le plan intérieur.

Foucault constate la crise, et observe la maladie de la société se propager en tentant de diagnostiquer les mutations de cette société disciplinaire qui n'est plus. Nous sommes là dans ce que Deleuze appelle un « dispositif disciplinaire » (G. DELEUZE, 1990).

3.2. Société de Contrôle

La mutation des sociétés disciplinaires en sociétés de contrôle peut se traduire par le passage de Foucault, penseur des disciplines, à Deleuze, penseur du contrôle. Deleuze sait que Michel Foucault était déjà lui-même conscient de cette

transformation et c'est sur celle-ci que nous revenons avec Ottaviani.

Deleuze va décrire ce nouveau paradigme qu'il nomme la « société de contrôle » : société dans laquelle le contrôle des personnes s'effectue « non plus par enfermement, mais par contrôle continu et communication instantanée » (G. DELEUZE, 1990). Si la société disciplinaire sert à normaliser les individus, à répondre à une hiérarchie, la société de contrôle cherche l'efficacité de réaction face à l'imprévisibilité constante. L'orientation de virtualités vers une norme ne s'exerce plus. Cela devient un contrôle des virtualités directionnelles, appelé contrôle « ouvert » adaptable, capable d'intégrer toutes les mutations du réel (D. OTTAVIANI, 2003, p.63). La loi sur la surveillance adoptée le 20 mars 2018⁷⁴ ainsi que l'évolution du système appelé Shuanggui⁷⁵ en Liuzhi⁷⁶ démontre les moyens légaux mis en place par le gouvernement chinois pour surveiller et contrôler sa population. Cette société de contrôle redessine les contours de l'emprise de la société sur l'individu. Ici, ce n'est plus le lieu qui prime mais la vitesse, ce n'est plus le cloisonnement mais le décloisonnement. On n'enferme plus de manière systématique le délinquant, des alternatives tel qu'un bracelet électronique peuvent lui être proposées.

L'auteur prend l'exemple de l'université et de l'école qui ne visent plus à normaliser mais au contraire à conduire vers des débouchés ; l'étudiant n'est plus formé à la sortie des différentes écoles, il doit encore faire ses preuves, se former continuellement face aux changements incessants (D. OTTAVIANI, 2003, p.73). L'humain de cette nouvelle société fait donc partie d'un tout malgré une

⁷⁴BEQUELIN Nicolas, 2018, Dans Amnesty International : « *Chine. La Loi sur la surveillance est une menace systématique pour les droits humains.* », « <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/03/china-new-supervision-law-threat-to-humanrights/> », consulté le 28 juin 2020.

⁷⁵Le Shuanggui est un processus disciplinaire interne mené par la Commission Centrale pour l'Inspection Disciplinaire du Parti Communiste Chinois et des personnes de niveau inférieur affiliés, sur les membres du Parti qui sont soupçonnés de « violations de la discipline ». une accusation qui se réfère généralement à la corruption mais peut aussi occasionnellement porter d'autres connotations.

⁷⁶Le Liuzhi ou système de détention, est une méthode d'enquête importante accordée par la loi aux organes de contrôle.

individualisation effectuée. Il n'a plus besoin de s'intégrer comme il le faisait au sein d'une usine ; puisqu'il a assimilé les codes capitalistes de l'entreprise en lui. Le capitalisme a engendré la multiplicité des échanges, provoquant des changements de localisations où l'usine n'est plus le modèle sur lequel on se base, ce sont les entreprises qui prennent le relais. Elles créent de nouveaux espaces en mouvement à un rythme toujours plus effréné dû notamment à l'informatique qui accroît constamment la vitesse. L'espace et le temps sont donc en constant décalage. De plus, même si les lieux de pouvoirs ont évolué, les individus bien qu'ils ne soient pas localisés sont localisables. « De l'individu effectivement discipliné, nous sommes passés à l'individu potentiellement contrôlable » (D. OTTAVIANI, 2003, p.72).

Un passage du segmentaire au continu s'est donc effectué lors de la mutation des sociétés disciplinaires en société de contrôle. Ottaviani pointe que Foucault reconnaissait que la société disciplinaire, par sa rigidité, était insupportable, puisque toutes les structures sociales se repliaient sur le modèle instauré par la prison (D. OTTAVIANI, 2003, p.73). L'objectif principal de la société de contrôle n'est donc plus de contraindre les individus en les soumettant aux règles que leur environnement a mis en œuvre, mais « de gérer leur agonie et d'occuper les gens » (G. DELEUZE, 1990). Le regard d'Ottaviani nous permet de revenir sur l'évolution de la société disciplinaire en société de contrôle en s'appuyant principalement sur les travaux de Deleuze et Foucault. L'auteur met en perspective que la société ne cesse d'évoluer, il est par conséquent nécessaire d'actualiser l'analyse de celle-ci. La complexité des modèles d'aujourd'hui est le résultat de rapports de forces différents. Il conclut d'ailleurs que face à ces nouveaux réseaux de pouvoir, il reste à élaborer de nouvelles formes de résistance (D. OTTAVIANI, 2003, p.73).

Pour étayer nous utilisons l'analyse de Marc Bidan, professeur des universités en management des systèmes d'information à l'Université de Nantes, qui nous propose un article « Relecture du post-scriptum de Gilles Deleuze pour temps numériques » publié en 2015 dans : *The Conversation*. L'article a pour but d'instrumentaliser la

grille de lecture développée par Gilles Deleuze sur les sociétés de contrôle sur un court texte publié en 1990 intitulé : « Post scriptum sur les sociétés de contrôle ». Le texte est repris dans le cinquième chapitre, « Politique », de son recueil *Pourparlers* (1972-1990) réunissant des textes d'entretiens qui s'étendent sur cette période, publié aux Éditions de Minuit. Comme le souligne Bidan, le texte aborde explicitement les thématiques organisationnelle et managériale ainsi qu'une mise en perspective de leurs pratiques, outils, technologies et symboles. Bidan reprend comme Ottaviani une analyse chronologique avec une reprise similaire des principes avancés par Foucault et Deleuze. Il commence donc par analyser les sociétés disciplinaires, puis la transition aux sociétés de contrôle pour enfin se pencher sur le passage des « sociétés de contrôle » aux « sociétés de contrôles ». C'est sur ce dernier point que nous allons nous pencher.

L'auteur voit deux concepts clés qui ont permis la fondation des sociétés de contrôle. D'une part il mentionne celui de « l'atermoiement illimité », d'abord étudié par Franz Kafka dans le « Le Procès » publié en 1925, qui remplace « l'acquiescement apparent » des sociétés disciplinaires. L'atermoiement illimité désigne ce délai constant obtenu comme si on ne pouvait jamais s'acquitter de sa tâche. D'autre part, celui du « langage numérique » soulevé par Deleuze qui remarque qu'au début de la massification et la diffusion de l'informatique, le matricule ou encore la signature de l'individu dans les sociétés disciplinaires sont remplacés par ce langage numérique « fait de chiffres, qui marquent l'accès à l'information, ou le rejet »⁷⁷. C'est ainsi que le contrôle laisse place aux contrôles qui s'installent dans les segments tels que l'école, les prisons et dans les rues. Le langage numérique permet aux dispositifs de contrôle de communiquer entre eux et de superviser les contrôles via Internet. Dès lors, le stockage informatique s'effectue en usines à données (datacenter), remplies de manière volontaire, gratuite, abondante de nos propres données, critique Bidan⁷⁸. Ottaviani et Bidan s'accordent avec Deleuze sur la notion

⁷⁷BIDAN Marc, 2015, Dans : « The Conversation », « Relecture du post-scriptum de Gilles Deleuze pour temps numériques », <http://theconversation.com/relecture-du-post-scriptum-de-gilles-deleuzepour-temps-numeriques-51507>, consulté le 15 septembre 2019.

⁷⁸Ibid.

de « localisable », permettant de savoir si cette position est licite ou illicite afin d'y opérer une modulation. Bidan actualise les exemples avec les téléphones portables, les GPS et les réseaux sociaux qui alimentent davantage les datacenter⁷⁹.

La technologie numérique vient occuper une place centrale dans le contrôle. Les sociétés de contrôle numérique deviennent alors des sociétés numériques de contrôle, dans lesquelles l'opérateur devient le contrôleur, l'opération devient le contrôle, souligne Bidan. Deleuze démontrait le caractère permanent et implacable mais pas infaillible des « machines informatiques ». Du fait des avancées technologiques, on passe ainsi de sociétés disciplinaires dont le danger passif est l'entropie et le danger actif le sabotage ; à des sociétés de contrôle utilisant des ordinateurs et autres machines informatiques, ayant pour danger passif le brouillage, et le piratage ou l'introduction de virus comme danger actif⁸⁰.

Les individus acceptent de partager ou non certaines données qui sont collectées et contrôlées. Il persiste des moyens de détournements, explicités par Deleuze tel que le piratage ou le brouillage qui servent de résistance ponctuelle. Les technologies numériques redéfinissent les espace-temps et sont de plus en plus puissantes, permettant un contrôle ex ante, c'est à dire un contrôle avec l'appréhension d'une situation avant que celle-ci ne se constitue.

Bidan reprend donc comme Ottaviani l'essentiel des travaux de Foucault et de Deleuze, dans un article très accessible de compréhension où la mise en perspective des fondamentaux est actualisée à notre société contemporaine. Même si l'analyse de Deleuze est récente, comme lui-même le souligne, la temporalité ne cesse de s'accélérer et cet article est une mise à jour de son regard toujours aussi pertinent. Bidan va aller plus loin pour opérationnaliser son analyse et suggère de mettre à contribution d'autres auteurs qui ont étudié de nouvelles mutations technologiques. C'est d'ailleurs une manière pour lui de ne pas répondre à la question « quoi

⁷⁹Ibid.

⁸⁰Ibid.

contrôler ? ». Il tente d'expliquer qu'il y a un contrôle continu lié au contrôle effectué par des entités diverses, comme les administrations, organisations, entreprises qui deviennent auditeurs. Cet audit aurait un coût et par conséquent les organismes baseront celui-ci sur des simulations numériques d'éléments virtuels et déclaratifs par facilité et intérêt. Puis il cite Deleuze pour appuyer que le cycle de vie de l'audit permettrait la mise en place d'un mécanisme de contrôle rivalisant avec les plus durs enfermements⁸¹.

L'individu est constamment confronté au contrôle de ces administrations et organisations. L'administration ou l'entreprise sont néanmoins également contrôlées. Il y a un marché du tout contrôlable selon Bidan. Même si c'est le cas, l'argument du coût peut néanmoins nous permettre de nuancer cette affirmation, du moins pour l'instant. L'évolution de la technologie permettra certainement d'atteindre cette réalité. De plus, selon un rapport de PwC en 2016, les investissements en technologies en Chine vont s'élever à 17 000 milliards RMB en 2020⁸².

Enfin, Olivier Pironet, journaliste politique, émet une critique de la société de contrôle. Il pointe le fait que le contrôle continu impacte les relations sociales. Cette société qui s'organise autour de l'évolution technique et du développement des technologies de l'information et de la communication, paraît offrir plus de liberté aux individus, avec des espaces plus ouverts, plus de mobilité et de temps, or ce n'est pour l'auteur qu'une apparence.

Selon l'auteur, il y a une instrumentalisation du contrôle social. Cela passe par le marketing, qui influence les consommateurs, à la fabrique des comportements et aux formatages des esprits au moyen de techniques toujours plus performantes, comme les dispositifs informatiques de télésurveillance. Ces derniers ainsi que la

⁸¹Ibid.

⁸²Gouvernement Canada, 2016. « Aperçu du marché des technologies propres en Chine ». <https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/china-chine/market-facts-faits-sur-lemarche/0003030.aspx?lang=fra>. consulté le 28 juin 2020.

cybernétique sont des procédés plus souples et plus insidieux d'assujettissement⁸³. Et face « aux formes prochaines de contrôle incessant en milieu ouvert, il se peut que les plus durs enfermements nous paraissent appartenir à un passé délicieux et bienveillant »⁸⁴.

3.3. Société de Surveillance

Clément De Maillard, auteur de l'article « Une société sous surveillance ou une société sans surveillance ? Paradoxe d'un dispositif de pouvoir en quête de sens » publié en 2014, argumente la piste que l'avènement rapide des nouvelles technologies a permis de dépasser la société de contrôle telle que la décrivait Deleuze.

De Maillard part de l'examen historique de l'époque étudiée par Foucault et Deleuze pour affirmer que c'est durant cette période que les prémisses de notre société actuelle, qu'il qualifie de postmoderne, se dessine. La seconde moitié du XXème siècle et la société de contrôle Deleuzienne n'est qu'une transition. Il met en avant la mondialisation, qui a converti la quasi-totalité du monde au libéralisme néolibéral, comme le facteur d'évolution. Les débouchés économiques, les opportunités et les réseaux se sont multipliés sans que rien ne puisse entraver cette globalisation. Cela provoque des mutations importantes sur la société moderne, sur tous les points qui la composent, économique, politique, social dont l'étendue et les conséquences peuvent être encore floues. C'est le cas des rapports entretenus entre les individus ou entre eux et le pouvoir ou encore avec la société qui rendent la grille de lecture traditionnelle moins adaptée.

Devenir leader se paie au prix fort. La population motivée par l'appât du gain travaille sans relâche. De nombreux ouvriers de ces géants chinois (Baidu, Tencent)

⁸³PIRONET Olivier, 2008, Dans le Monde Diplomatique : « Le théoricien des sociétés de contrôle », « <http://www.monde-diplomatique.fr/mav/96/PIRONET/16548> », consulté le 12 octobre 2019.

⁸⁴Ibid.

de la technologie travaillent sous le sigle tristement célèbre de « 996 », signifiant de 9 heures à 9 heures, 6 jours par semaine (C. PLUYETTE, 2019, p.51). Cette idéologie fait également partie intégrante du mode de vie américain. Ce rythme effréné contrôle le temps et l'espace de la population comme le démontrait les analyses de Foucault et Deleuze.

De Maillard souligne que, d'une part les rapports entre les personnes deviennent des interconnexions et d'autre part que les liens qui unifiaient la population avec ses institutions se déforment sous le poids des flux. La multiplication, l'accélération de ces flux deviennent la matrice du monde actuel, au service des intérêts privés formés par les réseaux d'agents⁸⁵ concepteurs et utilisateurs de ces mêmes flux. Ces agents sont devenus les nouveaux acteurs d'un monde « dématérialisé et autorégulé »⁸⁶. La rupture entre la sphère privée et la sphère publique devient alors de plus en plus fine. Il en est de même pour le rapport qui unit l'Homme et son pouvoir : leur relation se teinte d'ambiguïté. En effet, l'individu souhaite se libérer de son emprise tout en bénéficiant de sa protection⁸⁷. De Maillard, comme Ottaviani, considèrent que cette mutation est le résultat des valeurs dominantes ainsi que de la libéralisation des échanges. Ces changements impliquent une nouvelle approche de l'État vis-à-vis de l'individu, modifiant ainsi la manière d'organiser le pouvoir, notamment en termes de sécurité.

La Chine comme les États-Unis ont toutes les caractéristiques d'une société de surveillance mais combinent également les fondements de la société de contrôle et de discipline. Dans les sociétés, disciplinaires puis de contrôle, l'idée était d'orienter les actions des individus. En effet, plus l'individu assimile les normes de l'espace public plus il les reproduit dans l'espace privé, définissant ainsi son identité sociale. Le passage de la société disciplinaire à la société de contrôle fit bouger les

⁸⁵Banques, firmes multinationales, médias, individus, etc...

⁸⁶De Maillard Clément, 2014. Dans Cercle K.2 : « Une société sous surveillance ou une société sans surveillance ? Paradoxe d'un dispositif de pouvoir en quête de sens », « <http://www.cerclek2.fr/etudes/une-société-sous-surveillance-ou-une-société-sans-surveillance-paradoxe-d-undispositif-de-pouvoir-en-quete-de-se-16> » consulté le 25 octobre 2019.

⁸⁷Ibid

frontières entre les espaces sociaux sans pour autant les remettre en cause⁸⁸. Le réel bouleversement vient avec notre société actuelle qui modifie d'une part l'intégration des normes sociales des individus et d'autre part la dichotomie entre les espaces privés et publics. Même si en Chine de nombreux travailleurs résident dans des dortoirs au sein mêmes des usines enlevant ainsi la séparation entre vie privée et vie professionnelle. Les changements politiques, économiques et sociaux ont néanmoins muté les relations entre individus transformant ainsi la manière dont ils vont se socialiser. Il est désormais important d'être capable de / se connecter en réseau, de créer des connexions ne suivant plus un modèle pyramidal mais plutôt une toile tissant des liens dont l'individu est l'épicentre. Il construit son propre espace de socialisation par les connexions effectuées au sein de son propre environnement⁸⁹. Ainsi, les personnes s'affranchissent des espaces prédéfinis, ayant libre accès à l'ensemble des espaces dans lesquels elles vont se socialiser, se définir, allant jusqu'à se sentir discriminées si un espace leur est refusé. Ces changements entraînent des modifications dans la fonction du pouvoir qui ne s'applique plus à une société verticale mais horizontale. La société perd toute légitimité, tout pouvoir, dans la contrainte des corps, des espaces. De Maillard relève deux voies singulières par lesquelles cette fluidité est possible. Une qu'il qualifie de « positive » visant à libérer les espaces au sein desquels l'individu peut évoluer économiquement, physiquement, intellectuellement pour se définir socialement. Il prend l'exemple de la reconnaissance de droits spécifiques à certaines communautés, ou de la lutte contre des discriminations. L'autre, au contraire qualifiée de « négative », vise à s'attaquer aux menaces qui pourraient s'exercer sur ces flux⁹⁰. À l'inverse des sociétés de contrôle dans laquelle le pouvoir exerçait sa présence sur l'ensemble du spectre social, façonnant ainsi socialement l'individu ; le pouvoir ne peut désormais plus, dans nos sociétés actuelles, contraindre les flux eux-mêmes.

Ainsi, selon De Maillard, le pouvoir déploie alors son action « quasi-exclusivement » sur la sécurité des espaces. S'occupant auparavant de la régulation socio-

⁸⁸Ibid.

⁸⁹Ibid.

⁹⁰Ibid.

économique des populations et des territoires ainsi que de la protection des individus, l'État se positionne désormais en tant qu'agent protecteur de cette autorégulation, et tend davantage à protéger la liberté des espaces sociaux des membres de sa société. Dorénavant, la société qualifiée de « post-moderne » par l'auteur gouverne autour de la gestion, de l'analyse de la menace, en surveillant les espaces, et en redéfinissant continuellement cette menace intangible avant d'intervenir pour la neutraliser. Par conséquent, la délinquance devient une question centrale dans nos sociétés. Elle représente à la fois une menace latente des espaces avec leurs fondements de fluidité et de liberté, mais suscite également une concentration des énergies sur les questions de sécurité et de protection des espaces de la part du pouvoir⁹¹. De Maillard relève alors la difficulté qu'est d'assurer une fonction de protection, indispensable pour une réelle liberté, tout en n'entravant pas cette dernière⁹². C'est ce procédé complexe - où s'entrecroise la recherche permanente d'une libéralisation des espaces mais également une délimitation de cette liberté par le pouvoir, avec un dispositif de sécurité en constante définition - qui caractérise la société de surveillance selon De Maillard.

Le traitement de la délinquance dans la société de surveillance se démarque des sociétés de discipline et de contrôle, dans le sens où elle ne vise plus à punir et réintégrer le délinquant en analysant son associabilité ou sa psychologie. La société de surveillance va plutôt se concentrer sur le risque qu'il représente pour les espaces de liberté, en corrélation avec le niveau de déviance du délinquant et la vulnérabilité de la société. Le délinquant représente un danger social car il symbolise l'impossibilité pour la société de déceler son comportement déviant, faisant de lui une menace permanente, enterrant la possibilité d'une liberté totale. De Maillard précise alors que les courants de pensées actuels en criminologie et pénologie vont dans ce sens et démontrent la volonté de contraindre le passage à l'acte criminel⁹³. C'est là qu'interviennent les dispositifs de surveillance des comportements, pour à

⁹¹Ibid.

⁹²Ibid.

⁹³Ibid.

la fois mieux réprimander les délinquants et surtout les dissuader par leur présence systématique, tel un regard permanent, dans tous les espaces. C'est dans ce sens de sauvegarde de la sécurité nationale que la Loi sur la cybersécurité entrée en vigueur le 1er juin 2017 est adoptée. Le texte permet à l'État-Parti de renforcer son contrôle sur sa population et sur les données produites sur son territoire (C. DE MAILLARD, 2019, p.12). De plus, De Maillard pointe qu'aujourd'hui on ne recherche pas à comprendre les causes qu'ils nomment « subjectives » du passage à l'acte comme la pauvreté, l'éducation mais plutôt les causes « objectives » comme l'absence de dissuasion et de suivi des peines (C. DE MAILLARD, 2019, p.12.).

La société de surveillance se caractérise par le paradoxe du pouvoir de la société post-moderne, puisque d'un côté elle cherche à instituer l'accès à une liberté totale tout en détruisant cette même liberté par une protection totale jamais atteinte. La demande croissante pour plus de sécurité se solde par conséquent par une réduction de la liberté. Cette équation contradictoire était déjà présente avec le système carcéral. Foucault et Deleuze considéraient qu'il était une fabrique de la délinquance et il réussit puisque la délinquance justifie le système en place, soulève De Maillard. Il en est de même pour la société de surveillance qui se justifie dans son paradoxe, elle n'empêche pas le passage à l'acte mais réussit puisqu'elle justifie sa liberté totale à surveiller.

« En outre son échec tactique devient sa victoire stratégique : chacun de ses échecs légitime un peu plus à chaque fois l'illusion du besoin impératif de la sécurité totale qu'elle tente chimériquement d'atteindre. Le paradoxe de la société de surveillance devient donc sa raison d'être. » (C. DE MAILLARD, 2019, p.12.)

La surveillance est un concept qui naît du développement d'un besoin croissant de protection totale. De cette protection totale, la surveillance devient partie intégrante des modes de pensées des individus.

CHAPITRE IV : UNE SURVEILLANCE DE MASSE, DES MASSES ?

La surveillance a toujours été présente dans l'histoire humaine. La surveillance est une tradition en Chine. En effet « L'Art de la guerre », écrit il y a 2 500 ans le démontre : Sun Tzu y décrit comment les espions doivent être utilisés contre les ennemis ».

Les nouvelles technologies ont permis au gouvernement d'avoir recours à une surveillance plus performante. Selon Francois Godement, conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne, la Chine a pris un inquiétant tournant autoritaire sous la direction de Xi Jinping. D'après lui, le pays a construit le système « le plus extraordinaire que l'on puisse concevoir » (F. GODEMENT, 2019, p.8.). Cette omniprésence de la surveillance et de ses effets a interpellé plusieurs auteurs comme Sara Taghrid Bergendal, professeure au département d'informatique, des médias et de la communication de l'Université d'Uppsala. Elle analyse notamment les travaux sur la surveillance de David Lyon, éminent érudit et sociologue de la société surveillance depuis plus de vingt ans, en mettant en avant les points essentiels de son analyse.

4.1. Conceptualisation Théorique

La mise en œuvre de la surveillance est facilitée par les innovations technologiques. David Lyon, définit la surveillance comme :

« L'attention ciblée, systématique et routinisée de l'attention et de l'observation des habitudes, des conduites de vie, des comportements et des représentations des individus à des fins de domination, d'influence, de pouvoir, de management et / ou de protection. ». (D. LYON, 2007.)

Pour Bergendal, Lyon examine diverses branches ou idées et questions issues de la surveillance en société. En outre, il est essentiel, lors de l'étude de la surveillance à travers l'optique de David Lyon, de faire référence à ses idées nodales, que toutes les sociétés de l'information soient des sociétés de surveillance possédant deux visages et pouvant être comprises à travers quatre thèmes (coordination, risque, vie privée et pouvoir) et d'étudier la société de surveillance comme « une étude de cas de l'interaction technologie / société » (S. BERGENDAL, 2012, p.3). Lyon utilise la métaphore, discutable, de « l'orchestration sociale » pour montrer que la surveillance n'est ni coercitive ni contrôlante, mais que la participation active des citoyens permet de poursuivre la surveillance. Dans la lignée de Michel Foucault, il considère que nous, les citoyens, contrôlons notre propre surveillance jusqu'à un certain point, et que nos comportements et nos activités agissent comme des catalyseurs des mécanismes de surveillance de différentes manières et avec des effets variables (S. BERGENDAL, 2012, p.18-19).

Un autre élément important de la société de surveillance est le rôle de l'appareil physique, des outils technologiques et des biens matériels qui perpétuent les tendances de la société de surveillance. Il s'agit des ordinateurs, des câbles à fibres optiques, des caméras et des périphériques utilisés au quotidien par les populations du monde entier. Le déterminisme technologique est un courant de pensée par lequel « on suppose que le changement technique est un facteur indépendant de la société. D'une part, le changement technique est autonome [...]. D'autre part, un changement technique provoque un changement social » précise Dominique Vinck, sociologue des sciences et de l'innovation (D. VINCK, 1995, p.232). Lyon insiste donc sur le déterminisme technologique qui est trop souvent une réponse séduisante aux questions concernant les modèles en développement dans les sociétés de surveillance contemporaines. L'idée d'utiliser un appareil pour décrire, définir et élaborer une condition sociologique particulière est bien trop familière et peut même être reliée à la discussion sur l'avancement des sciences naturelles et le développement des technologies médicales (S. BERGENDAL, 2012, p. 19).

D'après Bergendal, Lyon affirme que le déterminisme technologique est trompeur car il détourne l'attention du monde physique et hors ligne. Sur le revers de la médaille, il énonce également que le mépris de l'impact du rôle technologique sur les relations sociales est destructeur pour la compréhension de la sociologie de la société de surveillance. Il proclame que fermer les yeux sur le rôle réel du soi actif dans le processus de renforcement des divisions sociales, des différences ou des inégalités est le meilleur argument qui puisse être avancé contre le déterminisme technologique (S. BERGENDAL, 2012, p. 21). Pour l'État-nation et les institutions, être averti signifie que la discipline et le pouvoir peuvent être facilement mis en œuvre. Bergendal estime que les prouesses organisationnelles et technologiques de l'État, de la police et des organisations sont l'une des raisons pour lesquelles ils peuvent mettre en œuvre ce pouvoir (S. BERGENDAL, 2012, p. 17).

Les aménagements spatiaux d'une ville dans le passé et la conception urbaine des mégalofoles à la fois moderne et post-moderne peuvent être des instruments facilitant la surveillance. L'infrastructure physique d'une ville signifie que les citoyens sont toujours « illuminés » et visibles. Bergendal rappelle les propos de Lyon sur cette forme de sécurité : « la plupart des gens voient dans l'ordre des réalisations positives » (S. BERGENDAL, 2012, p. 18). Il demande ensuite à son lecteur : « qui ne voudrait pas marcher sans peur dans une rue après la tombée de la nuit ? » (S. BERGENDAL, 2012, p. 18).

4.2. Un Capitalisme de Surveillance

Géraldine Delacroix, qui a été journaliste pour différents journaux et éditrice en chef avant de rejoindre Médiapart en 2009, publie en 2019 au sein de ce média un article reprenant l'analyse du concept de capitalisme de surveillance : « Le capitalisme de surveillance, maître des marionnettes ». Ce concept est élaboré dès 2014 par l'économiste américaine Shoshana Zuboff, professeure émérite à la Harvard Business School. Elle l'explicite dans son plus récent ouvrage, publié en 2019 : « *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the*

New Frontier of Power ». Né au 21^{ème} siècle, il est une forme inédite du capitalisme, définit comme étant le fruit de l'économie de la donnée (numérique). Les GAFAM⁹⁴ sont des groupes de plateformes technologiques de services en ligne promoteurs de ce modèle économique.

« Les données qu'ils collectent auprès des usagers de leurs services Internet – avec ou sans leur consentement, à leur insu ou pas – constituent la matière première de ce nouveau capitalisme, sa rentabilité étant assurée par l'exploitation commerciale de celles-ci. Le capitalisme de surveillance s'appuie sur une instrumentalisation des comportements individuels⁹⁵. ».

Shoshana Zuboff alerte sur les dangers que font courir les géants du web, en s'appropriant les données personnelles des utilisateurs. Ce procédé modifie non seulement le comportement des individus à leur insu et leur libre arbitre mais met en danger la démocratie. De plus, selon l'auteure, nous sommes brutalement entrés dans une nouvelle ère du capitalisme. Seulement 30 ans après la naissance d'Internet, on se trouve dans une situation « d'obscurcissement du rêve numérique » (G. DELACROIX, 2019, p.1). Les entrepreneurs privés de la surveillance se sont saisis du phénomène en résumant les individus à des utilisateurs, et pour l'auteure du concept ce terme démontre que le capitalisme n'est plus restreint à l'économie. C'est en effet un phénomène qu'elle veut combattre pour éviter l'automatisation des individus qui prospère des sentiments de ces derniers (G. DELACROIX, 2019, p.2). Ce n'est plus la force de travail mais l'ensemble de ce qui compose l'expérience humaine qui nourrit ce capitalisme de surveillance. Il est impossible de s'en extirper puisque qu'Internet occupe une place essentielle de la vie sociale, et qu'au sein de celui-ci s'opère un commerce constamment surveillé.

⁹⁴GAFAM: Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft.

⁹⁵F. LAUGÉE, 2019. « *Capitalisme de surveillance* ». Dans : La Revue Européenne des Médias et du Numérique : Consulté le 8 décembre 2019. Laugée Françoise est ingénieure d'études à l'Université Paris 2 - IREC (Institut de recherche et d'études sur la communication) elle nous offre une définition du concept de capitalisme de surveillance après avoir repris les analyses de Zuboff et Delacroix.

Ce phénomène se sert de manière innovante, des sentiments des individus afin de générer du profit. La vie des personnes est régie pour les relations sociales, amoureuses, le vote et les achats divers. La souveraineté de nos propres vies serait perdue selon l'auteure, et les comportements des personnes deviennent un produit. En effet, des entreprises récoltent ces données en spéculant sur les comportements futurs qui seront achetés et vendus sur un nouveau marché (G. DELACROIX, 2019, p.2). Les géants du web tel que Google ou Facebook sont les acteurs de ce capitalisme de surveillance qui imposent un choix illégitime. D'autant plus que, c'est une relation asymétrique qui s'opère puisque ces entreprises savent tout de leurs utilisateurs alors qu'eux ne savent rien, empêchant l'autonomie individuelle préconisée par les sociétés démocratiques. Si la lutte pour la confidentialité des données et des monopoles est nécessaire, elle ne semble pas suffisante pour préserver l'humanité des individus. Il est clair qu'il est indispensable de repenser ce système qui s'appuie sur l'essor des nouvelles technologies, qui sont comme le rappelle l'auteure simplement des outils alors que le « capitalisme de surveillance est une logique en action » (G. DELACROIX, 2019, p.2). La technologie est au service de l'économie et du profit, puisque le capitalisme de surveillance ne peut pas exister sans Internet.

Le capitalisme marque l'entrée dans une nouvelle ère qui conteste la précédente, puisqu'il dépossède l'individualisation supposée permettre à chacun d'être en mesure de réaliser sa propre vie sans contrainte de lieu, genre ou de classe. Or les inégalités qui grandissent à une vitesse fulgurante viennent exposer les faiblesses de ce système. C'est dans ce contexte que le capitalisme de surveillance avec Google en tête de file va cibler les personnalités de chacun, en créant par exemple les publicités ciblées. L'auteur pointe d'ailleurs que Zuboff avance que Ford et General Motors ont été au capitalisme industriel ce que Google est au capitalisme de surveillance (G. DELACROIX, 2019, p.3).

En 1999, Google a plus de 7 millions de recherches chaque jour et n'en tire aucun revenu. Il n'aura pas fallu attendre longtemps avant que Google se plie à la pression des investisseurs et permettra non pas de diriger une publicité en fonction de mots-

clés mais rendra visible celle-ci aux personnes jugées adéquates. Par conséquent, cela permet aux publicitaires de cibler davantage le public recherché. Ce procédé de récolte de données est identifié et nommé par Shoshana Zuboff comme « le surplus comportemental » : valeur ajoutée qui permet aux revenus publicitaires d’exploser et qui compose le modèle économique de Facebook (G. DELACROIX, 2019, p.4). Google va d’ailleurs breveter en 2003 son modèle de collecte de données « Générations d’informations d’utilisateur pour une utilisation dans la publicité ciblée », ainsi la compagnie passe du service à la surveillance des usagers (G. DELACROIX, 2019, p.4). Aujourd’hui cela fait partie intégrante du quotidien.

Google et Facebook ont continué d’acquérir des entreprises pouvant fournir des données et développer des systèmes d’exploitation de téléphones mobiles afin d’avoir accès aux moindres comportements quotidiens et de tout savoir des usagers. Les directeurs de Google s’en réjouissent en 2004, en parlant du monde numérique comme le plus grand espace non gouverné au monde. Ils précisent d’ailleurs que déjà en 2004, le vol des données personnelles était effectué sans aucune autorisation (G. DELACROIX, 2019, p.4). Cette logique d’entreprise est rapidement utilisée par les gouvernements notamment après les attentats du 11 septembre 2001, qui permet au gouvernement américain de publier le *Patriot Act*⁹⁶ et ainsi d’avoir accès aux informations numériques sur les individus possiblement membres d’organisations terroristes. Les révélations de Snowden sur la surveillance de masse du gouvernement n’ont pas empêché que la collaboration entre les géants du high-tech et les gouvernements reprennent de plus belle.

L’auteure enchaîne différents exemples démontrant du caractère intrusif des manières de collecter des données au sein des sphères privées des individus. Que cela soit de guider des joueurs de jeux-vidéos à se trouver dans une zone où de la publicité peut être vue, ou encore la récolte de données par Google Maps pour

⁹⁶ *Le Patriot Act* est une loi anti-terroriste votée par le Congrès des États-Unis et signée par G.W. Bush en octobre 2001. Cette loi autorise les services de sécurité à accéder aux données informatiques détenues par les particuliers et les entreprises, sans autorisation préalable et sans en informer les utilisateurs.

cartographier l'intérieur des ménages via les robots aspirateurs, la collecte de données s'immisce de plus en plus dans la sphère privée. Enfin, comment certains messages sont adressés à certains utilisateurs lors de campagne électorales démontre d'une efficacité d'influence selon l'étude de la revue scientifique Nature (G. DELACROIX, 2019, p.5). Cette dernière expérience soulève la question de la pertinence des résultats lorsque les utilisateurs sont cobayés à leur insu, ce qui est constamment le cas sur Internet. La possession des données par les entreprises de récoltes ou les utilisateurs eux-mêmes n'est pas le sujet, puisque pour Zuboff, elles ne devraient pas exister. Leur existence légitimise et institutionnalise davantage leurs saisies (G. DELACROIX, 2019, p.6).

Afin d'arriver au capitalisme de surveillance d'aujourd'hui, celui-ci est passé par plusieurs phases énumérées par l'auteure :

« L'incursion (prendre sans demander), l'habitation (on ne peut pas faire autrement), l'adoption (faire amende honorable et promettre de faire mieux, Facebook en ce moment) et enfin la redirection, partir sur une autre voie pour prendre de vitesse les volontés de régulations » (G. DELACROIX, 2019, p.6).

Facebook intègre parfaitement ce schéma, notamment en fusionnant toutes les messageries (Instagram, WhatsApp, et Messenger). L'application de jeu mobile Pokémon Go qui a connu un grand succès a poussé ses joueurs, à leur insu à se diriger à des endroits bien précis pensant qu'ils allaient attraper des pokémons. Ils se retrouvent devant telle ou telle boutique qui avait payé le jeu afin d'avoir des potentiels clients, c'est une forme inédite et non réglementée de publicité (G. DELACROIX, 2019, p.7). En résumé le capitalisme de surveillance, s'immisce dans l'intimité et jusque dans l'émotionnel des utilisateurs via l'espace numérique à la poursuite de toujours plus de profit.

La récolte de données en Chine est monnaie courante, et le gouvernement peut

compter sur le soutien des géants du web local. Ainsi il bénéficie de tous les éléments dont Zuboff nous alerte, c'est-à-dire l'appropriation des émotions, des possibilités de décision, modifiant ainsi le comportement de ses citoyens. Les compagnies font un profit financier et le gouvernement bénéficie d'un moyen de contrôle. Parfois les publicités peuvent être outil de propagande au service des grands partis politiques, tel que le Parti unique chinois ou les Partis Démocrate ou Républicain américain. Le capitalisme de surveillance démontre d'un enrichissement croissant sur les données recueillies. L'instrumentalisation des nouvelles technologies est là encore au cœur de la pénétration insidieuse du gouvernement dans tous les aspects de la vie du citoyen.

Ces technologies sont présentes partout et composent désormais le monde ultra-connecté dans lequel nous nous trouvons.

4.3. Un Monde Ultra-Connecté

Frédéric Sebag, co-président et fondateur d'Open, une entreprise qui accompagne de grands groupes⁹⁷ dans leur transition numérique, livre son ressenti à Corinne Bouchouchi, journaliste pour L'Obs, sur le monde ultra-connecté dans lequel nous nous dirigeons suite au salon de la Tech de 2020 qui a eu lieu à Las Vegas. On constate aussitôt que le bilan inquiète Sebag qui mentionne le fait que la technologie se trouve partout, même un ventilateur a besoin d'être connecté aujourd'hui. Les progrès de ces technologies vont permettre des avancées dans le domaine de la santé et dans la gestion des « smart cities ». Or, ce qui alerte Sebag, c'est ce qui va advenir des données récoltées. Sebag souligne la mutation de notre rapport à l'informatique. Alors qu'avant elle proposait uniquement de nous assister dans des tâches fastidieuses, elle s'impose désormais à notre esprit par la pertinence et la force de ses propositions, avant même que nous ayons formulé une demande ou un désir⁹⁸. Il prend l'exemple du réfrigérateur connecté qui nous indique des recettes

⁹⁷ Les grands groupes sont notamment EDF, BNP Paribas, Engie ou PSA.

⁹⁸ F. SEBAG, 2020. Dans : L'Obs. « *Ce monde ultra-connecté pense à notre place* », «

en fonction de ce qu'il contient, avant même qu'on en ait l'idée ou l'envie. L'impression de Sebag rentre totalement dans la logique de profit de ces données mise en avant par le concept de capitalisme de surveillance. Enfin, il remarque que ce n'est absolument pas la préoccupation de ce genre de salon de savoir comment protéger les données, les libertés individuelles et qu'il faudra certainement s'y atteler afin de former les grandes entreprises sur l'éthique et les usages visés par ces nouvelles puissances numériques.

La Chine a pris toute la mesure de l'importance du contrôle des réseaux. Elle a appris de la débâcle de l'Union Soviétique face aux États-Unis et se perçoit toujours menacée par les ingérences occidentales. François Bougon, journaliste spécialiste de la Chine, soulève d'ailleurs que les discours aux références à la Guerre Froide d'Hillary Clinton de 2010, sur l'importance du contrôle des nouvelles technologies vont dans ce sens (F. BOUGON, 2019, p.203). Ayant une conscience particulière de la valeur des réseaux, Xi Jinping créé dès 2014 sa « Conférence mondiale de l'Internet » où il y prend la parole chaque année. L'objectif est de mettre en avant le désir chinois de faire respecter la « cybersouveraineté ». Il déclare en 2015, « qu'aucun pays ne doit poursuivre l'hégémonie dans le cyberspace ni interférer dans les affaires internes d'autres pays, ou prendre part, participer ou soutenir des cyberactivités qui sapent leur sécurité nationale » relève Bougon (F. BOUGON, 2019, p.204).

Les patrons des entreprises de la tech chinoise sont sommés d'être présents à ces conférences et les patrons américains y sont aussi conviés. Ils assistent donc aux sermons du leader chinois, avec l'idée de pouvoir accéder au marché chinois. Les dirigeants avaient bloqué Facebook et Twitter en 2009 suite à des émeutes dans la province musulmane de Xinjiang. Ils avaient compris le poids des réseaux sociaux comme outils de mobilisation, et ce, avant même que le Printemps Arabe est lieu. Ainsi les seuls médias sociaux autorisés sont nationaux et soumis au regard des

<https://www.nouvelobs.com/high-tech/20200115.OBS23504/ce-monde-ultra-connecte-pense-anotre-place.html#modal-msg> » consulté le 24 janvier 2020.

services de censure du gouvernement chinois. Privilégier les entreprises chinoises en imposant des conditions draconiennes aux GAFAs a un double intérêt. En effet, d'une part cela empêche des zones de liberté hors de tout contrôle sur Internet et d'autre part permet aux BATHX (Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei et Xiaomi) de concurrencer l'influence américaine (F. BOUGON, 2019, p.208).

Certaines entreprises américaines sont néanmoins prêtes à tout pour percer cette muraille chinoise. Par exemple, Mark Zuckerberg (Facebook) travaille sur un outil de censure qui permettrait aux partenaires chinois de supprimer des sujets de discussions, révèle en 2016 le New York Times (F. BOUGON, 2019, p.210). De plus, Apple a effectué un transfert de données stockées sur son service iCloud par des utilisateurs de l'Empire du Milieu sur le sol chinois, offrant la possibilité aux autorités chinoises l'accès aux e-mails, SMS, ou autres données sans passer par le système légal américain (F. BOUGON, 2019, p.212). En août 2018, l'Intercept a révélé que Google préparait une version spéciale de son service de recherche destinée à être utilisée en Chine. Cette initiative secrète, baptisée « Project Dragonfly », a produit une application Android apparemment conçue pour permettre le retour de Google en Chine en satisfaisant les demandes, y compris le blocage des résultats et de termes de recherche sur des sujets tels que la liberté de parole, les manifestations, la démocratie, les droits de l'homme, et la religion (X. QIANG, 2019, p.63). Google avec son projet Dragonfly, s'est attiré de vives critiques, notamment du gouvernement américain, pour développer ce moteur de recherche adapté à la République populaire (F. BOUGON, 2019, p.214). Ces exemples démontrent que l'appât du gain de ces grandes entreprises est plus fort que les valeurs morales défendues par leur pays d'origine et permettent de mettre en avant l'attraction qu'a la Chine à l'international. Ben Gomes, responsable du projet Dragonfly, se défend en disant qu'en plus d'être une aubaine financière, le marché chinois séduit par son avant-gardisme dans l'innovation, comme l'intelligence artificielle, secteur crucial dans les prochaines années (F. BOUGON, 2019, p.215).

Les avancées spectaculaires de la Chine dans le domaine numérique n'ont pas tardé

à alerter les dirigeants occidentaux et particulièrement américains. Elles interrogent sur leurs instrumentalisations, puisque, mises au service du contrôle de la population, c'est une « projection tout orwelienne de la société - proche de la série britannique *Black Mirror* - qui se dessine » (F. BOUGON, 2019, p.217). Dans ce sens, on peut pointer le caractère hypocrite d'Hilary Clinton lorsqu'elle dénonce, en 2018, la répression de la minorité musulmane ouïghoure grâce aux nouvelles technologies comme « goulag high tech » (F. BOUGON, 2019, p.214), puisque les affaires de surveillance de masse ou autres actions d'ingérences rendues publiques par Snowden et Assange⁹⁹ démontrent d'actions similaires du gouvernement américain. On constate le véritable enjeu que représente l'espace numérique et la lutte pour le contrôle de celui-ci par les différents gouvernements.

4.4. La Surveillance des Citoyens par les Citoyens

Dès le milieu des années 2000 en Chine, des équipes de citoyens lambda sont formées pour surveiller les villes. Ces équipes sont composées bien souvent de volontaires ou retraités qui observent les faits et gestes des passants. Près de 80% des villes chinoises ont recours à ce dispositif, informe Cyrille Pluyette, journaliste et ancien correspondant en Chine (C. PLUYETTE, 2019, p.113). Xi Jinping utilise les masses comme agents de renseignements.

Le politologue chinois Chen Daoyin, mentionné par Pluyette, affirme que le PCC cherche à créer un système lui permettant de contrôler les individus sur leur lieu de résidence car la libéralisation économique a fragilisé certains dispositifs existants (C. PLUYETTE, 2019, p.114). Cette mobilisation des masses est très précieuse pour le régime afin de contenir des mécontentements, notamment lors

⁹⁹ Julian Assange, connu pour être le fondateur de Wikileaks, site par lequel il révèle des agissements gouvernementaux. Il est parti du principe qu'il y avait une asymétrie dans les relations de surveillance entre le gouvernement et les citoyens. En révélant les actions du gouvernement pour le rendre responsable de ces actes il voulait rétablir l'équilibre. Il fait l'objet de mandats d'arrêts pour trahison notamment. Il a exposé de nombreux faits concernant Hillary Clinton, ces liens avec Goldman Sachs, les biais du parti démocrate à l'encontre de Bernie Sanders (candidat des primaires démocrate) etc... Donald Trump avait également déclaré en 2010 qu'il souhaitait qu'il soit exécuté..

d'événements sensibles. Judith Audin, chercheuse au Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine (CEFC), décrypte que cet atout permet au gouvernement de montrer une efficacité à maintenir la sécurité, la stabilité de manière efficace en sollicitant l'aide des citoyens allégeant ainsi son image autoritaire (C. PLUYETTE, 2019, p.114). Pluyette pointe que la surveillance est mise en place sous les Song et généralisée sous les Qing, au 18ème siècle. En effet, le système du baojia instaure un principe mutuel entre familles pour garantir le respect de la loi et la loyauté politique. Puis sous Mao, les danwei composés d'ouvriers et d'employés qui sont des unités de travail étatiques, régissent leur vie et celle de leur famille. Il s'en suit l'apparition de comités de quartiers, constitué de femmes âgées dévouées au Parti, qui savent tout des habitants. Elles vont par exemple dénoncer les femmes ne respectant pas la politique de l'enfant unique (C. PLUYETTE, 2019, p.114).

La technologie numérique permet aux systèmes de surveillance des citoyens par les citoyens une performance sans précédent comme en démontre l'existence de sites et d'applications sur smartphones de délation. On peut signaler un comportement suspect, et poster des photos ou vidéos (C. PLUYETTE, 2019, p.115). Le régime ne s'arrête pas là et lance un projet dans les campagnes baptisé « Xueliang » (œil perçant) en connectant des caméras de surveillance aux télévisions et téléphones portables des villageois afin qu'ils soient transformés en vigiles sans avoir à quitter leur canapé (C. PLUYETTE, 2019, p.115).

L'essence même du capitalisme cherche toujours de nouvelles débouchées pour augmenter son profit. Nous avons vu l'émergence d'un nouveau concept, le capitalisme de surveillance qui se développe grâce aux technologies numériques. La Chine représente un gigantesque marché très alléchant et le gouvernement chinois l'a bien compris. Dans cette nouvelle ère numérique et d'instrumentalisation des nouvelles technologies, aucun aspect n'est négligé, notamment la maîtrise de la donnée. Il en est de même aux États-Unis, où, à l'époque de l'administration Obama, ce dernier avait défendu avec succès sa volonté de pouvoir utiliser des appareils dotés de GPS afin de suivre tous les mouvements d'un individu ciblé sans décision ni examen judiciaire préalable. Par la suite, certains

observateurs, comme Steve Mann, un ancien du Media Lab du MIT, ou l'auteur de science-fiction David Brin, sont passés à l'étape supérieure dans la surveillance. Il s'agit de la *sousveillance* ou de *l'équiveillance*. Ces techniques permettent d'équilibrer la surveillance des citoyens par les autorités à l'aide d'une surveillance des autorités par les citoyens. Ce phénomène s'est d'ailleurs développé spontanément avec l'utilisation de plus en plus massive d'instruments d'enregistrement personnels aux performances très améliorées par le numérique. Appareils photos, caméscopes de poche et, surtout, téléphones mobiles prenant photos et vidéo, sont autant de moyens discrets d'enregistrer les paroles malheureuses d'hommes politiques ou les dérapages des forces de police.

CHAPITRE V : INSTRUMENTALISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les nouvelles technologies constituent une avancée en tant que telle et leur potentiel s'exprime dans leurs déclinaisons d'utilisations. L'espace numérique devenant toujours de plus en plus grand, les données toujours plus abondantes, elles deviennent alors le centre de multiples intérêts.

5.1. Big Data

Le régime chinois a mis en place le Groupe Central d'Information sur la Sécurité et l'Informatisation de l'Internet (GCISII) dirigé par de hauts dirigeants, dont le président Xi Jinping, afin d'adopter l'ère numérique. Jinghan Zeng, directeur adjoint du Centre pour les politiques Africaines, Asiatiques et du Moyen-Orient (AAMO) et maître de conférences au département de la politique, des relations internationales et de la politique chinoise, souligne que le Big Data a été officiellement annoncé comme une « industrie émergente » en Chine et que des politiques nationales spécifiques ont donc été prises pour le soutenir. En 2015, le Conseil d'État de Chine a publié « la plate-forme d'action pour promouvoir le développement du Big Data » afin d'encourager l'innovation sociale et d'améliorer la gouvernance (J. ZENG, 2015, p.1447). Le Big Data, ayant un grand potentiel, sont un ensemble de données trop volumineuses dépassant la capacité humaine et de certains outils informatiques classiques dans leur gestion ou leurs analyses.

La Chine compte le plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet, de téléphones mobiles et de réseaux sociaux. Le gouvernement considère les données comme des ressources stratégiques nationales et le développement de mégadonnées comme une stratégie dans l'espoir de renforcer son potentiel commercial et d'améliorer la sécurité et la gouvernance du régime (J. ZENG, 2015, p.1448).

En Chine, en 2015, quatre projets de loi sont financés pour faire de la protection de la vie privée une préoccupation majeure de la collecte de données numériques.

« Cependant, l'accent est mis sur la manière de protéger les droits des consommateurs contre les entreprises. Étant donné le contrôle strict du gouvernement sur le financement, aucun projet sur la manière de protéger les droits civils ne sera privilégié. » (J. ZENG, 2015, p.1449).

En développant Internet et en le contrôlant, les dirigeants chinois ont mis au point une stratégie de gouvernance par le biais des nouvelles technologies. L'utilisation du Big Data apporte de grands changements, comme le montre Zeng avec l'exemple du recensement et des statistiques.

Depuis l'époque impériale, les gouvernements chinois ont éprouvé des difficultés à obtenir de véritables informations sur leur population massive. Le régime central a dû compter sur les gouvernements locaux pour collecter et communiquer des informations afin de prendre des décisions. Ces informations se sont révélées être fausses et conduites par des individus ou des intérêts bureaucratiques. « Dans la Chine de Mao Zedong, le faux rapport sur la production alimentaire pendant le Grand Bond en avant était la principale raison de la grande famine » (J. ZENG, 2015, p.1450). Avec le développement du Big Data, l'État central espère accéder directement à l'information réelle. Néanmoins, le Big Data rassemblant un large nombre de données, leur traitement peut s'avérer aussi difficile que le problème en lui-même. Les données massives ont des effets positifs sur l'efficacité bureaucratique et la qualité des services publics, mais ont également un grand potentiel pour améliorer la surveillance de l'État.

Du côté américain, en juin 2015, le Congrès a souhaité faire passer une nouvelle loi. Le Freedom Act devait mettre un terme à la collecte massive de données par la NSA (agence nationale de sécurité) et son programme d'écoutes téléphoniques dévoilé par Edward Snowden. Cette loi préserve néanmoins la capacité des services de

renseignement à obtenir les métadonnées stockées chez les opérateurs téléphoniques, en faisant des demandes au cas par cas. Une nouvelle étape a été franchie en matière de surveillance en mars 2018 avec la promulgation du Cloud Act. Ce texte rend légale la saisie de tout courrier électronique ou autres données numériques stockées sur des serveurs américains, y compris à l'étranger. Les grands acteurs locaux du Cloud et leurs filiales, ainsi que chaque entreprise étrangère opérant sur le territoire doivent s'y conformer.

Aux États-Unis, la principale limite au développement des projets Big Data est une question budgétaire. La raison de ces investissements faibles semble être le manque d'espoir des dirigeants outre-Atlantique. La majorité d'entre eux seraient « moyennement » portés à croire que les projets Big Data peuvent entraîner un profit pour l'entreprise. Par conséquent, les développements Big Data restent confinés à des départements précis (sauf certains cas ponctuels). Les responsables de projets Big Data états-uniens sont plus nombreux à faire part de leur crainte de ne pas réussir à intégrer leurs projets dans l'entreprise toute entière.

5.2. L'ère d'Internet

L'arrivée dans les années 90 de la « société de l'information » en Chine a relancé et amplifié le débat au sein du parti entre développement et démocratie. Une « société de l'information » est le résultat de l'explosion de l'accès d'informations tirées par le numérique et de l'expansion de la communication, revisitant l'organisation sociale. Xiao Qiang revient sur l'arrivée en Chine d'Internet et la capacité des technologies digitales à promouvoir un réseau de communication pour les citoyens chinois. Xiao Qiang est un chercheur scientifique, professeur adjoint et directeur du laboratoire des contre-pouvoirs à l'école de journalisme de l'Université de Californie à Berkeley. Entre 1991 et 2002, il a été directeur exécutif de : Human Rights in China, une ONG basée à New York. Dans un environnement de contrôle gouvernemental, où la liberté d'expression et l'accès à l'information sont très durement restreints, Internet a permis aux citoyens d'obtenir des informations non

censurées, de s'exprimer librement et même d'organiser des manifestations. Selon le Centre d'Informations du Réseau Internet de Chine à la mi-année 2018, il y avait approximativement 800 millions d'utilisateurs d'Internet en Chine (X. QIANG, 2019. p.53).

Selon le sinologue Jean-Pierre Cabestan cette frénésie est pour la majeure partie liée à des achats en ligne ou à la mise en place de fan-clubs (chinois qui se regroupent par affinités), mais cela n'a pas empêché le pouvoir politique de s'interroger sur les possibles dérives qu'Internet peut apporter. Deux points de vue contradictoires vont émerger : un regard positif sur la possibilité d'une démocratisation de la Chine grâce à ces nouvelles technologies mais également un regard négatif qui voit la possibilité pour le gouvernement d'augmenter son contrôle sur la population. Il en résulte des études aux conclusions mitigées, comme le souligne Cabestan. Ce dernier insiste sur deux points. D'une part, il n'y a aucun réseau de surveillance assez efficace pour rendre la société hermétique à des messages de dissidents. D'autre part, Internet représente une communauté bien trop fragmentée pour se transformer en une réelle force politique qui pourrait peser de manière organisée et systémique sur le pouvoir (J-P. CABESTAN, 2014. p. 514).

Qiang souligne que le gouvernement chinois a combiné une infrastructure physique de surveillance et de coercition de plus en plus vaste avec les technologies numériques de pointe. La censure et la propagande semblent avancer ensemble ainsi que la surveillance et l'intimidation. Elles sont complétées par la contrainte, par des visites de police et des arrestations (X. QIANG, 2019. p.53). Xi Jinping a fait du contrôle de l'information une priorité pour assurer la légitimité du parti. Les membres du gouvernement peuvent puiser dans cette capacité pour anticiper les manifestations et écraser l'opposition (X. QIANG, 2019. p.54). Qiang souligne le titre du magazine Wired : la nouvelle génération des opérations de surveillance est en effet là où « Big Data rencontre Big Brother ».

Suite à la prise de poste de secrétaire général en novembre 2012 de Xi Jinping, les

autorités chinoises ont commencé à surveiller et punir les commentaires sur Internet jugés subversifs. Un mois après, le Congrès du Comité Permanent a adopté des règlements obligeant ceux qui souhaitent utiliser Internet via des téléphones mobiles ou créer un compte de médias sociaux de fournir leur vrai nom aux fournisseurs d'Internet. La réglementation exigeait également des entreprises de jouer un rôle plus important dans la suppression et le compte-rendu des posts en infraction (X. QIANG, 2019. p.54). Peu après 2013, le gouvernement avait embauché plus de deux millions de personnes en tant que « moniteurs de microblog » pour signaler les messages en ligne aux censeurs officiels¹⁰⁰ (X. QIANG, 2019. p.54). Bloquer des sites ou des messages contraires à la pensée du Parti Unique s'avère facile et efficace pour le gouvernement chinois car il peut compter sur la technologie développée par des entreprises telles que Huawei. Il existe une méthode radicale de blocage, mais aussi une technique de filtrage plus subtile. Selon Remoiville, journaliste reporter en Chine :

« Avant d'écrire des mots-clés sur des sujets sensibles comme le Tibet, nous sommes arrivés sur une page blanche, maintenant vous avez de bons sites, mais ils sont tous contrôlés par le gouvernement chinois. C'est un subterfuge pour donner l'impression qu'il n'y a pas de censure.¹⁰¹ ».

Cabestan remarque que certains termes sont hiérarchisés en fonction de leur niveau de sensibilité et du contexte (J-P. CABESTAN, 2014. p. 515). Comparé à l'Occident, la situation paraît bien différente en Chine. « Les dirigeants actuels n'ont aucun défi à relever et ne risquent pas d'être battus par un processus électoral » explicitent Olivier Arifon et Philippe Ricaud, conférenciers en sciences de l'information et de la communication¹⁰². Néanmoins, le gouvernement doit faire face à des défis de

¹⁰⁰ Ces « moniteurs » n'ayant pas le pouvoir de supprimer eux-mêmes les messages.

¹⁰¹ Marie DE FOURNAS, 2017, Dans 20 Minutes : « Comment la Chine s'enfonce plus dans la censure internet », online : « <http://www.20minutes.fr/high-tech/2194647-20171229-comment-chineenfonce-toujours-plus-censure-internet> », consulté le 20 mai 2019.

¹⁰² Olivier Arifon, Philippe Ricaud, 2006. « Le contrôle d'internet en Chine : L'avèrs et le Revers. Regards sur La Société de l'Information ». AFRI, Volume VII.

contestation, comme ce fut le cas avec les événements de Tiananmen. Ces auteurs observent, tout comme les politologues européens et les dissidents chinois, la montée de la « société de l'information », favorable à l'évolution de la société chinoise. Cependant, il semble que le gouvernement ait décidé d'utiliser Internet pour ses intérêts de contrôle du message diffusé ainsi que la mise en avant de sa culture. Les auteurs évoquent l'analyse du régime chinois de Jean Luc Domenach, sinologue et politologue :

« Le régime chinois est engagé sur le marché mondial mais reste lui-même, en tant que grande puissance, pour pouvoir, sans payer un prix politique important, rester dans le petit nombre de pays qui tire le meilleur parti de la mondialisation et la contrôle¹⁰³. ».

La Chine utilise et intègre Internet depuis 1994, consciente de l'intérêt d'un réseau et de connexions efficaces à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. L'architecture du réseau a été développée sous plusieurs administrations, selon une règle spécifique qui permet de contrôler l'expansion du trafic à travers le pays : une solution qui facilite l'installation de filtres et de logiciels spécialisés pour les sites hébergés à l'étranger¹⁰⁴. Dès le départ en 1996, un premier projet de loi contrôlant l'accès à Internet et son contenu a été proposé. D'autres réglementations ont fait suite, tel que : la décision révolutionnaire de la Cour Suprême en 2013 qui autorise des peines de prison allant jusqu'à trois ans pour l'affichage de commentaires qui répandent des rumeurs, qui sont réputés diffamatoires si ces posts ont été republiés plus de cinq cents fois ou visionnés par cinq mille personnes, qui organisent des manifestations ou incitent des troubles ethniques (X. QIANG, 2019. p.54).

En 2014, le PCC forme un Groupe de Dirigeant Central pour les Affaires de Cyber Espace, présidé par le président Xi. En 2016, le groupe adopte la première loi en cybersécurité, imposant une série d'exigences visant à faciliter le contrôle et l'accès

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Ibid.

aux données par l'État. Les fournisseurs de services classés comme « opérateurs d'infrastructures d'informations critiques » conservent certaines informations dans des centres de données situés à l'intérieur des frontières chinoises, et les entreprises doivent subir une évaluation de sécurité si elles veulent transférer leurs données hors du pays (X. QIANG, 2019. p.55). Dans cette optique de garder et limiter les connexions au travers des frontières du pays, le PCC fait des mises à jour constantes sur « The Great Firewall », soit « La grande muraille digitale de Chine ».

Arifon et Ricaud dressent un inventaire des actions et des outils mis en place par le gouvernement chinois. En voici quelques exemples :

« Nécessité d'une déclaration et approbation de nouveaux sites avec le gouvernement, la même approche que pour les journaux et autres médias ; les sites existants devaient s'inscrire avant la date limite du 30 juin 2005 auprès du gouvernement / interdiction de publier toute information non validée par le Pacte d'État pour l'Administration de la Presse et des Publications / appartenance à des portails, moteurs et fournisseurs d'accès à une charte de conduite émise par l'Association chinoise d'Internet / suivi de sites, blogs et forums de discussion par du personnel spécialisé, des cyber-policiers, le ministère de la Sécurité publique / censure en temps réel d'outils de discussion sur Internet¹⁰⁵ »

La Chine prend en charge la sécurité au service de la réputation du pays, de la promotion des sectes et des superstitions, de la diffusion des rumeurs, mise en péril ou diffamation pouvant nuire à la réputation des individus. Deux interdictions non publiées ont été ajoutées à ces règles : l'encouragement aux rassemblements illégaux, aux grèves, aux perturbations de l'ordre public ; l'organisation d'activités illégales ou la création d'associations illégales via Internet. Les interdictions n'empêchent pas des mobilisations et une opposition aux décisions gouvernementales.

¹⁰⁵ Ibid.

Le régime central soutient qu'Internet peut contribuer à favoriser une révolution politique similaire à celle du Printemps Arabe de 2011, dans la région ANMO (Afrique du Nord et Moyen-Orient). La leçon tirée du Printemps Arabe est qu'un régime doit contrôler strictement son réseau social et sa capacité à réagir à une crise d'opinion importante¹⁰⁶. En mettant en œuvre ces mesures, le régime est capable de rendre les individus responsables de leurs comportements dans le monde virtuel. « Cela a sans aucun doute créé une sorte d'effet dissuasif qui obligerait à une sorte d'autocensure et les utilisateurs de médias sociaux seraient très prudents lorsqu'ils publieraient des informations sensibles¹⁰⁷ ». Les internautes chinois luttent contre cette censure, mais leur combat reste risqué. En 2018, un citoyen chinois, Wu Xiangyang, a été condamné à cinq ans et demi de prison et à une amende de 64 000 euros pour avoir « exploité illégalement » des logiciels de VPN (Virtual Private Network) et des serveurs de vente. C'est la condamnation la plus sévère connue à ce stade dans une affaire VPN¹⁰⁸. La Chine a fait un effort systématique pour perturber les services VPN depuis au moins septembre 2012, année de son lancement, pour déployer une technologie « capable d'apprendre, de découvrir et de bloquer les méthodes de communication cryptées utilisées par un certain nombre de différents systèmes VPN » (X. QIANG, 2019. p.56).

Ce désir de contrôle n'est pas isolé et se retrouve dans plusieurs régimes. Courrier International mentionne que les gouvernements de ces pays : Australie, le Zimbabwe, l'Arabie Saoudite et le Vietnam tentent de restreindre l'utilisation d'Internet, tout en l'utilisant pour leurs propres avantages. Par exemple, à Cuba, il était nécessaire d'obtenir une autorisation de l'administration pour accéder à un ordinateur connecté à Internet jusqu'en 2013¹⁰⁹. Le gouvernement chinois ne se

¹⁰⁶ Jinghan Zeng, 2015. Op, Cit.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ La Presse, 2018. « Censure de l'internet en Chine : l'étau se resserre sur les entreprises étrangères », « <http://www.lapresse.ca/techno/internet/201803/30/01-5159306-censure-delinternet-en-chine-letau-se-resserre-sur-les-entreprises-etrangers.php> », consulté le 20 mai 2019.

¹⁰⁹ Courrier international, 2013. « Cuba. Le Net, filtré et réservé aux friqués », « <http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/17/le-net-filtre-et-reserve-aux-friques> », consulté le 20 mai 2019.

montre pas avare quand il s'agit de protéger son contrôle d'Internet. Selon le China Digital Times, un site dissident géré aux États-Unis, Pékin dépenserait plus de 5 milliards d'euros chaque année pour le fonctionnement de son grand mur de censure érigé pour contrôler le Web.

5.3. Les Réseaux Sociaux, une Nécessité ?

Bei Qin est professeur adjoint à la faculté de commerce de la faculté des sciences économiques, financières à l'Université de Hong Kong. David Strömberg est professeur à l'Institut d'études économiques internationales à l'Université de Stockholm, en Suède. Yanhui Wu est professeur assistant en finances et en économie d'entreprise à la Marshall School of Business, à l'Université de Californie du Sud, Los Angeles, Californie, USA. Ils nous proposent dans leur texte « *Why Does China Allow Freer Social Media ? Protests versus Surveillance and Propaganda* » une analyse des réseaux sociaux en Chine. Ils montrent que la censure du gouvernement n'y est pas totale. Les médias sociaux sont pourtant des moyens de diffuser des messages et des moyens d'organisation de plus en plus efficaces. Ce type de support peut accroître l'accès des citoyens à l'information et limiter la capacité des gouvernements autoritaires à agir sans surveillance (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.118). Les réseaux sociaux sont donc un outil de résistance et d'activisme, car ils diffusent rapidement les informations et obligent ainsi le gouvernement à rendre des comptes.

Les médias sociaux peuvent être un excellent outil d'organisation politique, mais restent néanmoins contrôlés par le gouvernement, tentant d'évaluer l'opinion publique et ainsi de contenir les menaces avant qu'elles ne se propagent davantage. Ce contrôle affiché et accepté nous rappelle le modèle de surveillance du panoptique. Les utilisateurs savent qu'il y a une forte probabilité qu'ils soient contrôlés sans pour autant en être certains. Les auteurs Qin, Strömberg et Wu questionnent alors « l'efficacité d'un système de surveillance basé sur les médias sociaux, dans une autocratie » (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.118).

Cette possibilité est évaluée en explorant une méthode de détection simple, et montre que les réseaux sociaux s'avèrent très efficaces, et à moindre coût, pour anticiper des contestations sociales. Les citoyens de Chengdu ont posté des messages sur Sina Weibo appelant à des manifestations contre le lancement d'un projet p-xylène (PX) local comportant un facteur risque selon les anti-PX, le samedi 4 mai 2013. Cet appel a été intercepté par le gouvernement de Chengdu, qui a immédiatement pris des mesures : faire du samedi et dimanche de cette semaine des jours ouvrables, obligeant ainsi les étudiants à être à l'école. Ainsi, la manifestation à Chengdu a été limitée à une centaine de participants, alors qu'une manifestation similaire à Kunming le même jour a attiré plus de 10 000 participants.

Cette technique de surveillance s'applique également aux fonctionnaires et gouvernements locaux. Le contrôle des gouvernements locaux s'exerce sur les médias locaux et les politiques, tandis que le contrôle du gouvernement central s'exerce sur les réseaux sociaux directement. Cet outil de surveillance permet une mise en évidence et une anticipation de certains cas de corruption. C'est d'ailleurs au vu du potentiel de contrôle et d'anticipation de cette surveillance que les auteurs contestent l'opinion populaire selon laquelle un régime autoritaire censure sans cesse voire même interdit les médias sociaux. À l'inverse, l'interaction d'un gouvernement autoritaire avec les réseaux sociaux semble plus complexe. Les auteurs relèvent six points pour lesquels le gouvernement bénéficie des médias sociaux. Non seulement ils permettent d'anticiper l'organisation de manifestations, et sont aussi utiles comme méthode de surveillance des responsables locaux. Troisièmement, ils peuvent mesurer les sentiments du public. Le quatrième point concerne le canal de propagande et la diffusion des informations. Les cinquième et sixième points affectent directement le citoyen qui se voit placé dans un contexte de maintien de l'ordre omniprésent, de punition et de censure de tels médias (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.120).

Les auteurs de ce texte s'intéressent dans un second temps aux microblogs. Le développement des microblogs au cours de ces dernières années a permis des

centaines de discussions et débats très approfondis sur les sujets les plus intenses en Chine. Un décalage s'opère entre la couverture d'un événement contrôlé par le gouvernement et celui qui en est fait par le biais de ces microblogs. Par exemple, en 2012, les plateformes de médias sociaux de type « Facebook » les plus populaires en Chine que sont Renren et Kaixin, couvraient les 20 événements publics les plus importants répertoriés par l'Agence de surveillance de l'opinion publique (qui est publié par le journal gouvernemental *People's Daily*) dans 20 millions de posts. Toutefois, Sina Weibo, le site de microblog de premier plan à l'époque, a couvert les mêmes événements dans plus de 230 millions de messages (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.121). On perçoit donc une nette préférence d'utilisation des utilisateurs pour ce second canal, moins contrôlé par le gouvernement. De plus, les microblogs jouent un rôle important pour prédire le lieu et l'heure d'un rassemblement collectif tandis que la couverture journaliste n'apporte aucune information pertinente. Les auteurs ont trouvé des millions d'articles sur Sina Weibo traitants d'événements d'action collective. La plupart de ces posts ont été publiés avant ou en même temps que les événements. Le fait que les gens ont commencé à discuter d'événements avant qu'ils ne se produisent indique que Sina Weibo peut être utilisé pour organiser ou pour coordonner des événements d'action collective (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.127).

Le gouvernement central chinois dispose du pouvoir et des outils nécessaires pour limiter du contenu sensible sur les médias sociaux, s'il le souhaite. Le gouvernement perçoit les avantages de laisser ce contenu visible, évitant ainsi de déployer des ressources considérables afin d'effectuer un contrôle permanent et de censurer ces médias. Le contrôle se place évidemment comme premier outil, afin de punir les utilisateurs qui publient du contenu sensible, engendrant ainsi de l'autocensure chez les autres utilisateurs, préférant éviter d'être sanctionnés. Néanmoins la connaissance des sanctions possibles ne semble pas empêcher les utilisateurs de publier, étant donné que les sanctions ne semblent pas être appliquées à grande échelle. Selon les auteurs, le risque reste ainsi minime. (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.127). Pour que des sanctions personnelles soient infligées, il faut

que l'utilisateur soit identifié. Initialement, le gouvernement chinois avait autorisé les utilisateurs de *Sina Weibo* à publier anonymement. L'autorité de contrôle des médias revient sur cette décision en 2012, demandant aux utilisateurs de révéler leurs identités aux fournisseurs de médias sociaux. Cette mesure explique aussi la migration qui s'est opérée vers *WeChat* et d'autres services concentrés sur des sujets non publics tels que la vie personnelle et les discussions privées (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.139). Cependant, trois ans plus tard, il se révèle que les fournisseurs de services n'avaient toujours pas mis en œuvre cette réglementation dans son intégralité (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.121).

En dépit du durcissement de la réglementation, les utilisateurs publiant des articles sur la corruption continuent de publier dans la même mesure que les autres utilisateurs. Ils n'ont pas peur de publier des allégations concrètes de corruption impliquant des politiciens locaux puissants. Qin, Strömberg, et Wu ne trouvent aucune preuve que les utilisateurs écrivant sur la corruption soient systématiquement identifiés et punis. La non-application de sanctions n'est pas due à une incapacité technique d'identifier les utilisateurs critiques. La mise en place de mesures punitives (police et violences) de manière systématique risquerait de déclencher une réaction d'autant plus grande dans les médias sociaux, ce qui pourrait compromettre davantage la carrière des politiciens impliqués (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.131). Par ailleurs, les dirigeants nationaux sont informés par les médias sociaux des punitions infligées aux utilisateurs par les politiciens locaux, exposant les politiciens locaux à de grands risques politiques (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.138). Ainsi, ce n'est donc pas seulement la population mais aussi les gouvernements locaux qui sont épiés par le gouvernement central. Dans cette surveillance, la population et le gouvernement central en retirent des bénéfices : mettre à jour la corruption locale. De ce fait, les médias sociaux peuvent en réalité tenir les politiciens responsables.

L'autre outil de contrôle est la censure. Elle est réglementée par le département

national de la propagande du parti communiste chinois, ainsi que par un certain nombre de bureaux de contrôle des médias nationaux. Cependant, dans la pratique, la censure est largement mise en œuvre par des prestataires de services privés enregistrés à Beijing. La censure d'Internet en Chine se concentre sur les questions relatives aux groupes politiques et aux groupes minoritaires, relèvent les auteurs (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.122). Le gouvernement central limite sa censure car seule une petite fraction du contenu potentiellement sensible risque de constituer une menace sérieuse pour le régime. Bien qu'une opinion publique diverse et même dissidente puisse déplaire au régime, un nettoyage complet du contenu sensible pourrait empêcher le régime d'acquérir des informations de la base vers le haut et de résoudre les problèmes sociaux avant qu'ils ne deviennent menaçants (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.137). Il existe alors un compromis subtil en matière de contrôle de l'information auquel est confronté un régime autoritaire. Les utilisateurs ont intérêt à parler des problèmes locaux car ils s'attendent à ce que le gouvernement central s'attaque à ces problèmes, notamment la corruption. Les messages sur les manifestations et les grèves peuvent aider à organiser les événements, mais ils les rendent aussi visibles pour le gouvernement. Cela peut forcer les dirigeants locaux à régler les problèmes à leurs origines.

Le gouvernement peut influencer les débats et les opinions sur les médias sociaux en publiant activement son propre contenu. Les gouvernements chinois à tous les niveaux ont ouvert des comptes de microblogs dans le but d'orienter l'opinion publique (en 2012, 50 000 comptes). La propagande publiée sur les médias sociaux est en grande partie générée par les utilisateurs affiliés aux gouvernements : ministères ; les organisations de masse, telles que les écoles, les hôpitaux et les associations industrielles appartenant au secteur public ; et les médias d'État (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.132).

Les auteurs démontrent de la capacité proactive du gouvernement à évaluer la sensibilité des informations recueillies au travers des médias sociaux pour anticiper les contestations sociales et ainsi maintenir un équilibre avec sa population en réglant les éventuels problèmes relevés par celle-ci. De plus, les résultats obtenus

par les auteurs suggèrent que les médias sociaux en Chine vont probablement augmenter le pouvoir du gouvernement central aux dépens des gouvernements locaux, qui seront surveillés de plus près et avec moins de discrétion (B. QIN, D. STRÖMBERG, Y. WU, 2017. p.138). Les auteurs affirment que cela affaiblit le gouvernement local et renforce le gouvernement central puisque c'est lui qui intervient. Dans l'ensemble, il semble qu'en 2012-2013, les médias sociaux ne constituaient pas une menace suffisamment importante pour que le gouvernement central s'inquiète vraiment de ce problème.

Du côté américain, la Cour suprême des États-Unis considère, dans un arrêt du 19 juin 2017, que l'accès aux réseaux sociaux est un droit constitutionnel au titre du droit à l'information et de la liberté d'expression, garantis par le premier amendement de la Constitution. De même, qu'être présent sur les réseaux sociaux est devenue une nécessité pour les entreprises dans un espace numérique en pleine expansion. Avec le développement récent de nouvelles plateformes et l'utilisation croissante des médias sociaux, les entreprises se voient proposer des moyens nouveaux pour atteindre leur public cible. Pour rester pertinentes et trouver un écho auprès des consommateurs, les entreprises doivent gérer avec soin leur présence en ligne grâce à une approche détaillée et dynamique.

Toutefois, en publiant sur Internet leurs photos, la plupart des utilisateurs de l'Internet ne réfléchissent pas au fait qu'ils mettent leurs données privées sous le contrôle d'un certain nombre d'organisations et personnes intéressées à récolter ces données. Un certain nombre de sociétés spécialisées, notamment américaines, dans les logiciels informatiques sont en train de développer des programmes de surveillance de l'activité des gens à l'aide des données, qui sont en libre accès dans les réseaux sociaux.

5.4. Internet Coupable Idéal ?

Wendy Hui-Kyong Chun est titulaire de la chaire de recherche Canada en nouveaux médias de l'Université Simon Fraser à la SFU School of Communication. Auparavant, elle a été professeure et présidente de la culture et des médias modernes à la Brown University, USA. Le premier livre de Chun, « *Contrôle et liberté : pouvoir et paranoïa à l'ère de la fibre optique* » publié en 2006 déconstruit les promesses par lesquelles le début d'Internet serait « l'un des médias les plus compromettants à ce jour » (W. H-K. CHUN, 2006. p.144). Dès le début de son ouvrage elle pose cette rhétorique d'Internet en tant que liberté, excessive ou non, qui s'est également accompagnée de rumeurs selon lesquelles Internet serait une machine noire de contrôle (W. H-K. CHUN, 2006. p.2).

Alors, Internet était-il ou est-il un outil de liberté ou de contrôle ? Permet-il une plus grande maîtrise de soi ou une surveillance accrue ? Son livre soutient que ces questions et leurs hypothèses sont non seulement erronées, l'auteur pensant qu'Internet n'a pas ce genre de pouvoir, mais aussi symptomatiques de la réaction de plus en plus normale à la paranoïa et au pouvoir. Cette paranoïa découle de la réduction des problèmes politiques en problèmes technologiques - nous empêchant de voir de quelle manière ces technologies fonctionnent et échouent. (W. H-K. CHUN, 2006. p.3) On peut néanmoins y voir une connexion entre technologie, contrôle et pouvoir. Internet, en tant que dispositif de surveillance sans faille, est une exagération et masque donc l'impossibilité de tout stocker, d'accéder à tout et de tout analyser. Même la US National Security Agency (NSA) admet cette impossibilité, ce qui explique pourquoi son équipement d'interception stocke automatiquement les paquets cryptés. L'énorme quantité toujours croissante de données non analysées cache la promesse analytique de l'ordinateur et jalonne les limites constitutives d'une « société de l'information ». De plus, ce mythe contredit les expériences quotidiennes des gens en informatique en dissimulant le caractère éphémère de l'information, et l'importance du logiciel et des conditions de stockages sont également à prendre en compte (W. H-K. CHUN, 2006. p.5-6).

La technologie est à la fois une option pour stocker et analyser toutes les informations disponibles, mais elle est dans l'impossibilité de le faire. Cette technologie peut être une source de suspicion envers la surveillance omniprésente et peut agir comme une barrière. En fait, même en Chine, la technologie n'est parfois pas aussi moderne que l'État le fait croire. Par exemple, le système de repérage des personnes qui traversent aux feux rouges n'est pas spontané, mais peut prendre parfois plusieurs semaines avant d'être effectué, mais il réussit néanmoins à empêcher les gens de commettre de petites violations de règles de la circulation, car il fonctionne comme un panoptique.

Ces récits paranoïaques de surveillance et de liberté totale sont les pôles de la liberté de contrôle et sont symptomatiques d'un changement plus important des relations de pouvoir du domaine de la discipline et de la liberté à celui de contrôle et de liberté (W. H-K. CHUN, 2006. p.6). C'est un nouveau paradigme dans l'analyse de contrôle et de la discipline. Le pouvoir disciplinaire est absolument différent du pouvoir souverain : le pouvoir souverain repose sur l'existence physique du souverain, qui exerce son pouvoir de façon spectaculaire, bien que discontinue. Le pouvoir disciplinaire fonctionne à travers des appareils de pouvoir visibles mais invérifiables qui cherchent à fabriquer des individus par l'isolement et un examen constant, c'est un pouvoir sur la vie. Le langage numérique rend les systèmes de contrôle invisibles : nous ne faisons plus l'expérience du regard visible mais d'un réseau de contrôle numérique non visualisable. La lecture que fait Deleuze des sociétés de contrôle est convaincante, bien qu'on puisse dire qu'elle est paranoïaque, car elle accepte la propagande comme une réalité technologique et associe la possibilité à la probabilité. Tout comme le panoptisme surestime le pouvoir de la publicité, il en va de même pour la liberté de contrôle qui surestime le pouvoir des systèmes de contrôle. Cela ne veut pas dire que l'analyse de Deleuze n'est pas correcte, mais plutôt que, comme tant d'autres analyses, elle remplit involontairement les objectifs du contrôle en imaginant qu'elle attribue au pouvoir qu'elle n'a pas encore et en effaçant ses échecs (W. H-K. CHUN, 2006. p.9).

L'auteure ne néglige pas la force de la technologie, elle mesure en effet l'impact profond que ses structures et son langage ont sur notre monde et sur nous-mêmes. En revanche, les solutions technologiques ne peuvent pas résoudre les problèmes politiques et le coût est trop élevé : non seulement de telles solutions échouent, mais leur mise en œuvre généralise également la paranoïa (W. H-K. CHUN, 2006. p.25). Les propos sur la question du rôle de la technologie dans le contrôle et de la surveillance doivent être nuancés. Dans le même ordre d'idées, Francois-Bernard Huyghe, politologue, souligne les limites juridiques, économiques et techniques de la surveillance. En effet, l'écoute, le traitement des données ou encore l'analyse d'ADN requièrent de gros investissement pour les gouvernements et ces dispositifs se retrouvent souvent freinés par des processus juridiques. Nous pouvons néanmoins nuancer le poids de ces limites, variables d'un pays à un autre. Huyghe prend l'exemple de l'identification technique. Skype illustre cette potentialité de se connecter via un pseudo qui ne représente pas sa réelle identité, se connecter dans un cybercafé sans que l'on demande aucune identification. Le système crypté utilisé par Skype est le « P2P », (peer to peer) ; et ne se trouve sous aucun contrôle. Il ne stocke pas les données puisqu'il fonctionne en direct à la différence d'e-mails que l'on peut récupérer (F-B. HUYGHE, 2008. p.17). Cela se solde, même pour des spécialistes en cryptologie, par une impossibilité à percer cette technologie.

Nous pouvons cependant ajouter que cette technologie a permis le développement d'une surveillance de pointe. Les certaines limites techniques n'empêchent néanmoins pas un énorme bond en avant dans le domaine. De plus, la technologie et Internet sont en constante évolution, ils vont certainement dépasser les impossibilités mentionnées par Chun.

5.5. L'évolution d'Internet en Chine

Kai-Fu Lee est un investisseur en capital risque, cadre dans le secteur des technologies, écrivain et chercheur en informatique. Il est actuellement basé à Beijing, en Chine. Dans son ouvrage « *AI Superpowers. China, Silicon Valley, and*

the New World Order » publié en 2018 il annonce que vers 2013, l'Internet chinois a changé de direction. Il n'est plus à la traîne de l'Internet occidental sur le plan de la fonctionnalité, bien qu'il n'ait pas non plus encore dépassé la Silicon Valley. De nombreux utilisateurs chinois n'accédaient à Internet que par des smartphones bon marché, où les smartphones jouaient le rôle de cartes de crédit et où les villes densément peuplées créaient un laboratoire riche pour associer les mondes numérique et physique. Un raccourci simple tel que « l'Amazon de Chine » ou « le Facebook de Chine » n'a plus de sens pour décrire des applications comme *WeChat*, l'application sociale dominante en Chine, mais qui est devenue un véritable « couteau suisse numérique », capable de permettre aux gens de payer à l'épicerie, commander un repas chaud et réserver une visite chez le médecin. *WeChat* en tant que super-application nationale avec des paiements mobiles qui transformaient chaque smartphone en un portefeuille numérique, a déclenché une explosion d'innovation locale chez les start-ups chinoises (K-F. LEE, 2018. p.53).

Comme Lyon le mentionne, l'invention de l'apprentissage en profondeur signifie que nous passons de l'ère de l'expertise à l'ère des données. Pour réussir, l'apprentissage en profondeur des algorithmes nécessite de la puissance de calcul, du talent technique et de nombreuses données. Mais, c'est le volume de données qui sera le plus important pour l'avenir. Ainsi, lorsque les talents techniques atteignent un certain seuil, les rendements commencent à diminuer. Les algorithmes réglés par un ingénieur moyen peuvent être plus performants que ceux construits par les plus grands experts mondiaux si l'ingénieur moyen a accès à beaucoup plus de données (K-F. LEE, 2018. p.54).

C'est l'argument avec lequel Chun est en profond désaccord. La possession de données n'entraîne pas nécessairement plus de pouvoir, c'est l'idée que le gouvernement puisse avoir accès qui a un effet de contrôle. La possession de données fonctionnerait alors comme le panoptique de Foucault dans le sens où il y a un regard potentiellement constant sur les actions des individus. Or, la récolte de données est nécessaire puisque si les citoyens constatent que malgré des

agissements contraires à la volonté du Parti il n'en ressort aucune conséquence, alors l'illusion de contrôle s'évanouira.

Le 10 septembre 2014, le premier ministre Li Keqiang a pris la parole lors du « Summer Davos » du Forum économique mondial de 2014 dans la ville côtière de Tianjin, en Chine. Li Keqiang a répété une phrase nouvelle dans le lexique politique chinois : « Entrepreneuriat de masse et innovation de masse » (K-F. LEE, 2018. p.61). La culture chinoise a traditionnellement tendance à la conformité et à la déférence envers les figures d'autorité, telles que les parents, les patrons, les enseignants et les représentants du gouvernement. Avant qu'une nouvelle industrie ou activité ait reçu l'approbation de personnalités officielles, elle est considérée comme risquée par nature. Mais si cette industrie ou activité reçoit l'appui retentissant des dirigeants chinois, les gens s'empresseront d'obtenir une part de l'action. Cette structure descendante empêche toute innovation libre ou exploratoire, mais lorsque l'approbation et la direction sont définies, tous les membres de la société se mettent simultanément en action (K-F. LEE, 2018. p.63).

5.6. L'évolution d'Internet aux États-Unis

Laurent Bloch¹¹⁰ présente la société américaine actuelle comme une révolution industrielle, qu'il nomme révolution cyberindustrielle. Cette dernière crée un nouvel espace, le cyberspace, qui repose sur l'Internet. Jusqu'à présent les États-Unis exercent dans cet espace une domination hégémonique qui est un vecteur de plus en plus essentiel de leur politique de puissance. Ainsi, aussi dominateurs qu'ils paraissent, les États-Unis ont des points faibles, et aussi des rivaux qui ne manquent pas d'atouts (L. BLOCH, 2017).

Aux États-Unis, avant l'Internet il y eut ARPAnet en 1969, qui n'était pas comme

¹¹⁰ Laurent Bloch fut précédemment responsable de l'informatique scientifique de l'Institut Pasteur, Directeur du Système d'Information de l'Université Paris-Dauphine. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les systèmes d'information et leur sécurité. Il se consacre à la recherche en cyberstratégie. Il est l'auteur d' « Internet, vecteur de puissances des États-Unis, publié en 2017.

on le croit souvent destiné à un usage militaire, mais plutôt à simplifier la communication entre les universités et les centres de recherche sous contrat avec l'*Advanced Research Projects Agency* (ARPA)¹¹¹. La transition d'ARPAnet à l'Internet peut être datée de 1984, avec l'importance croissante du réseau de la *National Science Foundation*, NSFnet, et l'ouverture de liaisons internationales. L'apparition du Web (1993) et l'ouverture consécutive du réseau aux usages commerciaux et aux particuliers déclenchèrent une expansion extrêmement rapide pour aboutir à la situation actuelle, où l'Internet est la colonne vertébrale de l'économie, de la culture et de la politique mondiale.

L'ouverture internationale du réseau et son expansion exceptionnellement rapide ont pu s'effectuer sans l'institution d'une administration centralisée, ceci grâce à ses principes techniques extrêmement novateurs, au premier rang desquels un protocole à datagrammes, IP, et un annuaire distribué automatique, le DNS. Mais ses principes d'organisation administrative, bien adaptés aux principes techniques, ont également joué leur rôle pour ce succès aussi imprévisible que démesuré.

L'Internet reste un réseau de réseaux, dont le fonctionnement est régi par des normes instituées par des organismes ouverts à tous où les décisions se prennent par consensus après discussion générale, il n'y a pas d'organisation hiérarchique, rien qui ressemble à une direction générale de l'Internet.

En fait, il existe un hiatus de plus en plus béant entre l'idéologie des origines de l'Internet, libertaire et orientée vers le partage gratuit de culture et de connaissances sur le mode habituel aux universitaires, et sa réalité industrielle actuelle qui en fait la colonne vertébrale et le système nerveux de l'économie mondiale, avec les conséquences mercantiles qui en résultent. Les États-Unis sont les principaux contributeurs techniques et financiers aux infrastructures qui sous-tendent le fonctionnement de l'Internet, leur poids est largement dominant, notamment par le

¹¹¹ L'ARPA (*Advanced Research Projects Agency*) a été créée en 1958 par le président américain Eisenhower pour réagir au lancement par l'URSS du premier satellite artificiel Spoutnik en octobre 1957.

canal de l'ICANN¹¹² qui est l'organe au rôle politique le plus significatif et donc le plus contestable.

De plus, la position dominante des États-Unis dans les instances de l'Internet comme dans son écosystème au sens large ne repose pas seulement sur une antériorité chronologique et les positions institutionnelles qu'elle confère, mais aussi sur une hégémonie industrielle, dont la pérennité n'est d'ailleurs pas garantie. Les infrastructures de l'Internet sont constituées pour l'essentiel de réseaux de fibre optique qui assurent les liaisons à grande distance¹¹³ et de centre d'interconnexion entre réseaux de différents opérateurs, les *Internet Exchange Points*. Elles sont la plupart du temps la propriété d'un ou plusieurs opérateurs, désignés généralement sous le nom de fournisseurs d'accès à l'Internet. Outre la réalisation de ces infrastructures, la base industrielle de l'Internet consiste principalement en conception et fabrication des matériels de transmission et de commutation, dont les plus emblématiques sont les routeurs, qui sont les aiguillages du réseau¹¹⁴. L'industrie de ces matériels actifs est dominée par des firmes américaines talonnées par des industriels chinois, cependant les évolutions technologiques en cours pourraient ouvrir ce marché à de nouveaux acteurs.

¹¹² L'ICANN contrôle l'attribution des noms de domaines de premier niveau.

¹¹³ Contrairement à une croyance répandue, les liaisons par satellites ne jouent qu'un rôle très marginal dans l'Internet Mondial : une seule paire de fibres optiques transocéaniques écoule un débit égal à la somme des débits de la totalité des satellites de communication en orbite à ce jour. Les liaisons par satellite ne sont utilisées que dans des zones isolées et peu peuplées, sur les océans, etc...

¹¹⁴ Un routeur est un ordinateur spécialisé doté d'au moins deux prises réseau, ce qui lui permet d'être branché à au moins deux réseaux différents. Le logiciel du routeur comporte des tables de routage constituées de règles qui indiquent vers quel réseau doivent être aiguillés les paquets de données en fonction de leur destination finale.

CHAPITRE VI : OUTILS ET DISPOSITIFS MIS EN PLACE À DES FINS DE SURVEILLANCE

Pour Cyril Pluyette, la transformation de l'High-Tech chinois s'illustre parfaitement avec l'essor de la ville de Shenzhen considérée comme la capitale. En 1978 elle n'était qu'un modeste petit port de pêche et est aujourd'hui composée de 13 millions d'habitants (C. PLUYETTE, 2019. p.49). Le régime a démontré qu'il était capable d'une redoutable adaptation et a su inventer ses propres règles. Le contrat entre le gouvernement et les élites du pays est qu'elles sont incitées à s'enrichir en modernisant le pays sans se mêler de politique, mentionne le sinologue Jean-Philippe Béja. L'ambition est claire avec le plan « Made in China 2025 » : la Chine doit être le leader mondial dans les technologies de pointe (C. PLUYETTE, 2019. p.50). La stratégie chinoise énoncée par ce plan est l'expression d'un volontarisme industriel qui cherche à promouvoir des secteurs technologiques prometteurs (S. GUILLOU, 2018. p.6). Les prises de participations, voire le rachat d'entreprises au portefeuille technologique bien rempli, sont des voies supplémentaires pour y parvenir (S. GUILLOU, 2018. p.10).

6.1. Une Reconnaissance Sans Limites ?

6.1.1. L'Intelligence Artificielle

En juillet 2017, le Conseil d'État chinois publie un plan de politiques visant à atteindre le leadership mondial dans l'IA. La République Populaire de Chine aspire à la primauté dans ce domaine de pointe d'ici 2030 : investir suffisamment pour développer une IA, secteur d'une valeur d'environ 150 milliards de dollars. Le document du Conseil d'État envisage que l'IA « joue un rôle irremplaçable dans le maintien efficace des relations sociales la stabilité ». Il prévoit l'utilisation de ces capacités non seulement dans le domaine de l'éducation, la santé ou la protection de l'environnement, mais également dans le domaine de la sécurité de l'État, où les applications pertinentes censurent et analysent des images de vidéosurveillance.

Le rapport intitulé « Utilisation malveillante de l'intelligence artificielle », rédigé par 26 experts internationaux en IA et cybersécurité, a lancé un appel aux gouvernements pour les encourager à prendre des mesures pour définir un cadre pour les possibilités de l'IA, rapporte Alexandre Schmid, chargé de cours à l'école polytechnique de Lausanne et spécialiste des systèmes microélectroniques¹¹⁵. L'IA peut être exploitée par des gouvernements pour rendre leur surveillance de masse plus efficace. Cette possibilité constitue une menace sérieuse pour la démocratie car les scandales se multiplient : tels que celui du président américain Donald Trump et de la candidate américaine Hilary Clinton ; du président français Emmanuel Macron et de la candidate française Marine Le Pen. D'un point de vue militaire, le rapport craint que des véhicules autonomes puissent être utilisés comme des armes qui seraient lancés sur des cibles. Il est également mentionné le cas des drones, qui pourraient verrouiller une cible spécifique grâce à la reconnaissance faciale¹¹⁶.

« Nous pensons qu'il y a des raisons d'attendre des attaques rendues possibles par l'utilisation croissante de l'IA et qui seraient particulièrement efficaces, bien ciblées, difficiles à attribuer aux auteurs et potentiellement capables d'exploiter les vulnérabilités des systèmes d'IA¹¹⁷. »

Comme l'indique le PDG de Google, Sundar Pichai, « l'IA pourrait être aussi importante que le feu et l'électricité », mais pas au sens où il le pensait¹¹⁸. Dans un entretien avec la BBC, en 2014, le scientifique, Stephen Hawking déclare : « Les humains, limités par une évolution biologique lente, ne pourraient pas rivaliser et seraient submergés ». Il ajoute : « Les formes primitives de l'IA que nous avons, ont déjà prouvées qu'elles étaient très utiles, mais je pense que le développement d'une

¹¹⁵ Alexandre Schmid, 2018. « *L'intelligence artificielle va renforcer la cybercriminalité, le terrorisme et la surveillance de masse, selon des experts* », « <http://www.phonandroid.com/intelligence-artificielle-cybercriminalite-terrorisme-surveillancemasse.html> » consulté le 2 juin 2019.

¹¹⁶ Ibid.

¹¹⁷ Ibid.

¹¹⁸ Ibid.

intelligence complète pourrait mettre fin à la race humaine¹¹⁹ ». C'est une théorie qui a du mérite, étant donné que Google Brain a réussi à créer une IA capable de créer elle-même d'autres IA. Irénée Régnauld, consultant en transformation numérique, rappelle le point de vue d'Ellul : « plus la technique est audacieuse, plus le danger est inouï¹²⁰ ». Schmid pose alors les questions suivantes : Faudrait-il prévoir « de nouvelles lois pour mieux les régler ? L'humanité peut-elle être mise en danger ?¹²¹ ».

La Chine investit massivement dans l'IA. Elle est le premier pays d'Asie en termes de dépenses technologiques, avec une croissance de 6% (dépense de 273 milliards de dollars) en 2020¹²². Elle ambitionne le rang de première puissance mondiale. « Celui qui deviendra le leader dans le domaine de l'IA sera le maître du monde », déclarait Vladimir Poutine en septembre 2017 lors d'une rencontre avec des jeunes russes¹²³. Charles Thibout, politiste au Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP/CNRS, EHESS, Paris 1) et chercheur associé à l'IRIS souligne :

« Le budget annuel initial était de 20 milliards de dollars avec une prévision à 60 milliards en 2025. Mais ces chiffres sont en dessous de la réalité : d'après le Pentagone, le budget annuel de la Chine serait déjà de 70 milliards de dollars. C'est bien plus important que les États-Unis - historiquement la grande puissance de l'IA - qui consacrent 4 milliards de dollars d'argent public à ce domaine annuellement¹²⁴. »

¹¹⁹ BBC, 2014. Interview de Stephen Hawking. « <http://www.bbc.com/news/av/technology30299992/stephen-hawking-full-interview-with-rory-cellan-jones> » consulté le 25 mai 2019.

¹²⁰ Régnauld Irénée, 2016. Dans : Mais.ou.va.le.Web ? P(a)nser le numérique. « Jacques Ellul, du bluff technologique à l'obscurantisme technocritique », « <http://maisouvaleweb.fr/jacques-elluldu-bluff-technologique-a-lobscurantisme-technocritique/#lanote2> » consulté le 6 mars 2020.

¹²¹ Alexandre Schmid, 2018, Op, cit.

¹²² Eileen Yu, 2019. Dans ZDnet : « La 5G représente 57% des investissements chinois dans la technologie ». « <https://www.zdnet.fr/actualites/la-5g-represente-57-des-investissements-chinois-dans-la-technologie-39882313.htm> », consulté le 22 juin 2020.

¹²³ Maxime Tellier, 2019. Dans FranceCulture : « L'intelligence artificielle au service des ambitions de la Chine ». « <https://www.franceculture.fr/geopolitique/lintelligence-artificielle-auservice-des-ambitions-de-la-chine> » consulté le 22 juin 2020.

¹²⁴ Ibid.

Cependant : « en 2018, les GAFAM ont dépensé entre 40 et 60 milliards de dollars en recherche et développement dans l'IA », précise Thibout¹²⁵. Toutefois, le gouvernement américain, dans l'objectif de garder une longueur d'avance dans ces technologies, a prévu de dépenser 625 millions de dollars sur les cinq prochaines années pour financer des centres de recherche en IA et en informatique quantique. L'ordinateur quantique universel traiterait des masses de données gigantesques et réaliserait des opérations dépassant l'imagination humaine.

Des progrès surprenants ont pu être observés sur l'IA aux États-Unis et en Chine sur l'étude de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une agence onusienne. On peut y lire que plus de 340.000 demandes de brevets liés à l'IA ont été déposées à travers le monde depuis 1950. Ce sont les Américains IBM et Microsoft qui ont déposé le plus de brevets, tandis qu'en Chine, ce sont surtout les universités et les institutions publiques qui sont actives en la matière.

6.1.2. Reconnaissance Faciale : Sous Les Yeux de la Caméra

De nombreux pays ont recours à une utilisation importante de caméras de surveillance, dont l'Angleterre. Néanmoins, la croissance du nombre de caméras de surveillance en Chine est la plus rapide au monde. La reconnaissance des visages par caméras a commencé à devenir une réalité en 2010, lorsque les chercheurs ont fait une percée dans l'algorithme d'apprentissage en profondeur utilisé pour la reconnaissance de la parole et de l'image. L'algorithme peut évaluer en temps réel le nombre et la densité de personnes dans le cadre de la caméra, leurs sexes et les caractéristiques de vêtements et de véhicules (X. QIANG, 2019. p.56).

La Chine a un système de vidéosurveillance étendu ainsi qu'une énorme quantité de données faciales, due à sa vaste population, prêtes à être utilisées dans le processus d'apprentissage automatique utilisé pour affiner les systèmes de

¹²⁵ Ibid.

reconnaissance faciale. L'intérêt du gouvernement dans ce domaine contribue à ce que le secteur reste alimenté en ressources suffisantes pour la modernisation de l'équipement et la recherche d'algorithmes (X. QIANG, 2019. p.57).

Le siège de Yitu, une start-up de Shanghai, est devenu une référence internationale en reconnaissance faciale, surpassant la Silicon Valley. Sébastien Falletti, journaliste correspondant en Chine, rapporte qu'Eva Chen chargée en communication de cette entreprise, précisait que l'algorithme permet de reconnaître un visage parmi un milliard en une seconde (S. FALLETTI, 2019. p.170). La Start-Up a remporté le prestigieux prix du National Institute of Standards and Technology en 2017. La porte-parole précise que le premier domaine d'action est la sécurité publique et qu'elle ne peut pas faire plus de commentaires à ce sujet. Chen ajoute en accord avec les dires de Qiang : « La Chine sera plus avancée que les États-Unis, car sa population est plus ouverte aux technologies et nous avons une mine de données plus large grâce à notre population » (S. FALLETTI, 2019. p.173).

À l'instar des 3 millions d'habitants de Guiyang, les habitants des grandes villes du pays sont constamment surveillés par des caméras de surveillance. En 2019, la Chine a développé un vaste système de surveillance de plus de 170 millions de caméras réparties dans le pays. De nouvelles caméras seront ajoutées au réseau national d'ici 2022 : le chiffre devrait atteindre le nombre de 2,7 milliards, soit pratiquement 2 caméras par habitants¹²⁶. Les mouvements et comportements des citoyens sont analysés et recoupés avec d'autres données accumulées par les autorités pour avertir rapidement les autorités en cas de signaux jugés suspects. En 2017, le journaliste de la BBC, John Sudworth a testé « le réseau de vidéosurveillance le plus complet et le plus sophistiqué au monde ». Avec la complicité des autorités locales, le journaliste donne au poste de police une photo

¹²⁶ Ouest-France, 2019. « Bons ou mauvais citoyens ? La Chine compte les points avec son « crédit social » », « <https://www.ouest-france.fr/monde/chine/bons-ou-mauvais-citoyens-la-chine-compteles-points-avec-son-credit-social6501129?fbclid=IwAR0WCY2KLHZuoY3kFyBdGTpsJ2awd4mK70P2I2KkPJLOU10iDg1li8OF7Q> », consulté le 17 février 2020.

de lui à ajouter à la base de données des habitants de la ville de Guiyang et est enregistré en tant que suspect. Après seulement sept minutes d'errance, il est identifié par l'une des nombreuses caméras intelligentes qui ponctuent les rues et est arrêté par les policiers¹²⁷.

La technologie est également utilisée pour forcer les citoyens à se conformer et à obéir. À Shanghai et à Shenzhen, les visages des piétons au feu rouge sont projetés sur des écrans géants aux coins des intersections jusqu'à ce qu'ils paient une amende¹²⁸. « Jaywalking a toujours été un problème en Chine », déclare Wang Jun, directeur des solutions marketing d'Intellifusion, et continue : « une combinaison de technologie et de psychologie... peut réduire les cas de jaywalking et éviter les récidives¹²⁹. »

En 2015, le programme de développement national de la République Populaire de Chine et la Commission de Réforme sortent un projet intitulé « Sharp Eyes », un plan ambitieux de vidéosurveillance qui s'appuie sur le « Skynet », programme de vidéosurveillance lancé en 2005. Le plan demande aux gouvernements organes des comités locaux du PCC de participer à la création d'un système « omniprésent, entièrement en réseau, travaillant sans arrêt, entièrement contrôlable » intégrant la technologie de reconnaissance faciale (X. QIANG, 2019. p.57). La compagnie d'IA, Intellifusion, derrière les panneaux d'affichage, négocie actuellement avec les réseaux de téléphonie mobile et les plateformes de médias sociaux locaux. La firme s'entretiendrait avec WeChat (l'application de messagerie en Chine), que les locaux utilisent pour tout, du chat au travail au personnel en passant par les paiements mobiles et les blogs. L'application compte actuellement plus d'un milliard d'utilisateurs¹³⁰.

Le développement de la reconnaissance faciale trouve sa place dans les systèmes de paiement. Dans les distributeurs de la China Construction Bank, l'une des onze banques publiques, on peut retirer de l'argent par reconnaissance faciale. Les

¹²⁷ RTL Futur, 2017. Op, Cit.

¹²⁸ Elsa Trujillo, 2018, Op. Cit.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ Ibid.

premiers tests de paiement de reconnaissance faciale sont effectués dans des magasins comme dans la chaîne de restauration rapide KFC. Le terminal de contrôle compare les visages des clients avec la photo sur leurs comptes Alipay, le service de paiement d'Alibaba, pour valider la transaction. Le logiciel utilise une caméra 3D pour s'assurer que les utilisateurs ne tentent pas d'usurper un compte avec une simple photo¹³¹. Le marché de la reconnaissance faciale a progressé de plus de 128 millions d'euros en 2016 et devrait être multiplié par cinq d'ici 2021, selon une étude d'Analysys Sensetime et Megvii, deux leaders chinois, ont dépassé le milliard de dollars grâce à leurs technologies d'analyse d'images. Le premier collabore avec une quarantaine de gouvernements locaux. Le dernier est spécialisé dans les logiciels de paiement, en particulier pour Alibaba¹³².

6.1.3. Un Cache-Cache Perdu d'Avance ?

Michael K. Spencer, journaliste et stratège de contenu, affirme que le suivi des citoyens est désormais plus facile en Chine. En effet, des policiers de Zhengzhou ont été vus portant des lunettes de soleil équipées d'un logiciel de reconnaissance faciale leur permettant d'identifier des individus dans une foule¹³³. Ces lunettes ont été déployées en 2017, et un récent rapport de QQ en Chine a publié une série de photos des lunettes en action. Maintenant, les individus n'ont nulle part où se cacher¹³⁴. En 2017, cette technologie sophistiquée avait déjà aidé les autorités à capturer 26 personnes qui voyageaient à l'aide de faux documents d'identité, selon le Wall Street Journal¹³⁵.

La Chine met actuellement au point un système capable de reconnaître l'un de ses 1,4 milliard de citoyens en trois secondes, ce qui constitue une rupture par rapport

¹³¹ Elsa Trujillo, 2018, Op. Cit.

¹³² Ibid.

¹³³ Michael K. Spencer, 2018. « China goes full black mirror the future of freedom », « https://medium.com/@Michael_Spencer/china-goes-full-black-mirror-the-future-of-freedom31e99215c96f » consulté le 2 mai 2019.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ The Wall Street Journal, 2017. « China's All-Seeing Surveillance State Is Reading Its Citizen's Faces », « <https://www.wsj.com/articles/the-all-seeing-surveillance-state-feared-in-the-west-is-areality-in-china-1498493020> » consulté le 1er juin 2019.

aux sept minutes, évoquées lors de l'expérience réalisée par John Sudworth, en 2017. « Alors que nous développons des outils de Big Data et de reconnaissance faciale, nous sommes également piégés dans la matrice d'une nouvelle réalité, pour ainsi dire¹³⁶ ». Les lunettes de surveillance fonctionnent mieux et plus rapidement que les installations de vidéosurveillance traditionnelles. Les actions des agents de l'État peuvent néanmoins se solder par un contrôle dissuasif accru. William Nee, chercheur chinois d'Amnesty International, averti que cette technologie ne serait pas de bon augure pour les droits de l'Homme. Le risque est alors que ses citoyens décident de migrer vers des États où règne davantage de liberté¹³⁷.

Jane Li, reporter technique avec Quartz, autrefois journaliste au South China Morning Post et Bloomberg Businessweek, nous démontre une nouvelle fois que la Chine prend toutes les mesures possibles pour vérifier l'identité de ses internautes. À compter du 1er décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunication devront numériser le visage des personnes souhaitant de nouveaux services mobiles, a annoncé le Ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'Information (MITI) dans un communiqué du 27 septembre 2019¹³⁸. L'exigence de reconnaissance faciale semble être une première mondiale. Le MITI a déclaré que cette démarche faisait partie de ses efforts pour « protéger les droits et intérêts légitimes des citoyens dans le cyberspace » et pour contrôler la fraude téléphonique¹³⁹. Le nouveau décret est une mise à niveau du système d'enregistrement des noms réels de la Chine pour les utilisateurs de téléphones mobiles, lancé en 2013, qui impose aux personnes de faire vérifier leur identité nationale et de prendre des photos par les opérateurs pour obtenir un nouveau numéro. Actuellement, presque tous les utilisateurs de téléphones mobiles ont été

¹³⁶ Michael K. Spencer, 2018. Op.cit.

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ Jane Li, Octobre 2019. Dans Quartz : « Getting a new mobile number in China will involve a facial-recognition test », « https://qz.com/1720832/china-introduces-facial-recognition-step-to-get-new-mobile-number/?fbclid=IwAR20sCbPBLmN-ANNBstmuQghghaXi_GtxmLDJz2WsEBM4YeUf0BXLrHezE » consulté le 10 octobre 2019.

¹³⁹ Ibid.

enregistrés sous leur vrai nom.¹⁴⁰.

6.1.4. Après la Tête, la Voix puis l'ADN

Xiao Qiang relève qu'en 2017, le Ministère de la Sécurité Publique (MSP) a lancé des programmes pilotes avec la compagnie iFlytek visant à détecter automatiquement certaines voix lorsque celles-ci sont sélectionnées au téléphone. Les médias officiels chinois affirment que les logiciels de reconnaissance vocale seront utilisés pour aider aux efforts de lutte contre le terrorisme et que ces capacités se sont déjà révélées être un atout en cas de trafic de drogue, d'enlèvement, de fraude et de chantage (X. QIANG, 2019. p.57).

Les citoyens sous aucun soupçon d'activité criminelle peuvent être tenus de donner leur ADN, en particulier pour les groupes considérés comme « à haut risque », dont les dissidents, la minorité ethnique musulmane ouïgoure ou les travailleurs migrants (X. QIANG, 2019. p.58). Ils sont perçus comme des possible dangers pour la stabilité sociale et cela représente une injustice de traitement. Qiang cite l'anthropologue Darren Byler pour qui les données obtenues seront « corrélées à l'appartenance ethnique, à l'emploi, au sexe, âge, aux antécédents de voyage à l'étranger, à l'enregistrement du ménage, aux antécédents criminels de l'individu et de la famille et la pratique religieuse » (X. QIANG, 2019. p.59).

Le gouvernement chinois dispose d'une vaste base de données d'ADN synchronisée avec des centaines de bases de données locales. De plus, des documents officiels suggèrent qu'il vise à quasiment doubler le nombre d'enregistrements inclus à partir du présent 54 millions à 100 millions d'ici 2020¹⁴¹.

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ The Wall Street Journal, 2017. « China snares innocent and guilty alike to build world's biggest DNA database », « https://www.wsj.com/articles/china-snares-innocent-and-guilty-alike-to-buildworlds-biggest-dna-database1514310353?fbclid=IwAR3WhvwKLLhn_EwX_a0qzgowjNbESaAenxtCL3zd8co1Uw1rwxmiUKGt8mNo ». consulté le 17 février 2020.

6.1.5. Les dispositifs Américains pour une Surveillance Accrue de sa Population

Les États-Unis expérimentent un nouveau système de surveillance de masse de sa population à l'aide de ballons placés en haute altitude. Ce projet piloté par les forces armées permettrait à terme de suivre à la trace n'importe quel individu, véhicule ou bateau sur tout le territoire américain. Ces derniers après avoir exploité le déploiement de drones espions, de caméras de surveillance à reconnaissance faciale et l'analyse systématique des communications électroniques, ont décidé d'utiliser des « plus légers que l'air » pour repérer depuis le ciel des menaces éventuelles à la sécurité intérieure.

Il s'agit d'une opération d'envergure qui a commencé à la mi-juillet 2020 avec pas moins de 25 ballons expérimentaux lâchés en haute altitude, au départ des régions rurales du Dakota du Sud. Ces ballons expérimentaux dérivent depuis sur une distance de 400 km à travers les espaces aériens d'une large partie du Minnesota, de l'Iowa, du Wisconsin et du Missouri. Ces aérostats sans pilote et gonflés à l'hélium sont capables de voguer pendant des mois dans les cieux à une altitude de 20 km et s'acheminent actuellement vers le centre de l'Illinois. Leurs panneaux solaires alimentent des équipements électroniques de pointe, que l'on trouve habituellement à bord des satellites-espions. Des radars performants scrutent de jour comme de nuit des bandes de territoires larges de 40 km et cela, quelles que soient les conditions météo. Ce dispositif de repérage à cibles multiples suit à la trace les déplacements de plusieurs véhicules à la fois, comme des voitures ou encore des bateaux. Neuf caméras en haute définition qui enregistrent simultanément les images panoramiques de toute une ville, complète le système. Le matériel de communication embarqué n'est pas en reste. En effet, des antennes réseaux longue portée permettent aux appareils de partager entre eux des données et de les retransmettre aux récepteurs basés au sol.

Cependant, les associations de défense des libertés civiles, à l'image de Fight for the Future, ne sont pas du tout du même avis et la plupart de leurs communiqués

peuvent se résumer ainsi : « les Américains sont aujourd'hui placés sous surveillance militaire ». Ces associations s'inquiètent également du devenir des données récoltées lors de cette expérience : supprimées, stockées ou transmises à d'autres organismes fédéraux ?

Le 11 septembre 2001, les Américains sont témoins d'une hécatombe humaine. Le groupe terroriste Al-Qaïda, dirigé par le djihadiste Oussama Ben Laden, fait tomber les tours jumelles du Wall Trade Center des États-Unis. Ainsi, depuis la date de cette tragédie, les États-Unis renforcent encore et toujours la sécurité du pays. Tout un système a été mis en place pour surveiller les Américains, mais surtout chaque personne extérieure entrant sur le territoire voire aux alentours. Suite à cet attentat suicide, le congrès décide d'approuver la collecte d'informations sur les étrangers. La reconnaissance faciale devient alors incontournable pour les endroits stratégiques en Amérique. Douane et police récoltent chaque jour des informations biométriques des étrangers pour les enregistrer dans les logiciels de reconnaissance faciale. Les États-Unis ont aussi recours à la reconnaissance faciale pour réguler la circulation routière. Elle permet à la police de contrôler les conducteurs en infraction. Cette reconnaissance faciale représente des enjeux énormes pour les Américains.

Chaque rue est dotée d'une caméra de surveillance. Dans ces caméras sont incorporés des logiciels de caméra de surveillance. Un logiciel de reconnaissance faciale, nommé Rekognition, enregistre la photo et fait une comparaison avec la base de données du gouvernement. Cette exploitation de la reconnaissance faciale fait néanmoins débat. En effet, la vie privée est totalement mise de côté avec tous ces appareils. De plus, l'élaboration du système de reconnaissance faciale d'Amazon et son acquisition par le gouvernement contraint une association à élever la voix. La ACLU¹⁴² condamne fortement l'usage de cet outil de reconnaissance faciale en faisant appel au non-respect des droits civiques.

¹⁴² The American Civil Liberties Union (l'Union américaine pour les libertés civiles).

La police locale paie un abonnement mensuel pour exploiter ce service et aurait accepté de signer des accords de non-divulgence de sorte à ne pas attirer l'attention publique sur ce système. Rekognition améliore l'efficacité des dispositifs vidéo déjà utilisés, qu'il s'agisse des caméras dont sont équipés les forces de l'ordre ou des systèmes de vidéosurveillance municipaux. Cela permet de scanner des flux vidéo pour y détecter des individus présents dans les fichiers de la police, ce qui n'est pas sans alerter les défenseurs des libertés individuelles. C'est d'ailleurs un projet utilisant cette technologie mené à Orlando qui génère les craintes les plus importantes ; la reconnaissance faciale étant utilisée en temps réel sur les images provenant d'un vaste réseau de caméras installées dans la ville. Il s'agit d'une technologie présentée par Ranju Das, lors d'une conférence organisée à Séoul. Selon l'ACLU, une telle technologie ne devrait pas être utilisée par la police.

« En automatisant la surveillance de masse, ces systèmes de reconnaissance faciale menacent la liberté, particulièrement celle des habitants des quartiers qui sont injustement ciblés par le climat policier actuel (...). Les gens devraient être libres de marcher dans la rue sans être épiés par le gouvernement (...) Nous demandons à Amazon de ne plus aider le gouvernement à mettre en place de telles infrastructures de surveillance qui menacent les libertés des citoyens dans le pays ».

6.2. Score de Crédit-Social

Tous les citoyens(nes) sont évalué.e.s sur une échelle de classement unidimensionnelle¹⁴³. Lancé en 2014, le projet vise à récompenser les bons comportements et à punir les mauvais via un système de points. Elsa Trujillo souligne que ce système a été instauré au 1er mai 2018. Pékin a rendu public cette

¹⁴³ The Economist, December 17, 2016. « Big data, meet Big Brother: China invents the digital totalitarian state », « https://www.economist.com/briefing/2016/12/17/china-invents-the-digitaltotalitarianstate?fbclid=IwAR3Lqkq0xLf8SVC_gBPnkSZKWyFNjFauajqjUYKEcbHry0J8hvQI_5A4Jck ». consulté le 21 mai 2019.

pratique par deux déclarations de la Commission Nationale de Développement de la réforme, datées du 2 mars 2018 qui ont été publiées sur Internet¹⁴⁴.

La notation s'effectue entre 350 et 950. Ce score dépend des clics effectués par un individu sur Internet et de son comportement politiquement correct ou non. Il détermine ses conditions de crédit. Par exemple, les individus reçoivent des points lorsqu'ils achètent des produits chinois, atteignent un niveau de performance élevée au travail ou affichent sur un réseau social les mérites de l'économie nationale. Ces points cumulés peuvent également donner accès à certains emplois, à des prêts instantanés, à une procédure rapide pour obtenir des visas et des vacances agréables, etc. Comme l'explique Rick Falkvinge, fondateur du premier parti pirate Suédois¹⁴⁵ : « Ce sont les avantages d'avoir un score élevé d'obéissance »¹⁴⁶.

Un éventail d'activités affecte le score. Si les gens agissent ou font quelque chose que le gouvernement désapprouve, le score diminue¹⁴⁷. La désobéissance politique et les opinions négatives, les recherches en ligne suspectes ou la traversée hâtive d'un feu de circulation en sont des exemples. Ceux qui se valent une mauvaise note sociale ne pourront pas, par exemple, acheter de billets de train ou d'avion pendant un an¹⁴⁸, leur connexion Internet sera ralentie, et ils seront exclus des bons emplois gouvernementaux, etc. Ainsi, depuis la mi-2018, en raison de mauvais scores de crédit social, plus de 11 millions de personnes auraient été limitées dans l'achat de billets d'avion, et 4,25 millions de personnes ont été empêchées d'acheter des billets de train à grande vitesse (X. QIANG, 2019. p.60). Ce système de crédit social (SCS) a été créé conformément au plan de Xi Jinping visant à créer un système de mérite

¹⁴⁴ Elsa Trujillo, 2018. Dans Le Figaro : « La Chine commence déjà à mettre en place son système de notation des citoyens prévu pour 2020 », « <http://www.lefigaro.fr/secteur/hightech/2017/12/27/32001-20171227ARTFIG00197-la-chine-met-en-place-un-systeme-de-notation-de-ses-citoyens-pour-2020.php> » consulté le 21 mai 2019.

¹⁴⁵ Le parti pirate est un parti politique suédois, fondé en 2006. Ce parti s'attache notamment à réformer les droits de la propriété intellectuelle, comme le copyright, les brevets et la protection des œuvres.

¹⁴⁶ Rick Falkvinge, 2018. In Private internet access: « <https://www.privateinternetaccess.com/blog/2018/04/china-is-breeding-its-population-to-select-for-governmental-obedience-in-social-score-program/> » consulté le 21 mai 2019.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ Elsa Trujillo, 2018. Op, cit.

fondé sur un principe « une fois peu fiable, toujours restreint » un principe où la seconde chance n'existe pas¹⁴⁹. Il est destiné à ressembler à un pointage de crédit. Jusqu'à présent, les gens ont comparé cela à l'épisode d'une célèbre série de Netflix, « Nosedive » de Black Mirror. Le système chinois n'est pas fictif et sera obligatoire dans le courant de l'année 2020. Les modalités sont bien différentes. La notation n'est pas effectuée par les citoyens eux-mêmes, mais par le gouvernement. Ce type de système n'est pas une signature puisqu'ils en existent déjà. La tyrannie des 5 étoiles façonne déjà les rapports entre les individus et les professionnels. Des sociétés comme Tripadvisor en sont l'emphase, chaque activité, hôtel, restaurant ou même des endroits comme une place, un parc possèdent une note. La note est expiée et déterminante dans le choix.

Le SCS ne vise pas uniquement à la surveillance de masse. Selon un article de *The Economist*, suivre et mesurer toutes les activités qui laissent des traces numériques créerait un citoyen « nu », dont la dignité humaine et la vie privée se dégraderaient progressivement¹⁵⁰. Certains choix jugés mauvais par le gouvernement ou l'entreprise qui définit les critères de ce système de notation auraient des conséquences négatives. L'autonomie serait abolie. « Le principe de la présomption d'innocence deviendrait obsolète¹⁵¹ ». Comme les algorithmes peuvent faire des erreurs, le principe de justice et d'équité serait remplacé par un nouveau type d'arbitraire, où les gens seraient à peine capables de se défendre¹⁵².

Mara Hvistendahl, écrivaine et journaliste américaine ajoute que la société de données client Acxiom, par exemple, qui met en ligne une partie de l'information qu'elle collecte sur le site *AboutTheData.com*, la décrit comme une célibataire n'ayant que le niveau bac et « qui fréquente sans doute les casinos de Las Vegas ».

¹⁴⁹ Izza Sofia, 2018. « China Rolls Out « Black Mirror » Social System, Low-Rated Citizens Cannot Travel », « http://designtaxi.com/news/398770/China-Rolls-Out-Black-Mirror-SocialSystem-Low-Rating-Citizens-CannotTravel/utm_source=DT_Newsletter&utm_medium=DT_Newsletter&utm_campaign=DT_Newsletter_18032018&utm_term=DT_Newsletter_18032018&utm_content=DT_Newsletter_18032018 » consulté le 21 mai 2019.

¹⁵⁰ *The Economist*, December 17, 2016. Op, cit.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² Ibid.

En réalité elle est mariée, a un diplôme de master et n'a jamais acheté ne serait-ce qu'un billet de loterie. Or il est impossible de remettre en question ces évaluations par le simple fait que nous ne sommes jamais informés de leur existence (M. HVISTENDAHL, 2018. p.10-11). Cela démontre d'une tyrannie effectuée où l'individu peut subir les conséquences d'erreurs qui ne lui appartiennent aucunement et avoir des conséquences désastreuses sur sa vie. Certaines personnes se retrouvent sur liste noire sans avoir commis quelque infraction, c'est le cas de Liu, témoigne Hvistendahl (M. HVISTENDAHL, 2018. p.9). Il se sert de son blog personnel pour essayer de susciter la sympathie du juge et de le convaincre de retirer son nom de la liste, et ajoute : « il n'y a pratiquement aucune supervision des exécuteurs judiciaires qui gèrent la liste noire, il y a beaucoup d'erreurs de traitement qui ne sont pas corrigées » (M. HVISTENDAHL, 2018. p.9). L'objectif à long terme de la Chine est de faire en sorte que sa population soit obéissante. Une population peut changer complètement de comportement en seulement douze générations lors de la sélection de traits spécifiques¹⁵³. Ce serait une erreur de penser que ce n'est pas le résultat final escompté¹⁵⁴.

Pluyette fait le constat d'un autre système de score citoyen au sein de la ville de Rongcheng, en Chine. En effet, on y retrouve de grandes ressemblances avec le système de crédit social, actions positives, points supplémentaires et inversement. La ville a expérimenté la mesure du SCS. Les habitants disposent d'un capital de 1000 points et suivant leurs actions celui-ci fluctue. Ils sont ensuite classés en 6 catégories (AAA, AA, A, B, C et D). Le seuil d'alerte est la note de C, les personnes ayant ce score ne peuvent plus emprunter d'argent, se retrouvent limitées dans leurs déplacements etc. Une liste noire existe pour les « parias » de ce système (C. PLUYETTE, 2019. p.109). Les personnes interrogées par le journaliste accueillent cette mesure avec enthousiasme en parlant d'une nette amélioration au quotidien.

¹⁵³ Comme le démontre le programme Russe de la reproduction de renards domestiques. Un programme qui montre l'évolution du comportement à travers le contrôle. Ils sont le résultat de la reproduction sélective pour transformer les espèces, comme décrit par Charles Darwin. En peu de temps, les renards descendants sont devenus domestiques et plus canins dans leur comportement.

¹⁵⁴ Rick Falkvinge, 2018. Op, cit.

Est-il néanmoins possible que leurs réponses soient biaisées afin de ne pas mettre en péril leur qualité de bon citoyen ? La mise en place de système de notation choque beaucoup en Occident à en croire le nombre croissant d'articles et de reportages faits à ce sujet dans la presse. Dans le même ordre d'idées, François Bougon se positionne et précise que les citoyens sont irrités par la multiplication des incivilités (F. BOUGON, 2019. p.218), et légitiment un tel système.

On peut d'ailleurs envisager que le géant de la Silicon Valley (Facebook) rentrera un jour dans le secteur du crédit. Interrogé sur le brevet en question, un porte-parole de Facebook a déclaré : « Nous déposons souvent des brevets pour des technologies que nous n'utiliserons jamais et les brevets ne doivent pas être considérés comme une indication de nos projets futurs » (M. HVISTENDAHL, 2018. p.10). Selon Le Point, nombreux sont les brevets déposés qui sont véritablement utilisés : c'est le cas notamment du « People You May Know » et de « offline trajectory¹⁵⁵ ». Un article de L'ADN Innovation démontre que Facebook dépose en effet des milliers de brevets, il est donc difficile de compter sur la déclaration du porte-parole du réseau social en pensant que ces brevets sont anodins¹⁵⁶.

¹⁵⁵ Le Point, 2018 : « Facebook dépose des brevets pour prédire vos déplacements », « https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/facebook-depose-des-brevets-pour-predire-vosdeplacements-13-12-2018-2279093_47.php?fbclid=IwAR0ZJR9f5NNpsxsmbBkbTzdqk3gMnDs1b0NWb3zL_NaE2sqsTtyH2PsabA » consulté le 9 juin 2020.

¹⁵⁶ L'ADN Innovation, 2018 : « Prédire une naissance ou la mort de vos amis ? Il y a un brevet pour ça ! », « <https://www.ladn.eu/media-mutants/facebook-des-milliers-de-brevets-deposes-pourcapter-encore-plus-de-donnees/?fbclid=IwAR3Y-nbQbIQEzi4WD7hDFi4MtTLD7BKDv7DVbjHEKaICfiHcwbpsMIGrak> » consulté le 9 juin 2020.

CHAPITRE VII : VERS UN FAÇONNEMENT SOCIAL ?

Au travers du capitalisme de surveillance et de l'ultra-connectivité du monde, la surveillance peut modifier la manière d'agir des individus.

7.1. Effets de la Surveillance

Foucault désignait en 1975 qu'un des objectifs du pouvoir était de « faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinuée dans son action ; que la perfection du pouvoir tende à rendre inutile l'actualité de son exercice » (M. FOUCAULT, 1975.). Foucault semble définir le conditionnement. Cette modification comportementale s'exprime de différentes manières.

7.1.1. La Conscience de la Surveillance de Masse Conduit-elle à l'Auto-Censure ?

Tristan Nitot était membre du National Digital Council (NDC, en France) pour une période de trois ans. Dans son livre, « *Surveillance://* », il explique les effets et les mécanismes de la surveillance de masse sur Internet par les entreprises et les États. La surveillance de masse des citoyens est en cours et cela soulève des questions légitimes. En quoi est-ce déroutant d'avoir une surveillance de masse ? Quand un individu sait qu'il est surveillé, il ou elle se conforme à la norme, n'ose pas s'exprimer, penser ou agir de peur d'être jugé. L'auteur Glenn Greenwald, journaliste politique, avocat, blogueur et écrivain américain, l'explique clairement dans une conférence TED intitulée : « *Why privacy matters ?* ». En effet, il expose le changement radical qui opère lorsque nous sommes placés sous surveillance. Si notre soi authentique peut s'exprimer et évoluer en toute liberté, exempté de tout jugement, dans la sphère privée, c'est grâce à l'intimité qu'elle procure. À l'inverse, notre soi véritable est contraint lorsqu'il est en société. Les individus modulent alors leur façon de se comporter et d'interagir, instinctivement et de manière quasi-automatique, lorsqu'ils sont dans un espace public.

Glenn Greenwald conclut alors que la surveillance de masse crée « une prison dans l'esprit ». En effet, elle constitue un outil extrêmement subtil qui permet de promouvoir avec efficacité le respect de normes, notamment les normes sociales. Il avance même qu'elle serait éminemment plus efficace que la « force physique ne [pourrait] jamais l'être¹⁵⁷ » (G. GREENWALD, 2014). De plus, Nitot attire notre attention sur l'étude scientifique d'avril 2016 signalée dans *Le Monde* et Reuters et intitulée « *Chilling Effects : Surveillance en ligne et utilisation de Wikipedia* » qui confirme que les individus ont tendance à s'autocensurer lorsqu'ils savent qu'ils sont potentiellement sous surveillance¹⁵⁸. L'étude se concentre sur l'évolution du public de *Wikipedia US*, en particulier sur les pages dont le contenu est lié au terrorisme et sous le nom de « Jihad », « Al-Qaeda », etc., pendant une période de 32 mois. Ces pages, et celles qui traitent de sujets d'actualité, étaient de plus en plus populaires jusqu'au moment des révélations d'Edward Snowden (lanceur d'alerte américain, informaticien, ancien employé de la Central Intelligence Agency et de la National Security Agency), qui annonçaient que la NSA surveille autant que possible les communications en ligne. Il s'en est suivi une baisse notable des dites pages (2,7 millions de visites mensuelles avant les révélations de Snowden, 2,2 millions après). Donc, l'utilisation de ces pages, qui est légale, s'est vu diminuer considérablement¹⁵⁹. Ainsi, même sans notre prise de conscience, le potentiel de surveillance nous rend réticents à apprendre de certaines questions d'actualité, même si obtenir des informations est légal et même sain pour la démocratie et la liberté d'une population puisqu'elle permet d'alimenter des débats et de se questionner.

7.1.2. Modification Comportementale ?

Pour le PCC, la promotion du SCS correspond à une tentative de mettre en œuvre

¹⁵⁷ Glenn Greenwald, 2014. Dans TedTalks : « Why privacy matters », «

https://www.ted.com/talks/glenn_greenwald_why_privacy_matters » consulté le 21 mai 2019

¹⁵⁸ Tristan Nitot, 2017. Dans Le Blog, Cozycloud : « La surveillance de masse est toxique pour nos libertés : la preuve ! », « <https://blog.cozycloud.cc/post/2017/03/09/La-surveillance-de-masseest-toxique-pour-nos-libertes-la-preuve> » consulté le 20 mai 2019.

¹⁵⁹ Ibid.

une forme d'autoritarisme plus « douce » et plus discrète explique Hvistendahl. L'objectif est d'inciter les citoyens à adopter toute une série de comportements à des fins d'obéissance au Parti (M. HVISTENDAHL, 2018. p.3). Samantha Hoffman, consultante à l'Institut International d'Études Stratégiques (IIES) de Londres, est une spécialiste du crédit social. D'après elle, le gouvernement chinois s'efforce de prévenir toute forme d'instabilité qui pourrait menacer le Parti :

« C'est pourquoi, dans l'idéal, le crédit social repose à la fois sur des aspects coercitifs et sur des aspects plus agréables, comme la prestation de services sociaux et la résolution de problèmes réels. Le tout dans une même logique de type orwellien » (M. HVISTENDAHL, p.3).

Par conséquent, le score citoyen concerne le contrôle comportemental et social. Même le comportement des amis et des connaissances affecte ce score. Le principe de la responsabilité du clan est également appliqué. En décembre 2017 à Leipzig, la chercheuse Katika Kühnreich a présenté les résultats de ses recherches sur le sujet. Dans le sillon de l'entrepreneur en technologies de l'information Rick Falkvinge et The Economist, pour elle, un tel système fonctionnera en exploitant les mécanismes du jeu, avec des scores et des comparaisons entre amis, pour devenir un instrument insidieux mais très puissant de contrôle social¹⁶⁰. Pour Frank Pasquale, spécialiste du Big Data à la faculté de droit de l'université du Maryland, « on peut parfaitement imaginer un avenir où les gens surveilleront l'évolution de la cote de crédit de leurs amis et où, si elle est en baisse, ils les laisseront tomber de peur d'être eux-mêmes affectés » (M. HVISTENDAHL, 2018. p.10). De plus, une personne interrogée précise : « si tes amis sont tous bien notés, c'est bon pour toi. Si tu as des amis qui ont un mauvais score, c'est embêtant » (M. HVISTENDAHL, 2018. p.6). D'abord, votre score plonge. Ensuite, vos amis apprennent que vous êtes sur la liste noire et, craignant que leur propre score en soit affecté, ils vous suppriment discrètement de leurs contacts. Tout le monde devient à la fois un gardien et une sorte d'informateur,

¹⁶⁰ Elsa Trujillo, 2018. Op, cit.

et les penseurs peu orthodoxes sont isolés¹⁶¹. L'algorithme en prend note et votre score s'effondre encore plus (M. HVISTENDAHL, 2018. p.9). Une erreur peut donc influencer le comportement de l'entourage des personnes, stigmatisant ainsi encore plus un individu. La caractéristique la plus importante de ce système de pointage est que les gens choisissent de le faire eux-mêmes, sur une base volontaire, ce qui met en avant une complicité ou une auto-censure.

Le crédit score américain est l'indice de solvabilité de toute personne habitant aux États-Unis. Il est calculé par rapport à la gestion de l'argent, des différents crédits, et de la capacité à rembourser en temps et en heure. Le crédit score détermine le degré de confiance financièrement accordé à chaque citoyen.

De plus, Géraldine Delacroix rapporte les propos d'Andrew Ledvina, ancien de chez Facebook, qui démontre que l'objectif fondamental est d'influencer, de modifier l'humeur et le comportement des utilisateurs en utilisant les données. Ils le font afin que les gens passent plus de temps sur les sites, en cliquant sur toujours plus d'annonces. Ces agissements sont connus de tous au sein de l'entreprise et du monde numérique (G. DELACROIX, 2019. p.6). Charles-Antoine Schwerer, économiste, s'accorde avec l'idée émise par Delacroix et Frédéric Sebag, que les acteurs économiques collectent des informations sur les comportements individuels puis créent des incitations pour les orienter¹⁶².

Une autre étude de deux années publiée en 2014, « La preuve expérimentale d'une contagion émotionnelle à grande échelle par le biais des réseaux sociaux », met en évidence des résultats probants de transmission d'états émotionnels qui poussent les gens à ressentir la même chose sans même qu'ils en soient conscients. Ces expériences sont menées sans autorisation préalable des utilisateurs, et comme le

¹⁶¹ *The Economist*, December 17, 2016. Op, cit

¹⁶² Charles-Antoine Schwerer, 2016. Dans La Tribune : « Comment l'économie numérique instaure « une société de contrôle ? » ». « <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/comment-leconomie-numerique-instaure-une-societe-de-contrôle-572765.html> » consulté le 14 février 2020

soulève l'auteure avec le rédacteur en chef de la revue Pnas, pouvons-nous les quitter ? (G. DELACROIX, 2019. p.6).

« Si les objectifs individuels étaient définis de l'extérieur, la possibilité d'un auto-développement individuel serait éliminée et, par conséquent, le pluralisme (...) également. La culture locale et les normes sociales ne seraient plus la base d'un comportement approprié et dépendant de la situation¹⁶³. »

Le capitalisme de surveillance se différencie du capitalisme classique car il utilise les moyens de modification des comportements comme un moteur de croissance. Ils ont en commun le désintérêt du travailleur ou des consommateurs, et prospèrent dans l'indifférence générale. Zuboff alerte sur la possible disparition des sentiments, du libre arbitre et de la conscience (G. DELACROIX, 2019. p.6).

Charles-Antoine Schwerer, démontre que dans la logique de notation, les comportements des consommateurs, et producteurs changent. Le SCS que nous avons vu mais aussi la notation des chauffeurs sur Uber, des hôtels sur Booking, des restaurants sur Tripadvisor, provoquent une appréciation économique publique et intertemporelle¹⁶⁴. Une attitude « déviante », même exceptionnelle, dissuadera durablement les futurs clients et le prestataire doit ainsi devenir irréprochable. L'économiste précise que le modèle d'évaluation publique comme le commentaire en ligne, complète et renforce un modèle de récompense privée comme le pourboire¹⁶⁵. Le numérique introduit une inversion du contrôle qui s'étend dorénavant du producteur vers le consommateur. Par exemple, le passager Blablacar ou l'utilisateur d'Airbnb. Chacun est incité à se montrer poli, serviable, aimable, drôle et efficace pour trouver à l'avenir d'autres voitures et maisons¹⁶⁶.

¹⁶³ *The Economist*, December 17, 2016. Op, cit.

¹⁶⁴ Charles-Antoine Schwerer, 2016. Op. cit.

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Ibid.

De même, l'incitation monétaire remplace l'évaluation publique ajoute Schwerer. Certains systèmes développés par des compagnies induisent une modification du comportement de leurs clients. On retrouve ainsi notamment le « *pay as you drive* » ou le « *pay as you live* », où le coût de la mutuelle santé ou de l'assurance auto dépend de la manière de conduire ou du nombre de footings effectués. La récolte de données crée un profil pour inciter les personnes à adopter un mode de vie pour moins payer¹⁶⁷. Le numérique renforce le contrôle traditionnel du consommateur sur le producteur, et étend l'évaluation aux utilisateurs puis aux clients.

Le numérique incite donc à optimiser son comportement par la publication de notes, de commentaires, et par la modulation des prix. Dans la société disciplinaire, le maître d'école ou le gardien de prison imposaient les comportements, tandis que dans la société numérique de contrôle, c'est l'efficacité économique qui les oriente. L'aspect économique joue un rôle important dans l'influence des comportements. L'individu reste théoriquement libre et ces comportements ont un coût monétaire.

7.2. De l'Habituation à l'Adoption de Nouvelles Normes ?

Par la recherche de modification comportementale individuelle et l'incitation de comportements spécifiques, l'État fait accepter de nouveaux comportements à sa population.

7.2.1. Banalisation de la Surveillance

Rocco Bellanova, Paul de Hert et Serge Gutwirth se livrent à un exercice réflexif sur leur discipline de recherche en explorant le concept de « banalisation de la surveillance ». Ils sont tous les trois professeurs chercheurs et membres du Groupe de recherche sur le droit, la science, la technologie et la société (LSTS) de l'Université de Vrije à Bruxelles (VUB).

¹⁶⁷ Ibid.

Dans leur texte « *Variations sur le thème de la banalisation de la surveillance* » de 2010, les auteurs démontrent aux travers de trois exemples tirés du quotidien qu'il y a une distinction entre la surveillance dite moderne classique et une surveillance atypique, qualifiée de « surveillance banalisée ». Ils mettent ensuite en perspective la distinction entre la surveillance « imposée » et « banalisée ». Pour ces auteurs la surveillance a toujours entretenu une relation étroite avec la technologie (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p. 47). Ils prennent l'exemple du scandale du Watergate qui provoque un choc et constitue un tournant tant le recours à la technologie paraît augmenter la portée de la surveillance. C'est d'ailleurs en réaction à cela qu'est prononcé le *Privacy Act* en 1974, afin de protéger les données personnelles des citoyens des abus gouvernementaux.

Les auteurs retracent l'histoire récente de cette surveillance. C'est à partir des années 1990 que trois tendances typiques de la surveillance moderne classique vont s'affirmer. D'abord, la baisse effective du coût des technologies et leur disponibilité sur le marché. Elles deviennent « intelligentes », automatiques, ciblées et « non intrusives » (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.47). En second lieu, depuis le lancement de la « guerre au terrorisme », la promotion de la sécurité nationale et le contrôle accru des mouvements des individus sont au centre des actions des gouvernements. Cette préoccupation tend à donner l'impression d'une multiplication et d'un renforcement de la surveillance. « L'aéroport » en devient le symbole par excellence (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.47). Enfin, la troisième est caractérisée par la complicité et l'acceptation de la part du surveillé, voire même par sa participation active. « La surveillance se fait soft, en ayant moins recours à la violence et à la coercition et se montrant plus « collaborative » et volontaire » (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.47).

En outre, cette surveillance dite moderne classique ne permet pas une approche globale de certains phénomènes nouveaux. Pour cette raison, les auteurs ont choisi trois exemples de surveillance au quotidien, semblant relever de ce type de surveillance. Néanmoins, ils ne peuvent pas être totalement appréhendés.

Le premier exemple est celui d'une entreprise anglaise qui propose aux commerçants de retransmettre en ligne, sur un site Internet, les images prises par leurs caméras de surveillance. Les internautes membres de ce site pourront ainsi visionner des extraits de ces vidéos. Ils ont possibilité d'identifier d'éventuelles effractions, et ainsi en avertir le commerçant. À leur tour, les commerçants intéressés noteront chaque alerte, et donc leurs auteurs respectifs. À la fin du mois, l'internaute ayant obtenu la meilleure note gagne une certaine somme d'argent. Le deuxième cas présenté par ces auteurs concerne l'introduction dans plusieurs gymnases d'un système d'entraînement informatisé et individualisé, se basant principalement sur l'utilisation d'une clé électronique. Pour les usagers, ce système leur permet d'enregistrer des informations concernant leur santé et leur programme de fitness. À la fin de la séance, elle établit un compte-rendu, soulignant les éventuels écarts par rapport au programme initialement prévu.

Pour leur dernière illustration, les auteurs ont repris un article publié dans Newsweek, selon lequel Facebook ferait travailler plus de 15% de son personnel, soit environ 150 personnes, comme une sorte de force de police. Ces employés doivent veiller au bon fonctionnement du site : vérification et intervention par rapport aux plaintes formulées par des utilisateurs concernant l'affichage de matériel considéré comme offensif, contrôler les contenus postés, veiller à ce que certains noms ne puissent pas être choisis comme noms d'utilisateurs. Ils doivent vérifier et assurer la sécurité du site, par la collaboration avec la police.

Ces cas semblent échapper à une certaine qualification suivant les seuls critères de la surveillance moderne classique. Il y a ici un assemblage avec une architecture très différente de celle du « surveillant ».

En effet, le traitement des données personnelles opéré dans ces exemples semble ne pas engendrer de réels préjudices pour les utilisateurs de ces services. Ces systèmes sont au contraire plutôt bien reçus par la société. Ils semblent même être une aide appréciable au quotidien, nous protégeant des voleurs, d'une crise cardiaque pendant l'exercice physique, ou encore contre l'obscénité et la perte d'information. Les interventions de la surveillance décrites dans cet article paraissent anodines car

déjà ancrées dans notre quotidien : elles sont à l'œuvre lors de nos entraînements sportifs, lors de nos interactions avec les autres, ou encore lorsque nous regardons un film, lorsque nous traversons un espace public, nous connectons à Internet ou encore lorsque l'on donne son identité à distance. Il devient banal d'être surveillé, même si on est un citoyen ordinaire n'ayant commis aucun délit, ne possédant aucun secret redoutable, ou ne représentant aucune menace pour le reste de la société, ajoute Francois-Bernard Huyghe (F-B. HUYGHE, 2008. p.13). Ces nombreuses données sont transformées en données analysées et stockées par des machines (F-B. HUYGHE, 2008. p.13). Cette intégration de la surveillance au quotidien, qui plus est dans des champs qui lui étaient jusque-là étrangés, rend difficile une analyse ancrée sur les concepts de la surveillance moderne classique, ou encore sur les enjeux de son développement. Nous avons vu que ces données ont une valeur particulière aux entreprises et gouvernements. Les auteurs désignent cette nouvelle forme de surveillance moderne atypique de « banalisée » (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.48).

Les auteurs vont ensuite reprendre les définitions du mot « banalisation » afin d'y associer à chacune d'elles le thème de la surveillance et ainsi démontrer dans quelle mesure la surveillance est devenue ordinaire. Elle est sans marque distinctive, dépourvue de nécessité de contestation et semble être acceptée par le surveillé. Cette acceptation permet la légitimation et l'entrée dans les mœurs de cette pratique. Les auteurs se basent sur l'analyse du sociologue Gary T. Marx qui souligne que le contrôle social résulte d'un nouveau type de surveillance par le développement de nouvelles technologies. La suppression de marques distinctives, l'invisibilité et l'infiltration du contrôle social s'effectue en douceur au cœur de la société. Certains aspects technologiques peuvent même constituer une partie d'un futur modèle de société où celui-ci présente de fortes ressemblances avec une prison de haute sécurité (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.50). Cela les amène ensuite à parler de Michel Foucault, une référence dans les études de surveillance. Ils s'appuient sur ses conceptions pour repérer les relations de pouvoir et essayer de comprendre leurs transformations, sachant qu'elles ne disparaissent

pas de la société. Enfin, ils utilisent le regard du sociologue Bruno Latour pour prendre en compte les « chaînes d'associations » entre humains et non humains (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.50). Cela leur permet d'attirer notre attention sur le rôle de la technique qui permet ces chaînes d'associations, notamment ces processus de délégation d'un comportement imposé à l'humain par des délégués non humains.

Les auteurs ont fait un effort rigoureux d'appuyer chaque lien entre les définitions du terme « banalisation » et le sujet de la surveillance par le soutien analytique d'experts dans le domaine, évitant des raccourcis. La banalisation de la surveillance permet une approche différente des recherches nombreuses sur le sujet. En comparant les exemples énoncés avec les définitions de la banalisation de la surveillance, les auteurs en font un constat sans équivoque : la prolifération des mesures de surveillance est entrée dans les mœurs. De la visualisation d'une vidéo de surveillance en tout temps ou par la police de Facebook, la surveillance change de dimension éthique en modifiant en partie son esthétique. La perception de sécurité maximale ressemble à d'autres pratiques déjà acceptées par la société (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.51). Les auteurs mettent en garde sur cette « banalisation » puisque ce changement d'ordre qualitatif altère à la fois l'expérience et le débat. Le risque étant que la collaboration ne soit plus seulement une participation à la surveillance, mais qu'elle ne soit plus reconnue comme telle. Tous ces exemples « *ont en commun qu'ils constituent un assemblage de pratiques sociales, d'êtres-humains, de technologies, de valeurs et de référentiels explicites et implicites* » (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.52).

Les professeurs précisent que malgré la prise en compte dans les débats et les recherches académiques des systèmes de bases de données ou des caméras, ils sont souvent pris comme symboles ou « prototypes » sociopolitiques (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.52). Le questionnement des relations de pouvoirs persiste même si au travers de leur texte les auteurs poussent justement cette porte de réflexion. En citant les travaux de Foucault ou de Lyon et en les

opérationnalisant au travers de la définition de la « banalisation », les auteurs attirent notre attention sur le paradoxe qui existe entre la construction de la technologie annoncée comme une mécanique dénuée des relations de pouvoirs, et la réalité de l'utilisation de cette dernière qui les favorise. Ils ajoutent d'ailleurs la réflexion faite par Deleuze que les machines n'expliquent pas grand-chose mais plutôt l'analyse des agencements collectifs dont les machines ne sont qu'une partie (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.53).

L'utilisation de la technique s'est donc infiltrée discrètement dans le contrôle social et, la surveillance bénéficie de la complicité du surveillé. Le concept de « banalisation » de la surveillance vient comme un outil explicitement mis en avant pour alimenter le débat des études de surveillance et de différencier : une hard et une soft surveillance, de manière exhaustive.

De plus, la banalisation de la surveillance s'exprime par le nombre toujours croissant de caméras de vidéosurveillance faisant partie intégrante de notre paysage. Anne-Cécile Douillet, Laurence Dumoulin et Séverine Germain, respectivement professeur de sciences-politiques, sociologue du droit et de la justice et docteur en sciences-politiques, questionnaient déjà en 2009 leur place dans « Un dispositif socio-technique à la loupe : genèse et banalisation de la vidéosurveillance dans trois villes françaises ». Les auteurs s'interrogent sur le cas français en questionnant le fondement de leur installation, soit quelles seraient les conditions d'un tel dispositif pour devenir une composante de la gestion de la sécurité (A-C. DOUILLET, L. DUMOULIN, S. GERMAIN, 2009. p.8). Comme avec De Maillard, la sécurité est un élément primordial dans la justification de dispositifs de surveillance.

Pour conclure, ils ajoutent que les études sur la surveillance manquent de travaux qualitatifs sur la nécessité de prêter attention au développement des droits à la vie privée et à la protection des données personnelles. Ces enjeux sont essentiels dans la compréhension de leurs interventions dans la quotidienneté, de l'intégration des éléments technologiques ainsi que de leur articulation avec d'autres droits et

instruments de résistance (R. BELLANOVA, P. DE HERT, S. GUTWIRTH, 2010. p.54).

Les nouvelles technologies font donc partie intégrante de nos quotidiens sans que l'on ait réellement discuté de leurs implications. Les gouvernements s'en emparent comme outils de surveillance, de contrôle, sous forme de progrès. Les innovations sont le fer de lance d'un nouveau capitalisme, et de croissance constante. La société semble s'être aliénée à ces nouvelles technologies.

7.2.2. Une Aliénation Technologique ?

La notion d'aliénation est généralement comprise, en philosophie, comme la dépossession de l'individu, c'est-à-dire la perte de sa maîtrise, de son libre arbitre, de ses forces propres au profit d'un autre (individu, groupe ou société en général)¹⁶⁸. Il renvoie ainsi fréquemment à l'idée d'une inauthenticité de l'existence vécue par l'individu aliéné.

L'aliénation sociale autour des nouvelles technologies n'est pas une question nouvelle. En effet, Jacques Ellul l'a observé et analysé dès les années 1965 dans son livre « *L'illusion politique* ». Ellul nuance que l'appât du gain de son époque n'était pas plus important que celui d'autrefois, il ne peut donc suffire à expliquer seul les sursauts du capitalisme. Par ailleurs, les accumulations de capitaux ont atteint des seuils considérables, grâce au développement exponentiel des techniques de circulation de l'argent, par les seules avancées de la robotique et l'informatique, et non Internet puisqu'il n'existait pas au temps d'Ellul.

Les marchés financiers de nos jours sont d'immenses réseaux informatiques. Néanmoins, si la quasi-totalité des analystes s'accordent sur le fait que l'économie conditionne la politique, ils récusent la thèse ellulienne selon laquelle la technique

¹⁶⁸ L'aliénation, Larousse « <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/aliénation/2256> » consulté le 4 mars 2020.

détermine l'économie. Ils défendent l'idée que la technique est neutre. Bernard Charbonneau, penseur proche d'Ellul, affirme que cette neutralité de la technique n'est en fait rien d'autre que la neutralité de l'homme à l'égard de la technique.

D'après Ellul, cette quasi-absence d'esprit critique envers la technique s'explique par le fait que celle-ci est en fait désormais sacralisée (J. ELLUL, 2008. p.130-134) : si elle est discutable sur le plan de ses conséquences, elle ne l'est en aucun cas au niveau de sa raison d'être. Ellul considère que si une chose est « techniquement » réalisable, elle le sera « tôt ou tard, sans qu'aucune considération éthique ne s'y oppose » (J. ELLUL, 2004. p.152-156). Les comités d'éthique n'interviennent qu'a posteriori, lorsqu'un processus est lancé et qu'on ne peut l'arrêter.

Pierre Laroque est resté dans la mémoire collective comme le « père fondateur » de la Sécurité Sociale en France. Laroque analyse l'ouvrage de 1954 : « La Technique ou l'enjeu du siècle » de Jacques Ellul. Il relève qu'Ellul ne cherche pas à décrire les multiples aspects de la technique, mais plutôt montrer qu'elle fait partie intégrante de nos sociétés contemporaines comme une base d'une civilisation entièrement nouvelle. Il entend donc que le progrès technique dépasse le domaine économique. Il impacte la structure et le fonctionnement de l'État ainsi que « la vie psychologique de l'individu » (P. LAROQUE, 1954. p.986). Tout est envisagé sous l'angle de la technique, elle régit l'enseignement, la propagande, le travail, les loisirs de l'homme, jusqu'à l'amour ou la mort. La technique se présente comme une unité essentielle et universelle : de moyens assignés à une fin, elle constitue désormais notre environnement (J. ELLUL, 2004. p.44-61). Par ailleurs, la technique est autonome, vis-à-vis de l'économie, de la politique, des valeurs religieuses ou morales (P. LAROQUE, 1954. p.986). Elle se développe par elle-même, échappant de plus en plus au contrôle de l'homme et faisant peser sur lui un grand nombre de déterminations (J. ELLUL, 2004. p.63-85 ; p.133-162).

Paul Ladrière, sociologue français et ancien directeur de recherches émérite au CNRS, compte parmi les membres fondateurs du Centre de sociologie de l'éthique.

« L'expérience fondamentale de l'homme aujourd'hui est celle du milieu technique et de la société. C'est pourquoi le sacré qui est en train de s'élaborer dans l'inconscient individuel et dans l'inconscient collectif est lié à la société et à la technique, non plus à la nature » (P. LADRIÈRE, 1973. p.164).

Ellul développe l'idée selon laquelle l'homme ne peut s'empêcher de sacraliser sa nature. Néanmoins, il profana progressivement cette dernière au profit de la technique. Or les conséquences de ce « transfert de sacré » sont environnementales mais aussi et surtout psychologiques. L'homme, s'obstinant à croire en la neutralité de la technique, en perd son esprit critique et en devient par conséquent un aliéné. L'individualité de l'homme disparaît au sein de mécanismes de plus en plus parfaits où il y trouve sans doute des satisfactions considérables précise Laroque. Cédant ainsi à la force de la technique, cela peut le conduire à adopter de plus en plus de comportements conformistes. L'auteur énonce que l'individu perd sa liberté véritable, il se voit façonné et transformé par la technique. Pour Ellul, si l'homme s'obstine encore dans son aveuglement, « le conformisme est parti pour devenir le totalitarisme de demain » (J. ELLUL, 1993). Laroque ajoute : « ainsi se constitue un monde unitaire et total » (P. LAROQUE, 1954. p.986), où l'homme ne peut rien pour orienter ou enrayer cette évolution puisqu'il devient le produit de ces mécanismes abstraits, vidé de sa personnalité (P. LAROQUE, 1954. p.986). De ce fait, « ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique » (J. ELLUL, 2003. p. 316). En dépit de l'assujettissement à la technique, la cyberdépendance n'est toujours pas en 2020 officiellement reconnue par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une addiction à part entière¹⁶⁹.

Selon Ellul, la technique est plus que le simple machinisme. Elle s'apparente davantage à la recherche de minimisation des efforts pour un maximum d'efficacité, quête devenant obsessionnelle (J. ELLUL, 2008. p.18-19). À travers un discours

¹⁶⁹ IFAC (Institut Fédératif des Addictions Comportementales) 2020. « Cyberdépendance », « <https://www.ifac-addictions.fr/la-cyberdependance.html> » consulté le 12 mars 2020.

virulent sur la société de contrôle organisée par des États et des grandes firmes technologiques, Ellul pointe les faiblesses de décisions consistant à « choisir des réponses techniques aux problèmes politiques et sociaux » (J. ELLUL, 1988. p.768). Ainsi la bureaucratie « ne peut considérer les individus. Elle obéit à la seule règle d'efficacité. (...) Et si un but est fixé par le politique, il se dilue dans l'appareil (bureaucratique) et n'a bientôt plus de sens » (J. ELLUL, 2004. p.201). D'après Régnauld, la grille de lecture proposée par Ellul reste pertinente dans les sociétés actuelles, au regard du pistage en règle de nos données, de la surveillance de masse, de la publicité ultra-personnalisée, de la consommation effrénée, etc. Le « système technicien » puise sa force de l'intérêt que l'homme lui consacre¹⁷⁰.

Déjà en 1954, Ellul affirmait que le réel acteur du monde contemporain et à venir n'est pas le capitalisme, mais la technique, « [nouvelle, significative, et déterminante] ». (J. ELLUL, 1981. p.155). Les dirigeants de la Chine ont grandement privilégié les nouvelles technologies dans leurs investissements. C'est ainsi que des outils tel que le SCS ont pu voir le jour. L'état de la technique et la société de consommation orientent les servitudes humaines. La propagande publicitaire est le symbole de cette société qui glorifie le progrès tout en cachant un recul potentiel de valeurs fondamentales. La surveillance et la propagande contribuent fortement à l'apparition d'un conformisme de masse, rendu possible grâce à une instrumentalisation des nouvelles technologies maîtrisées avec brio. L'incitation de comportements spécifiques par le biais des nouvelles technologies est d'autant plus efficace tant que l'humain s'obstine encore dans son aveuglement quant à son propre asservissement à la technique. Ellul se positionne farouchement contre la publicité, qui compose un élément essentiel de la propagande sociologique qu'il a identifié. Il est d'ailleurs souvent repris par les traditionalistes et par certains altermondialistes afin de critiquer l'économie de marché, souligne Régnauld¹⁷¹.

Laroque fait l'éloge du travail rigoureux présenté par Ellul, et la difficulté de réfuter les faits avancés par ce dernier. Il nuance néanmoins une idée de réserve sur les

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ Ibid.

conséquences à tirer des constats effectués sur notre civilisation. Il pointe également le fait qu'Ellul parle de la technique comme un automatisme parfait qui serait l'aboutissement de la civilisation moderne, or cela résulte en de pures vues de l'esprit puisque les mécanismes techniques sont construits par l'homme et c'est l'homme qui en assure le fonctionnement (P. LAROQUE, 1954. p.987). Il avance ensuite l'imperfection de l'homme, et par conséquent l'imperfection de l'organisation technique. Cet argument qui se tient en 1954 semble de plus en plus faible aujourd'hui car la nouvelle technologie paraît toujours plus aboutie et est capable de corriger par elle-même les défauts de ses propres mécanismes.

Enfin, Laroque s'oppose à Ellul en soulevant l'idée que la civilisation technique améliore le niveau de vie des individus. Elle permet à chacun d'exercer les activités dans lesquelles ils ont le plus d'aptitude en développant ainsi au maximum leur personnalité. En ce sens, la technique donnerait accès à une liberté plus réelle (P. LAROQUE, 1954. p.988). Tous les aspects de la vie sociale de l'individu étant façonnés par la technique, cette liberté fait partie d'un cadre déjà prédéfini.

Régnauld pointe qu'Ellul pensait que l'informatique est un « gadget ». Même s'il est considéré comme un précurseur dont les analyses et les concepts restent valables aujourd'hui, il est fondamental de relier ces propos à l'époque de l'auteur, seconde moitié du 20^{ème} siècle. Le débat fondamental autour de la technique reste ouvert puisque les questions qui existaient à l'époque persistent et prennent d'autant plus de sens à l'heure de la technologie de pointe qui ne cesse de transformer l'organisation de nos sociétés, de nos échanges sociaux et de nous-mêmes.

Evgeny Morozov, chercheur et écrivain, spécialiste des implications politiques et sociales du progrès technique et du numérique, est proche des théories d'Ellul sur les implications de la technologie au sein de la société, avec son fameux concept de « solutionnisme technologique ». Il semble plus critique du système capitaliste qu'Ellul, commente Régnauld¹⁷². Régnauld ajoute, que certaines grandes firmes

¹⁷² Régnauld Irénée, 2016. Dans : Mais.ou.va.le.web ? P(a)nser le numérique. « Le diable s'habille en data – Le mirage numérique – lecture de Morozov », « <http://maisouvaleweb.fr/lediable->

internationales s'appuient sur un mode de substitution mentale : le « coût cognitif zéro ». Ainsi, des entreprises tel que Amazon, Google, et Facebook mettent au point des fonctionnalités qui vous donnent la possibilité de consommer sans même vous en rendre compte¹⁷³. Pour ce faire, elles se servent de certains concepts issus d'études sur le fonctionnement du système cognitif humain, tel que la théorie du Nudge. Celle-ci, signifiant « coup de coude ou coup de pouce », est un concept des sciences du comportement, de la théorie politique, et d'économie issu des pratiques de design industriel. Favorisant les suggestions indirectes, le Nudge permet d'influencer les motivations, les incitations et la prise de décision des groupes et des individus, au moins de manière aussi efficace sinon plus efficacement que l'instruction directe, de coercition, la législation ou l'exécution. Il s'agit d'une petite intervention dans notre environnement qui modifie les mécanismes du choix, pour les influencer dans un sens qui correspondrait mieux à leur propre intérêt ou à l'intérêt général¹⁷⁴.

L'État peut également utiliser des techniques de « nudging » pour orienter les comportements des masses. En effet, il souhaiterait aussi manier la vie publique grâce à ces incitations. À partir des idées de Morozov, Régnauld soulève le paradoxe qui semble exister entre d'une part « l'ouverture apparente de nos infrastructures technologiques » et d'autre part « l'intensification du contrôle¹⁷⁵ ». Selon Régnauld, Morozov met en exergue le fait que sous l'ère du Big Data, c'est tout un système de solidarité qui s'effondre au profit de la logique de marché. Derrière les innombrables potentialités de personnalisation offertes par les firmes, révéler de telles données permet en réalité aux organisations d'établir des profils et des échelles de prix différents. En effet, si les applications mobiles utilisant des données personnelles se multiplient sur le marché, il en ressort qu'aucun effort analogue n'est placé pour lutter contre l'évasion fiscale. Les États et les firmes internationales s'appuient alors sur les techniques de nudging afin de détourner

shabille-en-data-le-mirage-numerique-morozov/ » consulté le 6 mars 2020

¹⁷³ Ibid.

¹⁷⁴ France Culture, 2018. « Connaissez-vous le Nudge ? », « <https://www.franceculture.fr/emissions/hashtag/connaissez-vous-le-nudge> » consulté le 6 mars 2020.

¹⁷⁵ Régnauld Irénée, 2016. Op. Cit.

l'attention des citoyens, les orientant plutôt sur du réconfort téléchargeable plutôt que de s'attaquer à la cause de leurs soucis¹⁷⁶.

Cette idée s'appelle le « solutionnisme technologique », centrale dans la thèse de Morozov. Ce concept estime que chaque individu est tenu responsable de son état, et qu'il peut librement y remédier en consommant de la technologie¹⁷⁷. Morozov nous alerte que la technologie n'est jamais neutre. De nombreux autres auteurs précisent que plus que de se suffire aux données, le pouvoir s'exprime davantage dans l'instrumentalisation de celles-ci. Cependant, d'après Morozov, le pouvoir ne peut être tenu par quelques-uns sans que cela se solde par une machination¹⁷⁸.

¹⁷⁶ Ibid.

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ Ibid.

CONCLUSION

Malgré deux nations avec une construction idéologique propre et des modèles politiques différents, elles n'en restent pas moins très similaires dans leurs attitudes et dispositifs mis en place. Une nouvelle génération de technologie numérique, y compris l'IA, a émergé et ces deux grandes puissances savent en tirer profit.

Dans la « nouvelle Chine courageuse » de Xi Jinping, il est devenu de plus en plus clair que la numérisation de la société chinoise amplifie la capacité de l'État à surveiller et contrôler les 1,4 milliard d'habitants du pays. Les autorités augmentent leur massive collection d'instruments de haute technologie appliqués à la surveillance et au contrôle, elles cultivent de plus en plus leur « capacité à relier de manière persistante l'identité et les activités des personnes » (X. QIANG, 2019. p.64). Ce procédé fait également partie prenante du quotidien des Américains, comme a pu le mettre à jour Snowden.

Les données sur les personnes sont également utilisées à des fins commerciales, comme nous l'avons vu avec le capitalisme de surveillance. Ainsi les entreprises et les gouvernements peuvent faire passer des messages ciblés, individualisés afin de provoquer une émotion, une réaction, un comportement chez les citoyens. Les autorités s'immiscent grâce au numérique dans tous les aspects de la vie sociale modifiant les manières d'échanger, de travailler et de consommer de leur population. Nous avons vu tous les moyens mis en œuvre par les États afin d'obtenir ce résultat : la propagande, la surveillance, l'instrumentalisation des nouvelles technologies, la banalisation de la surveillance, le score crédit social. Les dirigeants peuvent, pour l'instant, compter sur une légitimité à mettre en place ces dispositifs, ainsi que sur la complicité d'une part de sa population. La prospérité économique, la sécurité, la stabilité et le prestige à l'international permettent à la population d'accepter les termes de ce contrat implicite avec les autorités. De disciplinées à contrôlées puis surveillées, ces sociétés sont dirigées dans un but commun : une élaboration d'un

comportement prédéfini des citoyens qui les composent.

La surveillance, soutenue par l'Intelligence Artificielle, donne à l'État les moyens pour identifier et maîtriser en avance l'opposition en combinant les indices de ses nombreux canaux de collecte d'informations de masse. C'est en ce sens que Qiang avance que la Chine est en voie de devenir la première « tyrannie réceptive », et peut-être même un « État totalitaire numérique » (X. QIANG, 2019. p.64). Sébastien Falletti comme François Bougon soulève l'idée que la Silicon Valley jurait que l'Internet allait rendre les dictatures obsolètes. Or « le Parti a réussi à tourner les nouvelles technologies en armes de contrôle de la population », juge Zhang Lifan, historien indépendant à Pékin (S. FALLETI, 2019. p.16).

À l'instar des présidents américains qui recherchent au travers de leur campagne électorale et de leurs communications à être aimé ; « Xi Jinping est le parfait élève de Machiavel. Il a compris qu'il fallait mieux être craint qu'aimé » précise Jean-Pierre Cabestan (S. FALLETI, 2019. p.15). François Godement, mentionne que la Chine est en train d'effectuer sa quatrième révolution industrielle, portée par l'IA, et le Big Data, qui accouche « d'une nouvelle gouvernance algorithmique capable de maintenir l'emprise sur l'individu du berceau à la tombe » (S. FALLETI, 2019. p.16). L'enjeu est de gagner cette prochaine révolution industrielle. Le digital est donc stratégique pour contrôler une population en temps réel, tout en imposant la puissance et des normes chinoises à travers le globe (F. GODEMENT, 2019. p.173).

Pour couronner le tout, un symbole fort : celui de la conquête de l'espace par la Chine, où elle s'est posée sur la face cachée de la Lune. Cette conquête de l'espace était un réel enjeu de premier plan lors de la guerre froide, et démontre aujourd'hui non seulement la prouesse technologique de la réalisation de cette mission mais envoie également un message politique fort que le reste du monde ne peut ignorer¹⁷⁹. Les leaders européens se questionnent : Faut-il avoir peur de la Chine ? Xi Jinping

¹⁷⁹ National Geographic, 2019. « La Chine s'est posée sur la face cachée de la lune. Que va-t-elle y faire ? », « <https://www.nationalgeographic.fr/espace/la-chine-sest-posee-sur-la-face-cachee-de-la-lune-que-va-t-elle-y-faire> » consulté le 20 janvier 2019.

a déclaré que pour le centième anniversaire du régime en 2049, la Chine sera la première puissance du monde, rapporte le journaliste et géopoliticien Renaud Girard (R. GIRARD, 2019. p.164). La Chine a retiré beaucoup des universités américaines et européennes or aujourd’hui elle a développé ses propres centres de recherches afin de fortement les concurrencer dans les domaines suivants : télécommunications, développement de la 5G, intelligence artificielle, spatial. Son attrait à devenir compétitive dans de nombreux domaines représente autant de possibilités alléchantes pour les géants commerciaux et ingénieurs de la planète (R. GIRARD, 2019. p.164). La Chine n’est plus seulement l’atelier de la planète, elle en devient le laboratoire.

Par ailleurs, la Chine a dû gérer en début d’année 2020 la prolifération du Coronavirus et prendre des mesures exceptionnelles, telles que le confinement de près de 60 millions de personnes, la province de Hubei. Cette course contre la montre fut un défi pour Xi Jinping et le régime pour éviter que cela devienne une crise sociale, politique et économique. En février 2020, David Baverez, investisseur basé à Hong Kong, estimait que la contrainte créée par le confinement lié au Coronavirus en Chine va encourager l’innovation technologique et la digitalisation de l’économie. « Les Chinois ne sont jamais aussi inventifs que lorsqu’ils sont sous contrainte¹⁸⁰ ». Les modes de vie en sont obligatoirement modifiés. Il ajoute que l’éducation en ligne va se développer ainsi que le télétravail de manière très importante. On constate que ses projections se vérifient, non seulement en Chine mais également dans le monde entier. De plus, ce style de vie s’intègre dans le modèle « smart city » que les Chinois veulent développer¹⁸¹. Peu importe les conjonctures, le gouvernement réussi à garder le cap de sa politique.

D’autre part, les États-Unis ont au début de cette crise peiné à obtenir des masques et ont dû faire face à un vent de contestations contre le port de celui-ci. Lorsque la Chine a confiné toute une province, cela semblait de prime abord impossible pour

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ Ibid.

les démocraties. Les États-Unis ont été confronté à de nombreuses hésitations quant aux manières de faire face à ce virus inédit, notamment par rapport au confinement ; pour finalement avoir recours aux mêmes mesures drastiques que la Chine. Elle est une source d'inspiration en termes d'utilisation des nouvelles technologies auprès de la planète entière. Désormais de nombreux pays semblent prêts à les utiliser afin de surveiller l'évolution de l'épidémie de Covid, malgré l'aspect liberticide des mesures proposées : déploiement d'applications de « contact-tracing », et plus récemment le développement de « passeport sanitaire numérique ». Cette pandémie de Covid-19 pousse en effet un certain nombre d'États à avoir recours à la surveillance possible par le Big Data. En s'appuyant sur des applications et sur les données de géolocalisation des téléphones mobiles, cette stratégie s'avère très efficace dans la limitation de la propagation du virus, et légitimise le contrôle opéré par les autorités sur leur population.

En outre, le terrorisme a également frappé de plein fouet l'Occident qui a démontré une capacité de réaction par la mise en place d'états d'urgence et de mesures de surveillance plus poussées appuyées par les nouvelles technologies. Le monde va-t-il basculer dans une hyper-surveillance ? La question n'est pas si anodine que cela puisque la sécurité reste l'élément qui permet d'outrepasser la liberté individuelle, comme l'a démontré le confinement de près de la moitié de l'humanité, incluant les démocraties. Cette pandémie marque-t-elle un point de bascule dans ce que pourrait être ce nouveau monde pressenti, guidé par les nouvelles technologies et une consolidation du pouvoir politique ?

Dans une éternelle quête de garder le contrôle sur la scène internationale, les enjeux de la surveillance américaine ne s'appliquent pas uniquement à leurs propres citoyens. Celle-ci s'étend sur les nations concurrentes : la Chine. Commerciaux, technologiques, géostratégiques : ces aspects de la rivalité qui opposent de longue date la Chine et les États-Unis sont bien connus. La « Tech-guerre » est maintenant lancée entre les deux grandes puissances. Du côté américain, cette guerre a mis du temps à être formulée, au-delà de la hausse des droits de douane, mais elle est à

présent cohérente et connue. En effet, il s'agit principalement de restreindre les exportations de technologies américaines vers la Chine, mais également de restructurer les chaînes de valeur afin de moins dépendre des approvisionnements chinois dans certains secteurs jugés sensibles, et d'investir dans les technologies émergentes, telles que l'IA. Ainsi, les États-Unis lancent l'offensive technologique contre la Chine, et tentent de neutraliser Huawei, acteur incontournable des réseaux mobiles et de la 5G. Cette firme chinoise est depuis longtemps dans le collimateur des autorités américaines, soupçonnée d'espionnage au profit de Pékin qui aurait largement contribué à son expansion internationale. Le décret de Donald Trump, lors de sa présidence, est la mesure la plus sévère contre le secteur technologique chinois en pleine expansion, en particulier en Asie. Cette mesure contre Huawei n'est pas de nature à apaiser les esprits entre les deux premières puissances économiques du monde qui se sont imposées réciproquement des hausses de tarifs douaniers sur des centaines de milliards de dollars de produits manufacturés. Le régime chinois a décidé de privilégier les efforts en vue de l'autosuffisance technologique et de la consommation intérieure au détriment de l'exportation. La perspective de voir le monde du numérique coupé en deux blocs de plus en plus étanches et communiquant peu entre eux est une menace importante.

Finalement, peu importe le « gagnant » de cette « Tech-guerre », il n'en reste pas moins que l'on tend vers des régimes de surveillance 2.0. : rendus possibles par la technologie et acceptés par la propagande, permettant un contrôle accentué des États sur leur population.

BIBLIOGRAPHIE

Arifon Olivier, Ricaud Philippe, 2006. « *Le contrôle d'internet en Chine : L'avvers et le Revers. Regards sur La Société de l'Information* ». AFRI, Volume VII.

Bellanova, R., De Hert, P. & Gutwirth, S, 2010. « *Variations sur le thème de la banalisation de la surveillance.* » *Mouvements*, vol. 62, no. 2, pp. 46-54.

Bergendal, Taghrid Sara, 2012. « *David Lyon: Technology and Surveillance Society* ». Département des médias et de l'informatiques de l'université d'Uppsala.

Bougon François, 2019. « *La Chine sous contrôle. Tiananmen 1989-2019* ». Seuil.

Cabestan Jean-Pierre, 2014. « *Le système politique chinois : un nouvel équilibre autoritaire* » Paris, Presses de Sciences Po.

Cabestan, Jean-Pierre, 2005. « *The political and practical obstacles to the reform of the judiciary and the establishment of a rule of law in China* ». *Journal of chinese politics SCI 10*, pp. 43–64.

Chiang Denizot Camille, Gaye Nathanaël, 2018. « *La construction de l'identité nationale chinoise au tournant du XIXème-XXème siècle - une quête identitaire entre tradition et modernité.* » Université Paris-Lumière.

Chomsky, Noam et Herman Edward. 2003. « *Préface* » et « *Un modèle de propagande* », p. LI-LV; 1-30. In « *La fabrique de l'opinion publique : la politique économique des médias américains* ». Paris: Le serpent à plumes.

Chun Wendy, 2006. « *Control and Freedom. Power and Paranoia in the Age of Fiber Optics* ». MIT Press Cambridge, Massachusetts London, England.

Coleman, Roy. 2002. Book Review: « *Surveillance Society: Monitoring Everyday Life Social & Legal Studies* ». « <http://sls.sagepub.com/content/11/2/314.full.pdf> »

Deleuze Giles, 1990, mai. Post-scriptum sur les sociétés de contrôle. *L'autre journal*, n°1.

Domenach Jean-Marie. 1950. « *Règles et techniques* », dans *La propagande politique*, Paris, Presse universitaire de France, collection que sais-je?, 127 pages, pages 44 à 83.

Douillet Anne-Cécile, Dumoulin Laurence, Germain Séverine, 2009. « *Un dispositif socio-technique à la loupe : genèse et banalisation de la vidéosurveillance dans trois villes françaises* ». Congrès de la Société québécoise de Science politique, Ottawa, Canada. halshs-00433919

Driencourt Jacques. 1950. « *Origines et développement de la propagande* », dans : « *La propagande nouvelle force politique* », Paris, Librairie Armand Colin, 287 pages, pages 27 à 66.

Ellul Jacques, 1981. « *À temps et à contretemps* », entretien avec M. Garrigou-Lagrange, le Centurion.

Ellul, Jacques, 1988. « *Le Bluff Technologique* », *Pluriel. Ellul Jacques, 1990. « Les catégories de la propagande* », dans *Propagandes. Classiques des sciences sociales*, Economica, Paris, pages 75 à 103.

Ellul Jacques, 1993. « *L'Homme entier* », documentaire de 55 min et 80 min réalisé par Serge Steyer.

Ellul Jacques, 2003. « *Les Nouveaux Possédés* », 1973. 2e édition, les Mille et une nuits.

Ellul Jacques, 2004. « *Le Système technicien* », 1977. 2e édition, le Cherche-midi.

Ellul Jacques, 2004. « *L'illusion politique* », 1965. 3e édition, la Table ronde.

Ellul Jacques, 2008. « *La Technique ou l'enjeu du siècle* », 1954. 3e édition, Economica.

Falletti Sébastien, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Un empire rouge, obsédé par sa survie, défie l'histoire* » p. 12-18.

Falletti Sébastien, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Les hautes technologies, nerf de la nouvelle guerre froide entre Pékin et Washington* ». p. 170-173.

Froissart Chloé, 2008. « *Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir* », Les Études du CERI N°149.

Girard Renaud, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». p. 164-165.

Godement Francois, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *L'idée d'une démocratisation inéluctable de la Chine est la plus grande illusion de la fin du XXème siècle* ». p.7-11.

Guillou Sarah, 2018. « *Doit-on s'inquiéter de la stratégie industrielle de la Chine ?* ». OFCE, Sciences Po Paris.

Helbing Dirk, Bruno S. Frey, Gerd Gigerenzer, Ernst Hafen, Michael Hagner, Yvonne Hofstetter, Jeroen van den Hoven, Roberto V. Zicari, Andrej Zwitter on February 25, 2017. « *Will Democracy Survive Big Data and Artificial Intelligence?* » We are in the middle of a technological upheaval that will transform the way society is organized. We must make the right decisions now.

Huyghe Francois-Bernard, 2008. « *Société de surveillance* », « <http://www.huygh.fr> ».

Jinghan Zeng, 2015. « *From Big Data to Big Brother 2.0? The Use of Digital Technology in Governing Authoritarian China* » in *International Affairs* 92(6):1443- 1462.

Katzenstein Peter J (dir), 1996. « *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics* ». New- York : Columbia University Press.

Ladrière Paul, 1973. Compte-rendu de : « *Les nouveaux possédés* » de Jacques Ellul, *Archive de sciences sociales des religions*. pp.164-165.

Laroque Pierre, 1954. Compte-rendu de : « *La Technique ou l'enjeu du siècle* » de Jacques Ellul, *Revue Economique*. pp.986-988.

Lee Kai-Fu, 2018. « *AI Superpowers. China, Silicon Valley, and the New World Order* » Houghton Mifflin Harcourt.

Lyon David, 2001. « *Surveillance Society : Monitoring Everyday Life* », Open University Press Buckingham.

Lyon David, 2007, « *Surveillance Studies : An Overview* », Cambridge, Polity Press.

Macleod Alex, Masson Isabelle et Morin David, mars 2004. « *Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales* », Volume 35, Numéro 1, p. 7–24.

Martin Pierre, 2019. « *Le développement de l'industrie cyber chinoise : une priorité nationale* », Bulletin d'analyse économique du Service économique régional de Pékin. Trésor Direction Générale.

Meissner Werner, 2006. « *Réflexion sur la quête d'une identité nationale et culturelle en Chine [du XIXe siècle à aujourd'hui]* ». Perspectives Chinoises. n°97, pp. 45-58.

Morozov Evgeny, 2015. « *Le mirage numérique. Pour une politique des big data* ». Les prairies ordinaires.

Ottaviani Didier, 2003. « *Foucault - Deleuze : de la discipline au contrôle* » In : « Lectures de Michel Foucault. Volume 2 : Foucault et la philosophie » p.59-73. [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, (généré le 08 novembre 2019). Disponible sur Internet : . ISBN : 9782847884463. DOI : 10.4000/books.enseditions.1217.

Pluyette Cyrille, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Shenzhen est devenue une Silicon Valley* ». p. 48-50.

Pluyette Cyrille, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Les cadences infernales des soutiens du net chinois* ». p. 51-53.

Pluyette Cyrille, 2019. Dans le Figaro - Enquêtes, hors série : « *Faut-il avoir peur de la Chine ?* ». « *Rongcheng, laboratoire du « Big Brother » chinois* ». p. 108-112.

Qiang Xiao, January 2019. « *The road to digital unfreedom: President Xi's Surveillance state* », Journal of Democracy, Vol 30, N°1, Johns Hopkins University Press, pp.53-67.

Qin Bei, Strömberg David, and Wu Yanhui, 2017. « *Why Does China Allow Freer Social Media ? Protests versus Surveillance and Propaganda.* » Journal of Economic Perspectives, Volume 31, Number 1, p.117-140.

Reynaud Jean-Daniel, 1988. « *La négociation des nouvelles technologies : Une transformation des règles du jeu ?* ». Revue française De Science Politique, Vol. 38,

No. 1, pp. 5-22. JSTOR, www.jstor.org/stable/43121485 .

Taïeb Emmanuel, 2010. « *La propagande revisitée* », Quaderni, 2010/2 n°72, p. 5-18.

Tchakhotine, Serge. 2009 (1952). « *La propagande politique dans le passé* », dans *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Mesnil sur l'Estrée : Gallimard, Coll. « Tel », 605 pages, pages 298 à 338.

Vinck Dominique, 1995. « *Sociologie des Sciences* », Paris, Armand Colin, 256 p.

Weldes Jutta, 1999. *Constructing National Interest. The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis et Londres: University of Minnesota Press.

Wendt Alexander. 1992. « *Anarchy is what states make of it: The social construction of power politics.* » *International Organization*, no 46 (2).

Zuboff Shoshana, 2019. « *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power* », PublicAffairs.

Articles :

BBC, 2014. Interview de Stephen Hawking. « <http://www.bbc.com/news/av/technology30299992/stephen-hawking-full-interview-with-rory-cellan-jones> » consulté le 25 mai 2019.

Béja Alice, 2014. Dans *Esprit* : « *Après le rêve américain, le rêve chinois ?* » « <https://esprit.presse.fr/article/alice-beja/apres-le-reve-americain-le-reve-chinois38078> » consulté le 20 mai 2019.

Bequelin Nicholas, 2018. Dans *Amnesty International* : « *Chine. La Loi sur la surveillance est une menace systémique pour les droits humains* ». « <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/03/china-new-supervision-law-threat-tohuman-rights/> » consulté le 28 juin 2020.

Bidan Marc, 2015. Dans : *The Conversation*. « *Relecture du post-scriptum de Gilles Deleuze pour temps numériques* » <http://theconversation.com/relecture-du-post-scriptumde-gilles-deleuze-pour-temps-numeriques-51507> .consulté le 15 septembre 2019.

Charon Paul, 2010. Dans SinoPolis : « *Comprendre la légitimité et la stabilité du régime chinois* », « <https://sinopolis.hypotheses.org/248> » consulté le 20 décembre 2019.

Courrier international, 2013. « *Cuba. Le Net, filtré et réservé aux friqués* », « <https://www.courrierinternational.com/article/2013/10/17/le-net-filtre-et-reserve-auxfriques> » consulté le 20 mai 2019.

De Fournas Marie, 2017. Dans 20 Minutes : « *Comment la Chine s'enfoncé plus dans la censure internet* » online: « <https://www.20minutes.fr/high-tech/2194647-20171229-comment-chine-enfonce-toujours-plus-censure-internet> » consulté le 20 mai 2019.

De Maillard Clément, 2014. Dans Cercle K.2 : « *Une société sous surveillance ou une société sans surveillance ? Paradoxe d'un dispositif de pouvoir en quête de sens* », « <https://www.cercle-k2.fr/etudes/une-societe-sous-surveillance-ou-une-societe-sanssurveillance-paradoxe-d-un-dispositif-de-pouvoir-en-quete-de-sens-16> » consulté le 25 octobre 2019.

Delacroix Géraldine, 2019. Dans Mediapart : « *Le capitalisme de surveillance, maître des marionnettes* ». p.1-7. Consulté le 8 décembre 2019.

Eberhard Christoph, 2009. Dans DPH : « *Les organisations sociales en Chine comme enjeu de légitimité, Un défi de la transition socio-politique contemporaine* », « <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-6090.html> » consulté le 23 janvier 2020.

Eileen Yu, 2019. Dans ZDnet : « *La 5G représente 57% des investissements chinois dans la technologie* ». « <https://www.zdnet.fr/actualites/la-5g-represente-57-desinvestissements-chinois-dans-la-technologie-39882313.htm> » consulté le 22 juin 2020.

France Culture, 2018. « *Connaissez-vous le Nudge ?* », « <https://www.franceculture.fr/emissions/hashtag/connaissez-vous-le-nudge> » consulté le 6 mars 2020.

Greenwald Glenn, 2014. Dans TedTalks : « *Why privacy matters* », « https://www.ted.com/talks/glenn_greenwald_why_privacy_matters » consulté le 21 mai 2019.

Gouvernement Canada, 2016. « *Aperçu du marché des technologies propres en Chine* ». « <https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/china-chine/market-facts-faits-sur-lemarche/0003030.aspx?lang=fra> » consulté le 28 juin 2020.

Hvistendahl Mara, 2018. Dans Médiapart : « *L'enfer du « social renking » : quand votre vie dépend de la façon dont l'État vous note* », « <http://www.sietmanagement.fr/wpcontent/uploads/2016/04/gouvernementalite-Chine.pdf> » consulté le 17 février 2020.

IFAC (Institut Fédératif des Addictions Comportementales) 2020. « *Cyberdépendance* », « <https://www.ifac-addictions.fr/la-cyberdependance.html> » consulté le 12 mars 2020.

Izza Sofia, 2018. « *China Rolls Out « Black Mirror » Social System, Low-Rated Citizens Cannot Travel* », « http://designtaxi.com/news/398770/China-Rolls-Out-Black-MirrorSocial-System-Low-Rating-Citizens-CannotTravel/?utm_source=DT_Newsletter&utm_medium=DT_Newsletter&utm_campaign=DT_Newsletter_18032018&utm_term=DT_Newsletter_18032018&utm_content=DT_Newsletter_18032018 » consulté le 21 mai 2019.

L'ADN Innovation, 2018 : « *Prédire une naissance ou la mort de vos amis ? Il y a un brevet pour ça !* », « <https://www.ladn.eu/media-mutants/facebook-des-milliers-debrevets-deposes-pour-capter-encore-plus-de-donnees/?fbclid=IwAR3YnbQbIQEzi4WD7h-DFi4MtTLD7BKDv7DVbjHEKaICfiHcwbpsMIGrak> » consulté le 9 juin 2020.

La Croix, 2019. « *La Chine, un pays en développement déjà bien développé* », « <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/Chine-pays-developpement-deja-biendeveloppe-2019-07-29-1201038246> » consulté le 6 décembre 2019.

La Presse, 2018. « *Censure de l'internet en Chine : l'étau se resserre sur les entreprises étrangères* », « <http://www.lapresse.ca/techno/internet/201803/30/01-5159306-censurede-linternet-en-chine-letau-se-resserre-sur-les-entreprises-etrangeres.php> » consulté le 20 mai 2019.

La Presse, 2018. « *La Chine compte plus de 770 millions d'internautes* », « <https://www.lapresse.ca/techno/internet/201802/01/01-5152216-la-chine-compte-plusde-770-millions-dinternautes.php> » consulté le 19 mai 2019.

Laugée Françoise, 2019. « *Capitalisme de surveillance* ». Dans : La Revue

Européenne des Médias et du Numérique. Consulté le 8 décembre 2019.

Le Monde, 2019. « *Xi Jinping s'invite dans le smartphone des Chinois* » « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/19/xi-jinping-s-invite-dans-lesmartphone-deschinois_5425435_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2zI34FdjUIcPm23StbqYRGMaNztVI3z7k2GoeHgR2txYVisKqy53F-uo#Echobox=1550606607 » consulté le 22 mai 2019.

Le Monde, 2019. « *Trente ans après le massacre de Tiananmen, Pékin dit avoir pris une décision « correcte »* », « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/02/trenteans-apres-le-massacre-de-tiananmen-pek-in-dit-avoir-pris-une-decisioncorrecte_5470441_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2rBEtk8SoP3rjtJyGibM0YzHW3qK6dMAnVcG6SliEDC5J3ZYIDl6nRqc#Echobox=1559478426 » consulté le 3 juin 2019.

Le Monde, 2019. « *Trente ans après Tiananmen, la bataille de la mémoire fait rage* », « https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/01/trente-ans-apres-tiananmen-labataille-de-la-memoire-faitrage_5470200_3210.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR0Eol0fhsAGYQSDWxb2JJoPKOkjcI1pvZLscl_EOPqbQH0VpbB25SIXEM#Echobox=1559504200 » consulté le 3 juin 2019.

Le Monde, 2020. « *Contre la pandémie due au coronavirus, de nombreux pays misent sur la surveillance permise par le « big data »* », « https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/03/20/contre-la-pandemie-de-nombreuxpays-misent-sur-la-surveillance-permise-par-le-bigdata_6033851_4408996.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR0q88woUh0hpwzEUKtW0HftnoTfoc2DW6p8uimlGbTLx9TP6_0ow8SDTI#Echobox=1584722894 » consulté le 23 mars 2020.

Le Monde, 2020. « *L'application StopCovid, activée seulement par 2% de la population, connaît des débuts décevants* », « https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/06/10/lapplication-stopcovid-connaît-des-débutsdecevants_6042404_4408996.html?fbclid=IwAR2ERoG9PXt_hjdqOfsJBGis4xDP3pzYgCLLMZyhXRmydMYTak7r_8dg6js » consulté le 12 juin 2020.

Le Point, 2018 : « *Facebook dépose des brevets pour prédire vos déplacements* »,

« https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/facebook-depose-des-brevets-pour-predirevos-deplacements-13-12-2018-2279093_47.php?fbclid=IwAR0ZJR9f5NNpsxsmbBkbTzdk3gMnDs1b0NWb3zL_NaE2sqsTtyH2PsabA » consulté le 9 juin 2020.

Li Jane, Octobre 2019. Dans Quartz : « *Getting a new mobile number in China will involve a facial-recognition test* », « https://qz.com/1720832/china-introduces-facialrecognition-step-to-get-new-mobile-number/?fbclid=IwAR20sCbPBLmN-ANNBstmuQghghaXi_GtxmLDJz2WsEBM4YeUf0BXLrHezE » consulté le 10 octobre 2019.

Mahaut Landaz, 2020. Dans L'Obs : « *Le coronavirus va accélérer la digitalisation de l'économie chinoise* ». « https://www.nouvelobs.com/monde/20200212.OBS24725/lecoronavirus-va-accelerer-la-digitalisation-de-l-economiechinoise.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR1G_dv1-JsyfCUwyBFNHmaXLfsKgEreVzcGJhWUTNHkBySTKVv1Cos_BA#Echobox=1581515889 » consulté le 13 février 2020.

Maxime Tellier, 2019. Dans FranceCulture : « *L'intelligence artificielle au service des ambitions de la Chine* ». « <https://www.franceculture.fr/geopolitique/lintelligenceartificielle-au-service-des-ambitions-de-la-chine> » consulté le 22 juin 2020.

National Geographic, 2019. « *La Chine s'est posée sur la face cachée de la lune. Que vat-elle y faire ?* », « <https://www.nationalgeographic.fr/espace/la-chine-sest-posee-sur-laface-cachee-de-la-lune-que-va-t-elle-y-faire> » consulté le 20 janvier 2019.

NBC NEWS, 2020. « *The U.S. wants smartphone location data to fight coronavirus. Privacy advocates are worried.* », « https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/u-s-wantssmartphone-location-data-fight-coronavirus-privacy-advocatesn1162821?cid=sm_npd_nn_fb_ma&fbclid=IwAR1gVwD4zNE3RpIGQU2xeemHBQErBBGDbt2XZP5ED7rtpHRv3hdNgfLUUpQ » consulté le 23 mars 2020.

Nitot Tristan, 2017. Dans Le Blog, Cozycloud. « *La surveillance de masse est toxique pour nos libertés : la preuve !* », « <https://blog.cozycloud.cc/post/2017/03/09/La-144surveillance-de-masse-est->

toxique-pour-nos-libertes-la-preuve » consulté le 20 février 2019.

Ouest-France, 2019. « *Bons ou mauvais citoyens ? La Chine compte les points avec son « crédit social »* » « <https://www.ouest-france.fr/monde/chine/bons-ou-mauvais-citoyensla-chine-compte-les-points-avec-son-credit-social6501129?fbclid=IwAR0WCY2KLHZuoY3kFyBdGTpsJ2awd4mK70P2I2KkPJLOUI0iDg1li8OFe7Q> » consulté le 17 février 2020.

Pironet Olivier, 2008. Dans le Monde Diplomatique : « *Le théoricien des sociétés de contrôle* », « <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/96/PIRONET/16548> » consulté le 12 octobre 2019.

Régnault Irénée, 2016. Dans : Mais.où.va.le.Web ? P(a)nser le numérique. « *Jacques Ellul, du bluff technologique à l'obscurantisme technocritique* », « <http://maisouvaleweb.fr/jacques-ellul-du-bluff-technologique-a-lobscurantismetecnocritique/#lanote2> » consulté le 6 mars 2020.

Régnault Irénée, 2016. Dans : Mais.où.va.le.web ? P(a)nser le numérique. « *Le diable s'habille en data – Le mirage numérique – lecture de Morozov* », « <http://maisouvaleweb.fr/le-diable-shabille-en-data-le-mirage-numerique-morozov/> » consulté le 6 mars 2020.

Rick Falkvinge, 2018. In Private internet access : « <https://www.privateinternetaccess.com/blog/2018/04/china-is-breeding-its-population-toselect-for-governmental-obedience-in-social-score-program/> » consulté le 21 mai 2019.

RTL Futur, 2017. « *En Chine, difficile d'échapper à la vidéosurveillance plus de 7 minutes* », « <http://www.rtl.fr/actu/futur/video-chine-videosurveillance-ia-intelligenceartificielle-7791386634> » consulté le 26 mai 2019.

Saqib Shah, 2018. Dans The New York Post : « *Facial recognition technology can now text jaywalkers a fine* », « <https://nypost.com/2018/03/27/facial-recognition-technologycan-now-text-jaywalkers-a-fine/> » consulté le 5 juin 2019.

Schmid Alexandre, 2018. « *L'intelligence artificielle va renforcer la cybercriminalité, le terrorisme et la surveillance de masse, selon des experts* », « <http://www.phonandroid.com/intelligence-artificielle-cybercriminalite-terrorismesurveillance-masse.html> » consulté le 2 juin 2019.

Schwerer Charles-Antoine, 2016. Dans La Tribune : « *Comment l'économie numérique instaure « une société de contrôle ?* » », « <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/comment-l-economie-numerique-instaureune-societe-de-contrôle-572765.html> » consulté le 14 février 2020.

Sebag, Frédéric, 2020. Dans : L'Obs. « *Ce monde ultra-connecté pense à notre place* », « <https://www.nouvelobs.com/high-tech/20200115.OBS23504/ce-monde-ultra-connectepense-a-notre-place.html#modal-msg> » consulté le 24 janvier 2020.

Spencer Michael K., 2018. « *China goes full black mirror the future of freedom* », « https://medium.com/@Michael_Spencer/china-goes-full-black-mirror-the-future-offreedom-31e99215c96f » consulté le 2 mai 2019.

The Economist, December 17, 2016. « *Big data, meet Big Brother: China invents the digital totalitarian state* », « <https://www.economist.com/briefing/2016/12/17/chinainvents-the-digital-totalitarian-state> » consulté le 21 mai 2019.

The Wall Street Journal, 2017. « *China's All-Seeing Surveillance State Is Reading Its Citizen's Faces* », « <https://www.wsj.com/articles/the-all-seeing-surveillance-statefeared-in-the-west-is-a-reality-in-china-1498493020> » consulté le 1er juin 2019.

The Wall Street Journal, 2017. « *China snares innocent and guilty alike to build world's biggest DNA database* », « https://www.wsj.com/articles/china-snares-innocent-andguilty-alike-to-build-worlds-biggest-dna-database1514310353?fbclid=IwAR3WhvwKLhn_EwX_a0qzgowjNbESaAenxtCL3zd8co1Uw1rwxmiUKGt8mNo » consulté le 17 février 2020.

Trujillo Elsa, 2018. Dans Le Figaro : « *La Chine commence déjà à mettre en place son système de notation des citoyens prévu pour 2020* », « <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2017/12/27/32001-20171227ARTFIG00197-la-chine-met-en-place-un-systeme-de-notation-de-ses-citoyens-pour-2020.php> » consulté le 21 mai 2019.

Trujillo Elsa, 2018. Dans Le Figaro : « *En Chine, le grand bond en avant de la reconnaissance faciale* », « <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2017/12/11/32001-20171211ARTFIG00240-en-chine-le-grand-bond-en-avant-de-la-reconnaissancefaciale.php> » consulté le 21 mai 2019.

Veg Sebastien, 2019. Dans Esprit Presse : « *La Chine sous contrôle de François Bougon* », «<https://esprit.presse.fr/actualite-des-livres/sebastian-veg/la-chine-souscontrole-de-francois-bougon-42219> » consulté le 20 janvier 2020.